

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

Les Artisans Français devant les Impôts Directs

(Contribution à l'Etude de l'Evolution de l'Ideé de Justice Fiscale)

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

par

SANTELLI Michel

Contrôleur des Contributions Directes

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

Cet ouvrage, limité au point de vue fiscal, est rédigé en tenant compte des dispositions des Décrets-Lois des 8 août et 30 octobre 1935, et de la Loi des Finances du 31 décembre 1935.

JURY

MM. MOYE, président.

ANTONELLI, assesseur.

DELBEZ, assesseur.

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT
1. RUE DE SAUVAGES, 1

1936

LES ARTISANS FRANÇAIS
DEVANT LES IMPOTS DIRECTS

(CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DE L'ÉVOLUTION DE L'IDÉE
DE JUSTICE FISCALE)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

**Les Artisans Français
devant les Impôts Directs**

(Contribution à l'Etude de l'Évolution de l'Idée de Justice Fiscale)

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier
par

SANTELLI Michel

Contrôleur des Contributions Directes

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

*Cet ouvrage, limité au point de vue fiscal, est rédigé en
tenant compte des dispositions des Décrets-Lois des
8 août et 30 octobre 1935, et de la Loi des Finances
du 31 décembre 1935.*

JURY

MM. MOYE, président.

ANTONELLI, assesseur.

DELBEZ, assesseur.

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVI
1. RUE DE SAUVAGES, 1

1936

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International
Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTÈS, Professeur de Droit Commercial.

ANTONELLI, Professeur d'Economie politique.

TISSET, agrégé d'Histoire du Droit.

DELBEZ, agrégé de Droit public.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

LEMERCIER, chargé de cours de Droit romain.

VALÉRY, Doyen honoraire, Correspondant de l'Institut.

DONAT, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire honoraire.



JURY

MM. MOYE, président.

ANTONELLI, assesseur.

DELBEZ, assesseur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

1. — L'Etat, les Départements et les Communes doivent payer les dépenses publiques inscrites à leurs Budgets.

Ne disposant pas de ressources propres suffisantes pour pouvoir y faire face, les collectivités publiques doivent les faire payer par autrui, en les répartissant entre les particuliers.

Le procédé le plus simple consiste à récupérer sur chaque personne une part des sommes nécessaires au Trésor, en recourant à l'IMPOT, VÉRITABLE MOYEN DE RÉPARTITION DES CHARGES PUBLIQUES.

Adam SMITH en fixe la règle en disant que :

« Les contribuables doivent supporter les dépenses de l'Etat en proportion de leurs facultés respectives ».

Et il ajoute que :

« La taxe imposée à chacun doit être certaine et exempte du moindre arbitraire dans toutes ses parties ».

Il exprime ainsi une idée de Justice. Chacun, en effet, doit contribuer suivant ses moyens. Il ne doit pas y avoir de privilège d'exemption en faveur des personnes riches et influentes mais, par contre, le dégrèvement total ou partiel doit être prévu en faveur des indigents ou des déshérités.

L'impôt doit être égal pour tous. Chacun ne doit pas, payer une somme identique. Le montant doit en être fixé pour chacun de façon que le sacrifice imposé soit le même pour le riche comme pour le pauvre.

La taxe doit, enfin, être certaine et non arbitraire. Elle doit frapper indistinctement tous les citoyens, sans le moindre privilège, sans donner lieu à une faveur déguisée.

Le désir d'application de ces principes apparaît au cours de toute l'Histoire fiscale de la France.

Toutefois, l'idée de Justice fiscale n'a pas été toujours comprise de la même façon. Cette compréhension a évolué en même temps que les idées politiques de notre pays.

Nous voulons essayer de montrer cette évolution. Pour cela, nous croyons devoir, dans la première partie de cet ouvrage, présenter un aperçu succinct de l'Histoire des Impôts directs en France.

Nous préciserons ensuite notre pensée, en montrant comment après la Révolution et, à l'heure actuelle, la question artisanale a été envisagée, en ce qui concerne l'impôt direct.

Nous exposerons donc, en une deuxième partie, concernant LES ARTISANS DEVANT L'IMPOT DIRECT, ce que sont :

- 1° La définition fiscale de l'Artisan ;
- 2° La Patente de l'Artisan et les taxes accessoires ;
- 3° L'Impôt sur les bénéfices des professions artisanales, en nous efforçant de réunir ensemble la doctrine administrative et la Jurisprudence.

Les artisans pourront ainsi connaître leurs droits et profiter des avantages que le Législateur leur a accordés.

Nos renseignements paraîtront, sans doute, de quelque utilité aux fonctionnaires de l'Administration des Contributions Directes.

Si nous y réussissons, nous trouverions là notre meilleure récompense et nous serions très heureux d'avoir pu rendre service à nos collègues ainsi qu'aux Artisans de France.

PREMIERE PARTIE

LES IMPOTS DIRECTS EN FRANCE ET L'ÉVOLUTION DE L'IDÉE DE JUSTICE FISCALE (APERÇU HISTORIQUE)

1 bis. — L'Histoire de l'Impôt direct en France peut se diviser en trois parties : l'Ancien Régime, la Révolution et la période contemporaine.

L'ANCIEN REGIME

2. — Au cours de la période monarchique, l'impôt perd le caractère de redevance privée qu'il avait sous la Féodalité. Il acquiert son caractère normal. Il est une contribution aux dépenses publiques de l'Etat.

3. — Les impôts directs les plus importants sont, alors, la taille, la capitation, les dixièmes et les vingtièmes.

4. — La taille en constitue le principal. Remontant à la période féodale, il pouvait être levé par le Roi, même sur ses arrière-vassaux, toutes les fois qu'il voulait faire une guerre.

4 bis. — Cet impôt avait été fortement augmenté, d'abord par François I^{er} qui établit la *Grande Crue* destinée à l'entretien d'une armée créée par lui sous le nom de légions et, ensuite, par Henri II, qui, par une ordonnance du 12 novembre 1549, créa le *Taillon*, destiné à fournir la solde des hommes d'armes.

5. — Lorsque les dépenses militaires devinrent annuelles par suite de la création d'une armée permanente, la taille fut perçue d'une façon permanente au profit du Trésor public.

6. — Elle se présentait sous deux formes. Elle était personnelle ou réelle.

7. — La taille personnelle était un impôt portant sur l'ensemble des revenus du contribuable, quelle qu'en fut la nature.

Le clergé et la noblesse en étaient exempts. La plupart des villes en obtinrent l'exemption. Les roturiers et les serfs, seuls, en supportaient tout le poids.

8. — La taille réelle atteignait les terres des vilains dites roturières ou serviles et les alleux, non nobles, ne possédant ni justice annexée, ni dépendances féodales. Les autres terres, alleux ou fiefs, étaient exempts de la taille réelle.

Cependant, on ne tenait pas compte de la qualité du détenteur. Un noble, possesseur d'une terre roturière, devait la taille réelle.

9. — Sous ses deux formes, la taille constituait une charge fort lourde. Elle s'aggrava encore, de 1695 à 1710, lorsque, de sa propre autorité, Louis XIV créa de nouveaux impôts directs.

Ne voulant pas écraser les roturiers en augmentant, à nouveau, la taille, la Royauté partit du principe de l'Égalité pour tous devant l'Impôt.

Théoriquement, elle soumit à l'impôt tous les sujets, sans exception, mais, en pratique, les privilèges et l'inégalité ne tardèrent pas à reparaître.

10. — Les nouveaux impôts étaient la capitation et le dixième.

11. — La capitation fut établie, par une déclaration du 18 janvier 1695, pour faire face aux frais de la Guerre de la Ligue d'Augsbourg. Supprimée le 17 décembre 1697, elle fut rétablie le 12 mars 1701 et subsista jusqu'à la Révolution.

C'était un impôt sur le revenu présumé des contribuables. D'après la déclaration de 1695, les contribuables devaient être répartis en vingt-deux classes, suivant leur qualité ou leur profession, qui était censée correspondre à leurs revenus. La première, ayant en tête le Dauphin, payait deux mille livres ; la dernière (manœuvres et journaliers), devait payer vingt sous. Les pauvres et les ordres mendiants étaient exempts.

Dans la pratique, ce système ne fut pas observé. Le clergé, moyennant un don de quatre millions de livres par an, fut déchargé de la capitation de 1695 à 1698. En 1710, il en fut dégrevé définitivement par un don de 24 millions, fait une fois pour toutes. Les Pays d'Etat se rachetèrent également en stipulant le paiement d'une certaine somme pour toute leur province. La Noblesse n'obtint pas un tel dégrèvement mais, en réalité, les nobles bénéficièrent de faveurs très grandes. Leurs revenus furent évalués avec beaucoup de modération, entraînant ainsi des réductions ou des décharges d'impôts.

En définitive, une fois de plus, les roturiers supportaient tout le poids du nouvel impôt. La capitation était pour eux un complément de la taille. On constatait ce qu'il payait comme taille réelle et, au marc la livre, on les imposait à la capitation.

12. -- Pendant la Grande Ligue de La Haye, au moment des revers de Louis XIV, en 1710, fût créé l'impôt du dixième.

Comme la capitation, il devait atteindre les trois classes de la Nation. Fixé d'abord, en tenant compte du revenu territorial, l'impôt atteignit bientôt les produits de la terre et des bâtiments, ceux des rentes et, enfin, les revenus provenant des offices, du commerce et de l'industrie.

Ces divers revenus étaient déterminés par la déclaration des contribuables. En 1710, l'impôt était égal au dixième de ces revenus. A partir de 1750, il ne fut plus que du vingtième. En 1756, on revint au dixième primitif, mais de 1760 à 1763, et, de 1783 à 1786, il fut porté à trois vingtièmes.

L'Egalité voulue par la Royauté ne tarda pas à disparaître.

Le Clergé ne payait que pour les revenus des biens propres de ses membres, et, bientôt, il se libéra par des dons gratuits.

La Noblesse bénéficia d'évaluations de faveur pour ses revenus.

Les villes s'abonnèrent ou se rachetèrent.

En 1772, les vingtièmes n'étaient plus fixés à leur valeur.

De fausses déclarations, des baux simulés, des traitements trop favorables accordés à presque tous les riches propriétaires, avaient entraîné de criantes inégalités et des erreurs innombrables.

13. — Le système fiscal de l'Ancien Régime était faussé dans son application. En réalité, au lieu de réaliser la Justice fiscale, il établissait l'inégalité et l'arbitraire dans la répartition de l'impôt. Comme principe de cette dernière, il admettait que « le Noble défend le Roi de son Epée, le Clerc de ses Prières, le Roturier de sa Bourse » et, par cela, expliquait pourquoi le Clergé et la Noblesse jouissaient de privilèges les exemptant à peu près intégrale-

ment de tous les impôts au détriment du Tiers-Etat qui en était écrasé.

Les cadres du Régime politique pesaient ainsi sur la loi d'impôt. Les charges publiques n'étaient plus équitablement réparties entre les citoyens. La législation fiscale de l'Ancien Régime devait bientôt faire faillite. Elle fut une des causes de la Révolution de 1789.

Avec elle, le Tiers-Etat, qui n'était rien, devint tout. Son premier geste, en accédant au pouvoir, fut de faire disparaître le régime fiscal qui l'écrasait.

La Révolution française supprima tous les impôts de l'Ancien Régime. Elle allait reconstruire la machine à les faire payer sur des bases nouvelles.

LA REVOLUTION DE 1789

14. — Après la nuit du 4 août 1789 au cours de laquelle, dans une explosion d'enthousiasme, l'Assemblée proclame l'abolition des privilèges, il n'y a plus, en France, que des citoyens ayant tous les mêmes droits au point de vue politique et civil.

15. — Bientôt, il en résulte l'Egalité de tous, devant l'Impôt.

La « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » dans son article 13, indique que :

« Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'Administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être répartie également entre tous les citoyens en raison de leurs facultés ».

16. — L'idée de liberté fait écarter le système des déclarations contrôlées pour éviter tout système inquisitorial.

17. — Voulant réagir contre l'arbitraire de l'Ancien Régime, pour écarter tout ce qui pourrait ressembler à un privilège de classe, le Législateur de la Révolution établit les impôts sur les signes extérieurs, sur les choses (en latin, res) sans tenir compte de la personne du contribuable.

A signes extérieurs identiques, il y aura imposition identique, abstraction faite de toute autre considération. On ne recherchera plus, tout simplement, que l'égalité numérique, strictement proportionnelle.

18. — La Révolution française modifia notre système d'impôts directs. Ceux de l'Ancien Régime furent abolis.

19. — Sous l'influence des Economistes et, surtout, des Physiocrates, qui ne reconnaissent de caractère productif qu'à la propriété foncière, la Révolution créa l'impôt foncier sur les propriétés bâties et non bâties.

20. — L'impôt foncier sur les propriétés bâties atteint les revenus des immeubles bâtis ou considérés comme tels par la loi, dans la personne du propriétaire apparent.

Est imposable, tout immeuble ayant ce caractère par nature, tout outillage ayant le caractère d'immeuble par destination.

Sont également imposables les terrains non cultivés à usage commercial et un certain nombre d'installations essentiellement meubles, tels que bains et moulins sur bateaux, bacs, bateaux de blanchisserie, etc...

L'impôt est établi sur la valeur locative, nette, fixée en principe, pour dix ans, à la suite de révisions périodiques.

21. — La contribution foncière des propriétés non bâties frappe les revenus produits par les terres et terrains de toute nature. L'impôt est basé sur la valeur locative nette des propriétés. Cette valeur n'est pas le produit net de la terre. Ce produit net comprend deux éléments :

1° La rente foncière qui, en définitive, représente le prix du fermage ou valeur locative ;

2° Les revenus du travail de l'exploitant et des capitaux engagés dans l'exploitation agricole.

Le premier élément, la valeur locative, est seul frappé par l'impôt foncier sur les propriétés non bâties. Le se-

cond ne sera retenu, comme base, que lors de la création des impôts cédulaires de la période contemporaine.

22. — La détermination de la valeur locative est l'œuvre du Cadastre, travail considérable comportant deux séries d'opérations : les travaux d'art (triangulation, confection des plans) et les travaux d'expertise.

Les travaux d'art sont stables. Ceux d'expertise sont faits pour une période de vingt ans, sauf révisions exceptionnelles.

23. — L'impôt foncier devait, en principe, être unique mais bientôt, la Révolution créa, à côté, trois autres impôts. Leur ensemble subsista jusqu'à nos jours, sous la dénomination des « Quatre vieilles ». Il comprenait :

- 1° L'impôt foncier, précité ;
- 2° L'impôt sur les portes et fenêtres ;
- 3° La contribution des Patentes ;
- 4° La contribution personnelle mobilière.

24. — L'impôt sur les portes et fenêtres créé par la loi du 7 Frimaire An VII, devait atteindre les revenus des immeubles, apprécié d'après les ouvertures extérieures. Il était établi sur les portes et fenêtres des bâtiments et des usines donnant sur les rues, les cours, les jardins et les champs. La taxe était due par les propriétaires et les usufruitiers, par les fermiers et principaux locataires des maisons et usines, sauf leur recours contre les locataires particuliers pour le remboursement des sommes dues en raison des locaux par eux occupés.

Cet impôt, qui ne tenait aucun compte de la situation des immeubles, empêchait le développement de l'hygiène. Il était, en réalité, levé sur la salubrité publique.

Il n'en subsista pas moins longtemps et ne fut supprimé que par la loi du 19 juillet 1925.

25. — La Contribution personnelle mobilière, établie par les lois des 31 janvier et 18 février 1791, devait originellement atteindre les revenus qui ne pouvaient l'être par

l'impôt foncier. La loi du 21 avril 1832 lui enlevait ce caractère en lui donnant pour objet d'atteindre l'ensemble des facultés contributives des contribuables.

La contribution personnelle mobilière comprenait, au début deux taxes distinctes : une personnelle, et l'autre mobilière. La taxe personnelle était égale pour tous les contribuables d'une même commune. Elle correspondait à la taille personnelle et à l'impôt de capitation de l'Ancien Régime. Elle s'élevait à la valeur de trois journées de travail. Le prix moyen de la journée de travail était fixé, pour chaque commune, par le Conseil général. Il ne pouvait être inférieur à 0,50 ni dépasser 1,50.

Ultérieurement, cette taxe fut supprimée. Il ne resta plus que la taxe mobilière. La contribution mobilière est basée sur la valeur locative de l'habitation personnelle et non d'après les revenus supposés du contribuable (arrêt du Conseil d'Etat du 27 avril 1888). Toutefois, ce caractère légal de taxe sur les loyers ne se présente que dans les villes dites recensées (communes de plus de 5.000 habitants).

Dans les autres communes, dites rurales, c'est moins une contribution basée sur l'importance de l'habitation qu'un impôt sur la fortune estimée suivant les moyens d'existence du contribuable. Ce caractère est illégal, mais il est entré dans les mœurs.

Est imposable à la contribution mobilière tout habitant jouissant de ses droits, non réputé indigent et ayant à sa disposition une habitation meublée.

La taxe est établie par une commission de contribuables appelés Répartiteurs, nommés par le Préfet sur proposition du Conseil municipal, dans les deux mois qui suivent le renouvellement général des Conseils municipaux (décret-loi du 30 octobre 1935) à la suite d'un appel des contribuables fait en mairie (communes rurales), soit après un recensement fait sur place (communes recensées).

Pour faciliter le travail de recensement dans les chefs-lieux de départements et dans les villes comportant plus

de 5.000 âmes de population agglomérée, l'article 6 du décret du 20 juillet 1934 (art. 33 du Code général des Impôts directs) dispose que les propriétaires d'immeubles bâtis et, à leur place, les principaux locataires doivent, chaque année, sous peine d'une amende de cent francs sans décimes par omission ou inexactitude, fournir, entre le 1^{er} et le 15 octobre, une déclaration indiquant, au jour de sa production :

1° Les nom et prénoms de chaque locataire, la consistance des locaux qui lui sont loués, le montant annuel du loyer en principal et le montant des charges ;

2° Les noms et prénoms de chaque occupant à titre gratuit et la consistance du local occupé ;

3° La consistance des locaux occupés par le déclarant lui-même ;

4° La consistance des locaux vacants.

26. — L'impôt des patentes est une adaptation des droits frappant, sous l'ancien régime, le commerce et l'industrie. L'étude de ses caractéristiques fera l'objet d'un chapitre de notre Deuxième Partie. Cependant, indiquons, dès à présent, que la Patente tient compte des conditions d'exercice des professions imposables, du chiffre de la population des villes ou localités où elles sont exercées et, enfin, de la valeur locative des locaux des contribuables.

27. — Outre ces « quatre vieilles contributions », le législateur a institué diverses taxes assimilées. Leur portée est restreinte. Elles ne visent que des éléments spéciaux. Nous nous bornerons à n'en faire qu'une simple énumération.

Ces taxes sont les suivantes :

La taxe des biens de main-morte.

La taxe de vérification des poids et mesures.

Les droits de vérification des alcoolmètres et des densimètres.

La redevance pour frais de surveillance des fabriques de margarine et l'oléo-margarine.

La redevance pour la rétribution des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

La taxe sur les chiens.

La taxe sur les prestations et la taxe vicinale.

Les licences municipales et les taxes de remplacement des droits d'octroi.

La taxe de balayage.

La taxe pour frais des Chambres d'Agriculture.

La taxe pour frais de Chambres et Bourses de Commerce.

La taxe pour frais de Chambres de métiers.

La redevance pour l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre.

Les taxes mises à la disposition des communes et départements par les lois du 13 août 1926, 30 décembre 1928, et le décret-loi du 20 juillet 1934, à savoir :

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères ;

La taxe de déversement à l'égout ;

La taxe sur les voitures, chevaux, mules et mulets ;

La taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion ;

La taxe sur le revenu net des propriétés bâties ;

La taxe sur le revenu net des propriétés non bâties ;

La taxe d'habitation d'après la valeur locative des locaux d'habitation ;

La taxe sur la valeur locative des locaux servant à l'exercice d'une profession ;

La taxe sur les instruments de musique à clavier (pianos, orgues et harmoniums) ;

La taxe sur les domestiques attachés à la personne, précepteur,s préceptrices et gouvernantes ;

La taxe sur les chasses gardées ;

La taxe sur les distributeurs automatiques, les orchestrons, phonographes, et instruments analogues, fonctionnant dans les cafés, débits, estaminets, hôtels et autres établissements publics ;

La taxe sur les balcons et constructions en saillie.

28. — Avec cette énumération, nous avons achevé de présenter le système fiscal qui, depuis la Révolution remplace celui de l'Ancien Régime.

Dans ce dernier, la répartition de l'impôt se faisait d'après la condition politique des assujettis. Depuis la Révolution, l'assiette de l'impôt est assurée d'après le caractère réel de la matière imposable.

Peu importe, le rôle social ou le rang politique de l'assujetti, seuls, la possession d'un bien (impôt foncier), sa libre disposition (contribution mobilière) ou son exploitation (patentes) serviront de base à l'impôt et, pour respecter l'esprit de liberté animant toute la Révolution, la répartition des charges publiques se fera sans recourir à l'intervention des contribuables.

Ils n'ont pas de déclaration à fournir. Ils ne sont imposés que d'après les signes extérieurs déterminés par la loi.

Quoique très séduisante, cette idée a été écartée de nos jours.

29. — La thèse révolutionnaire exaltant le respect de l'individu dominant tout, a dû, peu à peu, céder le pas à celle du rôle social des citoyens.

L'homme ne vit pas seul. S'il faut respecter ses droits, il faut tenir compte de la vie qu'il mène au sein de la Société. En matière d'impôt, il ne faut pas établir un système fiscal tenant compte de l'individu pris seul et isolément avec ses biens. Pour évaluer ses facultés contributives, il faut le placer au sein de la Société, examiner son rôle économique et l'imposer d'après la place qu'il occupe dans la vie nationale.

Nous arrivons ainsi à faire intervenir dans l'assiette de l'impôt la nature de l'activité des contribuables et leur situation de famille.

Ces deux facteurs concourent à la prospérité du pays. A l'heure actuelle, nul n'oserait affirmer qu'ils ne doivent pas être retenus comme éléments de base, lors de la

rédaction de la loi, fixant les modalités de l'assiette de l'impôt. Cependant, il y avait dans cette interprétation une évolution de l'idée de Justice fiscale.

Pour la réaliser, il fallut tout le 19^e siècle et les premières années du siècle suivant.

Ceux qui bénéficiaient de l'égalité fiscale, mal établie par la Révolution, formaient, au 19^e siècle, la classe gouvernante. Elle perdit de vue les vrais principes.

30. — Les impôts directs diminuèrent. Représentant en l'an IX, 64 % de l'ensemble des impôts, ils n'étaient plus que de 24 % ; après 1900, ils tombèrent au-dessous de 20 %.

Le produit de l'impôt direct ne suivait que d'assez loin le développement de la richesse nationale. Avec l'accroissement du Budget de l'Etat, il fallut songer à trouver des ressources nouvelles. Le système des « Quatre vieilles » ne pouvant les fournir, sans multiplier les injustices et les inégalités, la Réforme s'imposa.

31. — Décidée dans son principe à la veille de la guerre de 1914, elle ne devait être achevée et réalisée qu'en 1917.

32. -- Depuis longtemps, divers projets avaient été proposés par les réformateurs. Découvrant l'immunité dont jouissent, en France, les capitaux mobiliers, que les signes extérieurs ne peuvent découvrir, M. GODCHAUX, Ministre des Finances, de la République de 1848, déposa un projet. Il fallut la guerre de 1870 pour le faire prendre en considération et aboutir à la loi du 29 juin 1872, qui créa l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

De 1871 à 1909, plus de deux cents projets sont déposés à la Chambre. A citer, quoique n'ayant qu'un intérêt historique, les projets GOBLET (1894), COCHERY (1895), DOUMER (1895), PEYTRAL (1898), CAILLAUX (1898), ROUVIER (1903).

33. — L'idée de l'impôt sur les revenus faisait ainsi son chemin.

M. CAILLAUX trouva un terrain tout préparé, lorsque le 7 février 1907, il déposa son deuxième projet.

34. — Aux « Quatre vieilles », il substituait sept impôts cédulaires portant sur les catégories de revenus ci-après :

- 1° Revenus des propriétés foncières bâties ;
- 2° Revenus des propriétés foncières non bâties ;
- 3° Revenus des valeurs mobilières ;
- 4° Bénéfices industriels et commerciaux ;
- 5° Bénéfices de l'exploitation agricole ;
- 6° Traitements, salaires, pensions et rentes viagères ;
- 7° Revenus des professions, libérales et de toutes autres occupations lucratives, non comprises dans les précédentes catégories.

A ces impôts cédulaires se superposait un impôt complémentaire, général et progressif, sur l'ensemble des revenus.

35. — Les trois premières cédules (impôts fonciers et impôt sur les valeurs mobilières), furent mises au point par la loi du 29 mars 1914. L'impôt sur le revenu fut établi par la loi du 15 juillet 1914.

Quant aux impôts cédulaires sur les bénéfices industriels et commerciaux, sur ceux de l'exploitation agricole, sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, et sur les revenus des professions non commerciales, ils n'ont été réglés que par la loi du 31 juillet 1917.

36. — Cette loi supprimait en tant qu'impôts d'Etat, les contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes.

En instituant un régime fiscal nouveau, elle a marqué de sa date le début de l'époque contemporaine.

L'EPOQUE CONTEMPORAINE

37. — Elle diffère de l'Ancien Régime et de la Période révolutionnaire par l'application plus stricte de l'idée de Justice fiscale. Pour évaluer les facultés contributives de chaque contribuable, il sera tenu compte, désormais, de son rôle économique et de sa situation de famille. Cette interprétation nouvelle apparaîtra dans l'assiette de tous les impôts nouveaux.

38. — L'impôt foncier demeure établi suivant les mêmes principes que précédemment. Toutefois, il est accordé des dégrèvements aux petits propriétaires exploitants, des exemptions temporaires à ceux qui édifient des constructions nouvelles et, jusqu'en 1935, les charges de famille donnent droit à des réductions de la part d'impôt foncier perçue au profit de l'Etat.

39. — L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières atteint les intérêts de rentes, créances, obligations, les dividendes servis aux actions des Sociétés, les tantièmes et jetons de présence. Non établi par voie de rôle, il est perçu par le Service de l'Enregistrement.

40. — L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux frappe les revenus des professions du Commerce et de l'Industrie. Il est établi chaque année sur les bénéfices obtenus pendant l'année précédente ou pendant les douze mois dont les résultats ont servi à l'établissement du dernier bilan, lorsque cette période ne correspond pas avec l'année civile.

A l'heure actuelle, le bénéfice est, selon le cas, fixé pour deux ans, suivant un forfait établi soit après accord entre le redevable et le Contrôleur des Contributions directes, soit par une Commission de taxation, ou bien, celui obtenu après déduction du bénéfice brut, de toutes charges y compris la valeur locative des immeubles affectés à l'ex-

exploitation et les amortissements généralement admis d'après les usages de chaque nature d'industrie et de commerce. Dans le premier cas, après fixation du forfait, les contribuables sont taxés directement par l'Administration sans avoir à souscrire une déclaration de leurs bénéfices. Dans le deuxième cas, toute Société, ou personne exerçant une profession industrielle ou commerciale, est tenue de remettre au Contrôleur des Contributions directes, avant le 1^{er} mars de chaque année (délai prolongé jusqu'au 31 mars, pour les redevables dont l'exercice comptable est arrêté au 31 décembre), une déclaration accompagnée d'une copie de son bilan, de son compte de profits et pertes, et d'un relevé de ses amortissements, faisant apparaître les résultats de l'année ou de l'exercice précédents.

Les impositions sont établies à l'aide de ces déclarations, rectifiées le cas échéant, selon une procédure déterminée.

Sur le montant de l'impôt, il est accordé aux redevables des réductions pour charges de famille.

41. — L'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, frappe le produit de la terre qui n'est pas atteint par l'impôt foncier. Cette part est, en quelque sorte, ce que l'exploitant retire de sa propriété, en plus de ce qu'il obtiendrait s'il se bornait à l'affermier. En général, cet impôt est établi d'une façon forfaitaire. Actuellement, il est basé sur un bénéfice net correspondant au revenu net des terres exploitées résultant de l'évaluation cadastrale.

Après déclaration, il peut être basé sur le bénéfice réel.

Par ailleurs, tout assujetti qui se considère comme imposé pour un revenu supérieur à son bénéfice réel, peut demander, après la publication du rôle, une réduction proportionnelle de sa cote, sauf à apporter devant la juridiction compétente, les justifications nécessaires par toutes les voies de droit commun. Enfin, les charges de fa-

mille donnent droit aux assujettis à une réduction du montant de leur impôt.

42. - L'impôt sur les traitements publics et privés, les indemnités et émoluments, les salaires, les pensions et rentes viagères, frappe les revenus indiqués dans son titre.

Les employeurs sont tenus d'indiquer, chaque année, les noms et adresses des personnes qu'ils ont occupées au cours de l'année précédente, le montant des traitements, salaires et rétributions payés à chacune d'elles pendant la dite année, la période à laquelle elle s'applique lorsqu'elle est inférieure à un an mais supérieure à trente jours consécutifs. A l'aide de ces renseignements et de tous autres qu'il peut recueillir, le Contrôleur des Contributions directes fixe les bases de cotisation en tenant compte des frais professionnels des assujettis. Comme pour les autres impôts cédulaires, le montant de l'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères est réduit proportionnellement aux charges de familles des redevables.

43. — L'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales atteint les revenus des professions libérales, des charges et offices dont les titulaires n'ont pas la qualité de commerçant et de toutes occupations lucratives non soumises à un impôt spécial sur le revenu. Cet impôt est établi en raison de bénéfice net de l'année précédente constitué par l'excédent des recettes totales sur les dépenses nécessitées par l'exercice de la profession. Toute personne passible de l'impôt est tenue de produire dans les deux premiers mois de chaque année une déclaration indiquant le montant de son bénéfice brut, le montant de ses dépenses professionnelles et le montant de son bénéfice net net de l'année précédente.

Ces déclarations, le cas échéant, contrôlées et rectifiées par le Contrôleur, soit après entente avec le contribuable, soit après avis d'une commission spéciale, servent de base à l'imposition. Une fois établie, cette imposition est ré-

duite en tenant compte des charges de famille des assujettis.

44. — Sous réserve des abattements à la base, tous ces impôts, sont, en principe, proportionnels.

45. — L'impôt général sur le revenu est progressif. Son taux s'accroît suivant une proportion déterminée lorsque le montant du revenu imposable augmente. Cet impôt frappe une deuxième fois les revenus déjà atteints par la cédula mais il frappe, en bloc, d'une façon globale, le revenu net total, lequel est évalué annuellement, eu égard aux propriétés et aux capitaux que possède le contribuable, aux professions qu'il exerce, aux traitements, salaires, pensions et rentes viagères dont il jouit, ainsi qu'aux bénéfices de toutes opérations lucratives auxquelles il se livre, sous déduction :

- 1° Des intérêts des emprunts et dettes à sa charge ;
- 2° Des arrérages de rentes viagères ou non, payés par lui à titre obligatoire ;
- 3° De tous impôts directs et taxes assimilées acquittées par lui ;
- 4° Des versements effectués par lui aux Assurances sociales pour ses « gens de maison ».

Avant 1935, les déficits d'exploitation étaient également déductibles. A l'heure actuelle, le texte légal n'admet plus cette déduction du revenu global mais autorise le redevable à reporter les déficits subis sur les bénéfices réalisés au cours des cinq années suivantes (décret du 30 octobre 1935). Ainsi, les pertes des exercices clos en 1931, 1932, 1933 et 1934 pourront, dans la mesure où elles n'auraient pas été antérieurement compensées, être reportées sur les bénéfices de l'exercice clos en 1935 (Bulletin Officiel des Contributions directes, 1935, deuxième partie, page 283).

Bien entendu, le déficit commercial sera déduit du bénéfice commercial de l'année suivante, le déficit agricole

viendra diminuer le bénéfice agricole, le déficit non commercial se compensera avec le bénéfice non commercial. De même, le déficit subi par un propriétaire sur ses immeubles loués ou affermés pourra être reporté sur ses revenus fonciers des cinq années suivantes (réponses du Ministre des Finances à M. FILLON, député et à M. JAPY, sénateur, insérées au *Journal Officiel* du 29 novembre 1935, pages 2221 et 845, débat Sénat).

Les bénéfices ou revenus nets obtenus après cette réduction des déficits serviront de bases aux impôts cédulaires et seront retenus comme éléments d'évaluation du revenu global.

Tous les contribuables passibles de l'impôt sur le revenu sont tenus de souscrire et de renouveler, chaque année, la déclaration de leurs revenus avec l'indication, par nature de revenu, des éléments qui le composent.

Le Contrôleur vérifie les déclarations. Il a le droit de demander des éclaircissements et, même, des justifications dans certains cas. Des sanctions (taxations d'office, majorations de droits, amendes) sont prévues contre les contribuables qui n'ont pas rempli exactement leurs obligations légales ou qui ont cherché à échapper à tout ou partie de l'impôt.

Pour l'évaluation du revenu imposable, il est tenu compte de la situation de famille du contribuable. Le revenu net est réduit de 5.000 francs pour la femme du redevable marié, de 5.000 francs pour chacun des deux premiers enfants, de 8.000 francs pour le troisième enfant, de 9.000 francs pour le quatrième enfant et de 10.000 francs à partir du cinquième enfant.

Par contre, à partir du 1^{er} janvier 1935, les ascendants ne sont plus considérés comme personnes à charge et, sur le montant de l'impôt sur le revenu, il n'est accordé aucune réduction pour charges de famille.

D'autre part, l'impôt brut (droit simple augmenté, s'il y a lieu, des pénalités), est majoré de 40 % pour les contribuables âgés de plus de 30 ans qui sont célibataires,

veufs ou divorcés et qui, n'ayant pas d'enfants, n'ont pas à leur charge d'enfants recueillis à leur propre foyer.

20 % pour les contribuables âgés de plus de 30 ans et mariés depuis plus de deux ans au 1^{er} janvier de l'année d'imposition lorsque, n'ayant pas d'enfants, ces contribuables n'ont pas leur charge d'enfants recueillis à leur propre foyer.

Toutefois, ces majorations ne sont pas applicables aux contribuables titulaires d'une pension prévue par la loi du 31 mars 1919 pour une invalidité de 40 % et au-dessus, ni aux contribuables dont tous les enfants sont morts.

46. — Tels sont énumérés, avec leurs caractéristiques essentielles, les impôts directs nouveaux de l'époque contemporaine.

47. — Atteignant des revenus jadis soustraits à l'impôt, ils assurent la répartition des charges publiques avec plus de généralité et plus d'égalité que les précédents.

Ils l'assurent avec plus d'équité. Ils reposent, en effet, sur une appréciation réelle des forces contributives au lieu d'être basés sur une évaluation indiciaire. Ils sont également plus nuancés et tiennent compte de la matière imposable.

48. — Celle-ci se décompose de la façon suivante :

1^o Les revenus du travail (salaires, traitements, bénéfices non commerciaux autres que ceux des charges et offices) ;

2^o Les revenus du capital (revenus des immeubles, des valeurs et capitaux mobiliers, des créances) ;

3^o Les revenus mixtes (bénéfices commerciaux, bénéfices des charges et offices).

49. — La constatation, de ce fait, motivera la différence de taux des impôts nouveaux.

Ce taux sera le plus élevé pour les revenus du capital dont la source est permanente ou quasi permanente, et,

le plus faible, pour les revenus du travail dont la source est temporaire, s'épuisant avec l'âge et la force du travailleur.

Il sera intermédiaire, entre les deux précédents, pour la taxation des revenus mixtes, provenant, à la fois, de la mise en œuvre d'un capital et du travail de l'assujetti.

50. — D'autre part, les impôts nouveaux tiennent compte de la personnalité sociale des assujettis par le système des abattements à la base, des déductions pour charges de famille et par la progressivité des taux.

51. — Leur application constitue un sérieux progrès vers une meilleure idée de Justice fiscale.

Sous l'Ancien Régime, la répartition des charges publiques était faite en tenant compte du rang politique des assujettis. Les nobles et le clergé bénéficiaient de privilèges leur accordant l'exemption partielle ou totale, alors que le Tiers Etat, classe la moins riche, supportait, en fait, tout le poids des impôts. La Révolution de 1789 mit fin à cette situation et créa un nouveau système fiscal. Elle écarta le caractère personnel de l'impôt. L'exercice d'une profession ou d'un commerce, la possession d'un immeuble, les éléments de cet immeuble (portes et fenêtres) motivèrent, seuls, l'imposition des contribuables. Au surplus, afin de sauvegarder l'idée de Liberté, alors en honneur, la loi fiscale fixe les obligations du contribuable sans tenir compte de son rôle dans la société. Chaque individu est considéré comme étant seul. Il est imposé d'après les choses (en latin : *res*) dont il dispose. L'impôt croît proportionnellement aux éléments imposables. Il assure l'égalité numérique des assujettis.

Cette compréhension de l'équité fiscale fut admise jusqu'à nos jours et subsiste encore en ce qui concerne les impôts communaux et départementaux.

Pour les impôts d'Etat, de nouveaux principes ont été retenus.

Tout d'abord, l'homme vivant en société, concourant à sa prospérité et bénéficiant de ses bienfaits, ne doit pas être considéré comme un « Robinson » seul dans son île. Pour évaluer sa force contributive, il faut considérer son rôle social, déterminé par la source de ses revenus et sa situation de famille.

La source de revenus (revenus du travail, du capital ou mixtes), permettra de fixer une échelle de taux tenant compte de la qualité de la matière imposable, de l'effort fourni par le contribuable pour l'acquiescer.

L'examen de la situation de famille des redevables permettra de mieux évaluer la faculté contributive de chacun.

Il montrera qu'avec des revenus identiques, le chef de famille est moins apte à contribuer au paiement des charges de l'Etat que le célibataire ou le veuf sans enfants.

A la lumière de ces deux éléments, on constatera que l'impôt ne peut, dans tous les cas, être fixé à un taux unique et qu'il faut, pour le rendre équitable, tenir compte des charges de famille des assujettis.

Ensuite, on ne tardera pas à constater que l'impôt proportionnel, à nombre d'éléments égaux, impôts identiques, n'est pas équitable.

Le contribuable disposant de dix mille francs de revenus et payant mille francs d'impôt accomplit un effort plus grand que celui qui, possédant cent mille francs, verse dix mille francs.

Pour assurer l'équilibre dans l'effort, il faut que le taux de l'impôt croisse avec le montant des revenus imposables. Ainsi apparaît le principe de l'impôt progressif. Toutefois, pour éviter que le taux n'augmente jusqu'à absorber, sous forme d'impôt, la totalité du revenu, il semble rationnel de limiter son accroissement à un maximum fixé d'avance. Nous arrivons ici à l'impôt progressif.

52. — L'application de ces idées nouvelles a été faite lors de la création des impôts cédulaires et sur le

revenu. Elle a permis de substituer à l'égalité numérique celle de l'effort qui paraît être plus juste.

53. — Ce sera l'œuvre fiscale de la Période contemporaine. Elle constitue une nouvelle étape vers une répartition plus équitable des charges publiques.

54. — L'œuvre du législateur en matière fiscale n'en sera pas pour cela achevée.

L'évolution des idées l'obligeront à compléter son œuvre.

Il s'y emploiera avec ardeur, mais nous croyons pouvoir conclure que l'idée de Justice fiscale ne sera réalisée, de façon parfaite, que dans un lointain avenir.

55. — Nous venons d'essayer d'en montrer l'évolution à travers l'Histoire. Nous nous proposons, maintenant, de la faire apparaître en exposant la situation fiscale des Artisans, depuis l'Ancien Régime jusqu'à nos jours. Toutefois, désirant faire œuvre de vulgarisation pratique, nous nous attacherons à montrer la situation des artisans devant les impôts directs.

56. — Nous ferons connaître la patente des artisans, l'impôt sur les bénéfices des professions artisanales et la taxe pour frais des Chambres de Métiers. Nous en indiquerons les caractéristiques et essaierons, par des explications aussi claires que possible, de rendre moins fastidieux l'accomplissement du devoir fiscal des Artisans de France.

DEUXIEME PARTIE

LES ARTISANS DEVANT L'IMPOT DIRECT

57. — « La France, disait Jean-Jacques Rousseau, est la terre bénie de l'Artisanat ».

Les cathédrales de Paris, Reims, Chartres ; les basiliques de Notre-Dame de la Garde, à Marseille ; du Sacré-Cœur, à Paris ; de Jeanne d'Arc à Domrémy-la-Pucelle (Vosges) ; de Fourvières, à Lyon ; de Lourdes ; d'Issoudun ; de St-Epvre, à Nancy ;

Les châteaux de la Loire et de Versailles, les Invalides, le Louvre, l'Opéra ;

Les portes monumentales de Nancy, les tapisseries de Beauvais, des Gobelins et d'Aubusson ; les porcelaines de Sèvres, les cristaux de Baccarat ;

Les soieries de Lyon, dont les chefs-d'œuvre figurent au Musée de la Soie de cette ville ; les rubans de Saint-Etienne, sont les témoins de la féconde activité des artisans de France. Elle occupe une place prépondérante dans notre Histoire nationale.

58. — L'histoire de l'Artisan français comporte trois parties : l'Ancien Régime ; la période de 1789 à nos jours ; la Période contemporaine.

59. — En adoptant ces divisions, nous allons essayer de montrer qu'en ce qui concerne les artisans, l'idée de Justice fiscale a évolué à travers l'Histoire.

60. — Après avoir donné la définition de l'artisan, nous présenterons :

1° L'artisan sous l'Ancien Régime ;

2° L'artisan devant l'impôt direct, de 1789 à nos jours ;

3° L'artisan devant l'impôt direct à l'époque contemporaine.

Nous indiquerons ensuite quelles sont, en matière fiscale, les revendications des artisans. A titre de conclusion, nous achèverons notre étude en faisant connaître les aménagements fiscaux que nous estimons devoir leur être concédés.

61. — Nous espérons ainsi collaborer à l'œuvre de rénovation artisanale. Si nous y parvenions, nous trouverions là une utilité nouvelle à ce modeste ouvrage.

LA DEFINITION DE L'ARTISAN

62. — « L'artisan est celui qui exerce à ses risques et périls, une industrie manuelle, travaillant lui-même comme ouvrier, en général, avec des matières lui appartenant et exceptionnellement à façon ».

63. — Toutefois, la qualité d'artisan n'appartient pas seulement à l'ouvrier, exerçant à proprement parler une industrie, effectuant des opérations de confection, de fabrication ou de réparation. Elle doit, aussi, être reconnue à toute personne qui exerce, pour son compte, une profession manuelle ou une profession se bornant à fournir des services manuels (Ex. : les coiffeurs).

64. — D'autre part, sauf le cas où il est fait emploi de machines automatiques recevant la matière première

sans préparation préalable et donnant le produit fini sans que l'exploitant n'ait d'autre rôle que de surveiller les appareils, la qualité d'artisan doit être reconnue à l'ouvrier dont la profession est essentiellement manuelle.

Il est, en effet, évident que dans beaucoup d'ateliers d'artisans, les machines ne font que préparer la matière première à laquelle l'exploitant applique ensuite son travail manuel. La main de l'artisan intervient pour obtenir le produit fini. Le caractère d'industrie manuelle subsiste malgré l'utilisation d'un outillage mécanique. Ce sera le cas de l'ébéniste qui, pour dégrossir et débiter le bois qu'il travaille de ses mains, se sert de scies et de raboteuses mues par la force motrice. Il en sera de même lorsque l'artisan s'aide de machines, même pour le finissage de ses produits, lorsque le façonnage de la matière comporte une part essentielle d'adresse manuelle. Ainsi, le potier, le mécanicien, le tourneur ou le sabotier, travaillant avec des machines-outils, doivent être considérés comme des artisans.

64 bis. — Mais, même si la profession est principalement manuelle, elle ne conserve son caractère artisanal que lorsqu'elle n'est pas exercée dans des conditions faisant acquérir à l'exploitant la qualité de commerçant.

65. — Les caractéristiques de l'artisan se dégagent de la jurisprudence ressortant d'un arrêt de la Cour d'Appel de Toulouse, du 26 février 1908, confirmé par un arrêt de la Cour de Cassation du 22 avril 1909.

66. — Ce sont les suivantes :

L'artisan n'achète et ne travaille les matières premières que pour satisfaire les commandes qui lui sont faites.

Il ne doit pas, dans un but de spéculation, constituer un stock de matières premières hors de proportion avec les besoins normaux de sa profession, mais sans perdre la qualité artisanale, il peut en avoir un petit approvisionnement. Un tailleur, par exemple, pourra, par avance,

acheter des étoffes nécessaires au travail d'une saison ; un cordonnier pourra avoir, dans son atelier, une ou deux peaux entières lui permettant de faire ou de ressemeler plusieurs paires de chaussures.

D'autre part, l'artisan peut fabriquer par avance les objets qu'il vend aux clients qui, ultérieurement, lui en feront la commande. Un bottier pourra confectionner quelques paires de souliers qu'il ne vendra que plus tard, sans perdre sa qualité d'artisan.

67. — *L'artisan tire son gain de son travail manuel et ne se livre pas à une spéculation sur la matière première.*

Il doit chercher à réaliser la valeur de son travail personnel. Il utilise la matière première, mais il ne fait pas de celle-ci un objet de spéculation.

Lorsque l'artisan cherche à réaliser un gain sur les matières premières, après les avoir mises en œuvre, il fait acte de commerce. Il n'en est pas de même s'il entend tirer principalement sa rémunération de son travail personnel. L'achat et la revente de la matière première après sa transformation, ne doit constituer, pour l'artisan, qu'un moyen de réaliser la valeur de son travail. Cependant, il ne lui est pas interdit de majorer le prix d'achat de la matière première en vue d'obtenir le prix de revient de l'objet fabriqué.

Il peut, sans perdre la qualité d'artisan, ajouter au prix d'achat de la matière première, une part de ses frais généraux et tenir compte de l'intérêt des sommes qu'il avance pour la constitution de ses approvisionnements. Toutefois, il ne doit pas spéculer sur cette fourniture. Il ne doit pas en tirer un bénéfice identique au bénéfice des marchands qui l'ont approvisionné. S'il le faisait, il perdrait la qualité d'artisan et deviendrait commerçant.

68. — Il conserve sa qualité, même lorsqu'en revendant des articles achetés dans le commerce, il réalise un chiffre d'affaires supérieur à celui que lui procure la vente du produit de son travail, « s'il est établi que son activi-

té principale est consacrée à l'exercice de sa profession artisanale » (Circulaire du Directeur général des Contributions directes n° 2008, du 17 juin 1927. Arrêt du Conseil d'Etat du 24 juin 1927). Ce sera le cas du cordonnier vendant des lacets et des boîtes de cirage, du maréchal ferrant vendant des machines agricoles.

69. — *L'artisan ne réalise pas la vente de ses produits au moyen des procédés en usage dans la pratique commerciale.*

En principe, il prend la qualité de commerçant lorsqu'il tient boutique ou magasin des produits de son travail.

Toutefois, il faut examiner chaque situation de fait. Il faut surtout tenir compte de l'installation destinée à attirer la clientèle. L'artisan conserve sa qualité, lorsque, dans son atelier, il expose les produits de son travail alors même que ce local est muni de vitrages et d'une enseigne. Par contre, il la perd lorsqu'il présente ses produits dans un magasin séparé de son atelier, semblable en tous points, par son agencement et son approvisionnement, à ceux des commerçants.

A fortiori, il la perdra lorsque, soit dans une même ville, soit dans des localités différentes, il aura des magasins de vente, des dépôt ou des bureaux recevant des commandes qu'il exécutera dans son atelier.

70. — *L'artisan ne doit utiliser pour l'exécution de son travail, que le concours de personnes dont le nombre et la qualité sont fixés par la loi.*

Cette condition lui est imposée chaque fois qu'une modération d'impôt sera prévue en sa faveur.

71. — L'article premier de la loi du 26 juillet 1925, portant création des Chambres de Métiers, précise que :

« Par maîtres artisans, il y a lieu d'entendre les travailleurs de l'un ou l'autre sexe qui exercent un métier manuel, à condition, d'une part, qu'ils accomplissent leur travail par eux-mêmes, seuls, ou avec le concours de leur

conjoint, des membres de leur famille ou de compagnons ou apprentis et, à condition, d'autre part, qu'ils l'exécutent sans se trouver sous la direction d'un patron ».

72. — L'article unique de la loi du 27 mars 1934, indique dans son dernier alinéa que les artisans ne devront utiliser que le concours des personnes « dont le nombre d'unités sera fixé par métier ou groupe de métiers, par des arrêtés du ministre du Travail ». Disons immédiatement que ces arrêtés n'ont pas encore paru au 1^{er} janvier 1936.

73. — La Confédération générale de l'Artisanat français, dont le siège est à Paris, 30, rue des Vinaigriers, classe les artisans en trois catégories en tenant compte de leur mode d'activité, et en deux groupes, d'après leur situation fiscale.

74. — Dans le premier cas, elle distingue :

1^o Ceux qui, transformant en matière ouvrée la matière leur appartenant et en assurent le placement. Ce sont les artisans producteurs.

2^o Ceux qui font subir à la matière première usagée des transformations permettant d'en prolonger l'usage, ces transformations étant exécutées avec des produits leur appartenant.

Ce sont les artisans réparateurs.

3^o Ceux qui transforment en matières ouvrées la matière appartenant à autrui, en effectuant cette transformation sous leur propre responsabilité sans être sous la direction d'un patron, ainsi que ceux qui ne font payer que la fourniture de leur travail. Ce sont les artisans façonniers.

75. — Dans le deuxième cas, les artisans comprennent :

1^o Les moyens et grands artisans, qui, en sus des membres de leur famille, emploient jusqu'à dix compagnons

et apprentis tout en assurant par eux-mêmes la direction technique et commerciale de leur affaire. Ils ne sont pas considérés comme artisans par la loi fiscale. Néanmoins, en ce qui concerne la patente, il leur est accordé des réductions, dans certains cas. Nous les ferons connaître lorsque nous étudierons la patente des artisans.

2° Ceux qui sont protégés par la loi fiscale qui reconnaît leur qualité et prévoit, en leur faveur, des exonérations d'impôt, en tenant compte des conditions d'exercice de leur profession. Ce sont les petits artisans.

76. — Ces diverses caractéristiques précisent la qualité d'artisan et indiquent les conditions essentielles à remplir pour bénéficier des réductions fiscales prévues en faveur de ceux qui exercent une profession artisanale. Nous serons complets lorsque nous aurons indiqué que ces avantages en matière d'impôt, sont également accordés aux veuves qui continuent la profession antérieurement exercée par leur mari.

77. — Connaissant désormais ce qu'est un artisan, nous allons essayer de montrer, en ce qui le concerne, comment l'idée de Justice fiscale a évolué, en nous efforçant, avant tout, de présenter la condition devant l'impôt direct de l'Artisan de France.

L'ARTISAN SOUS L'ANCIEN REGIME

78. — Dans notre ancienne France, la production industrielle se faisait principalement dans de petits ateliers n'occupant qu'un nombre restreint d'ouvriers et fabricant pour le commerce local.

79. — Il y avait bien les manufactures, mais ce n'était qu'une exception soumise à un régime spécial.

80. — La majorité des patrons n'étaient que de petits artisans occupant un ou plusieurs ouvriers.

Ces petits patrons étaient ordinairement groupés en corporations dont chacune comprenait tous ceux exerçant la même profession.

81. — Les corporations constituaient jadis les cellules essentielles de la vie économique. On ne pouvait entreprendre un métier, fabriquer ou vendre un produit, qu'à la condition d'être reçu membre de la corporation. Ainsi, nul ne pouvait faire des serrures et en vendre, s'il ne faisait partie de la corporation des serruriers.

Les corporations étaient constituées légalement, mais leur organisation était établie localement et fragmentairement par des lettres patentes et des règlements particuliers à chaque ville jusqu'à la fin du xvi^e siècle. L'exercice des métiers resta libre, dans les villages et à la campagne, pendant toute la durée de l'Ancien Régime.

Dans les villes, l'ordonnance royale de 1581, ordonna à tous les arts et métiers de se constituer en corporations. Colbert imposa le régime corporatif aux métiers restés libres, par ses édits de 1673.

82. — L'organisation intérieure de chaque corporation répartissait ses membres en trois groupes :

- 1^o Les apprentis ;
- 2^o Les valets ou compagnons ;
- 3^o Les maîtres artisans.

Les apprentis et les compagnons se réunissaient, d'autre part, pour la discussion de leurs intérêts particuliers, dans des associations qui leur étaient propres et qui prenaient le nom de compagnonnages ; les maîtres artisans avaient, de leur côté, leurs organisations qui s'appelaient les jurandes et les maîtrises.

83. — Chaque corporation avait ses règlements déterminant d'une façon détaillée, rigoureuse, le genre de fabrication seul permis à ses membres, fixant les procédés

de fabrication et la qualité des produits mis en vente. Les corporations jouissaient de la personnalité juridique. Elles vivaient au grand jour, sous la protection un peu lourde de l'autorité royale qui exigeait d'elles le paiement de nombreuses contributions, mais approuvait leurs statuts et défendait leurs privilèges en interdisant l'exercice d'un métier à tous ceux qui ne faisaient pas partie du corps.

Ce régime corporatif présentait un gros intérêt pour les maîtres. Pour eux, c'était une association de défense fort utile et une protection très efficace contre la concurrence.

Au point de vue de la production, les corporations avaient aussi leur utilité. Leurs statuts limitaient le nombre des maîtres, réglaient avec soin l'apprentissage et, fixant les conditions de fabrication, assuraient la bonne qualité et la loyauté des produits.

85. — Malheureusement, cette réglementation ne tarda pas à entraîner des abus. Les maîtres jaloux les uns des autres, redoutant l'esprit d'initiative de ceux qui, plus actifs et plus habiles, cherchaient à attirer la clientèle, fixaient avec une minutie excessive les procédés de fabrication afin d'imposer à chacun l'obligation de fabriquer les mêmes articles. Ce monopole engendrait la routine et arrêtait tout progrès industriel.

En un mot, les corporations de l'Ancien Régime, malgré leurs avantages, supprimaient la liberté du travail.

86. — Elles furent attaquées par les publicistes, par les économistes et par les chefs de la grande industrie naissante qui, aux entraves du régime corporatif, opposaient la liberté du nouveau mode de production. De son côté, l'opinion publique, mécontente de l'esprit de réglementation excessive des métiers, devint hostile aux corporations.

87. - Turgot tenta de les abolir par les édits de février 1776. Les maîtrises existantes étaient abolies sans indemnité. Les maîtres-artisans firent une vive opposition à ces édits. Les Parlements de Paris et de province refusèrent de les enregistrer.

Turgot fut vaincu. Il reçut sa démission, trois mois plus tard. Au mois d'août 1776, un nouvel édit remit en vigueur l'organisation ancienne.

88. - Malgré cette victoire, les corporations ne devaient pas survivre à cette condamnation.

89. — Au début de la Révolution, les corporations jouèrent, à côté du Tiers-Etat, un rôle essentiel. Ce furent les artisans du faubourg Saint-Antoine qui, aidés des artisans des autres faubourgs, s'emparèrent de la Bastille, qu'ils considéraient comme l'emblème de l'absolutisme et le principal obstacle à leurs revendications.

90. — Les corporations assuraient ainsi le triomphe de la Révolution. Mais celle-ci leur apporta bientôt une cruelle désillusion.

91. — Lors de la nuit du 4 août 1789, la réformation des corps de métiers fut au nombre des motions que les Etats généraux adoptèrent.

En 1791, l'abolition des corporations fut proclamée.

92. — Le régime des artisans de l'ancienne France était remplacé, en 1791, par un régime qui dure encore de nos jours. Nous allons essayer d'en faire connaître les caractéristiques.

L'ARTISAN DEVANT L'IMPOT DIRECT DE 1789 A NOS JOURS

93. — La Révolution française renversa l'Ancien Régime du souffle puissant de la Liberté.

Celle-ci apparut sous diverses formes. L'une d'entre elles fut la Liberté du Travail.

Dans la nuit du 4 août 1789, le privilège des corporations fut aboli. Un principe nouveau, inconnu jusque-là, allait lui être substitué.

Désormais, il est loisible à chacun d'embrasser une profession industrielle, de fabriquer et de vendre. Chacun peut ouvrir une fabrique, exercer un métier, sans avoir à obtenir une permission de l'Autorité.

94. — Cette grande réforme sera fixée, législativement, par l'article 7 de la loi des 2-17 mars 1791.

95. — Lisons ce fameux article (il marque une date dans l'histoire industrielle de notre Pays) :

« A partir du 1^{er} avril prochain (1791), il sera libre à toute personne de faire tel ou tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon ; *mais elle sera tenue de se pourvoir, auparavant, d'une patente, d'en acquitter le prix suivant les taux ci-après déterminés, et de se conformer aux règlements de police qui sont ou pourront être faits* ».

96. — Il proclame la Liberté du travail et décide, en créant la patente, que comme prix de leur émancipation, les commerçants, les industriels et les artisans paieront une redevance annuelle, perçue au profit de la Nation.

97. — Dans le système de 1789, la patente est une taxe proportionnelle, uniquement basée sur la valeur locative de l'habitation de l'assujetti et de son établissement professionnel.

98. — Supprimée par la Convention, rétablie peu après, remaniée plusieurs fois, la contribution des patentes ne fut organisée définitivement que par la loi du 1^{er} Brumaire, an VII.

99. — Elle comprend dorénavant :

1^o Un droit fixe, réglé d'après un tarif répartissant les professions en sept classes, et les communes en sept catégories ;

2^o Un droit proportionnel, égal au dixième de la valeur des locaux servant à l'habitation du contribuable et à l'exercice de sa profession.

100. — Diverses lois vinrent ensuite modifier, sur des points de détail, l'assiette de l'impôt. En particulier, la loi du 25 avril 1844 décide qu'au point de vue du droit fixe, les professions seront réparties en trois tableaux (A, B, et C) et que, pour l'établissement du droit proportionnel, le taux du dixième sera remplacé par des taux variant avec les professions dont la quotité sera inscrite en un 4^e tableau, dit tableau D.

101. — La patente subsiste ainsi jusqu'à la fin du Second Empire.

A ce moment, les transformations du commerce et de l'industrie, les charges financières de la guerre de 1870-71 viennent aggraver la situation des patentables. Une réforme d'ensemble devient nécessaire. Elle sera réalisée par la loi du 15 juillet 1880, dont les dispositions principales sont encore en vigueur de nos jours, tout au moins au profit des départements et des communes.

102. — Sous le régime de la loi de 1880, la patente comprend un droit fixe et un droit proportionnel.

103. — Le droit fixe est réglé :

1^o Pour les patentables du tableau A (commerce ordinaire) en tenant compte de la population (les communes

sont classées en neuf catégories dont une est formée par Paris) et d'après un tarif général. Les professions sont réparties en huit classes. Tous les contribuables d'une même classe et exerçant dans des communes classées dans la même catégorie de population, sont soumis à un droit fixe identique ;

2° Pour les patentables du tableau B (banque, haut commerce, professions libérales), eu égard à la population, et d'après un tarif spécial à chaque profession ;

3°. Pour les patentables du tableau C (industriel), d'après un tarif spécial, ne tenant pas compte de la population des communes.

Dans les tableaux B et C, les taxes dites variables (par ouvrier, par élément de production) sont très nombreuses alors que les taxes uniformes dites déterminées sont réduites au minimum.

104. — Quant au droit proportionnel, il est établi suivant un taux applicable à chaque genre de profession conformément aux indications du tableau D.

105. — Ces dispositions ont été appliquées pour l'élaboration du *Tarif général des Patentes*, annexé par le législateur au texte proprement dit de la loi du 15 juillet 1880.

Ce document comprend deux parties :

1° Un tableau indiquant le montant du droit fixe, prévu par le Tableau A, en tenant compte de la classe des professions imposables (8 classes) et du chiffre de la population des communes dans lesquelles elles sont exercées ;

2° La liste alphabétique de toutes les professions soumises au droit de patente, avec l'indication du tableau, de la classe du droit fixe et du taux du droit proportionnel, d'après lesquels le montant de l'impôt doit être calculé.

Pour les patentables des tableaux B et C, le tarif indique les éléments devant servir au calcul des taxes varia-

bles et, lorsqu'il y a lieu, le montant de la taxe déterminée. Pour faciliter les recherches, le Tarif général est complété par une liste des professions, dans l'ordre alphabétique, d'une part, rangées par classes du Tableau A, d'autre part, par Tableau B, C ou D.

106. — Depuis 1880, la loi des patentes a été modifiée sur des points de détail. La plus importante des modifications est celle, réalisée, à partir du 1^{er} janvier 1935, portant suppression du droit proportionnel sur la valeur locative des locaux servant à l'habitation des assujettis.

107. — A l'heure actuelle, la patente est réglementée par les articles 257 à 299 du *Code général des Impôts directs* qui, en un texte unique, réunissent les dispositions des lois antérieures encore en vigueur.

Examinons ces articles et remarquons, d'une façon précise les dispositions s'appliquant particulièrement aux artisans.

107. -- L'article 257 du Code général des Impôts directs stipule que :

« Tout individu, Français ou étranger, qui exerce en France un commerce ou une industrie, *une profession non comprise dans les exemptions déterminées par le présent code*, est assujetti à la contribution des patentes. »

108. — Les articles 258, 259 et 260 disent que :

« Art. 258. — La contribution des patentes se compose d'un droit fixe et d'un droit proportionnel. »

« Art. 259. — Le droit fixe est réglé conformément aux tableaux A, B, C, annexés au présent code. »

« Art. 260. — Le taux de droit proportionnel est fixé conformément au tableau D annexé au présent code. »

109. -- Quant à l'article 261, il précise que « les commerces, industries et professions non dénommés dans ces tableaux n'en sont pas moins assujettis à la patente. Les

droits auxquels ils doivent être soumis sont réglés d'après l'analogie des opérations ou des objets de commerce ou d'industrie, par un arrêté spécial du Préfet, rendu sur la proposition du Directeur des Contributions Directes et après avoir pris l'avis du Maire. »

110. — Il résulte de ces dispositions que toute personne, Française ou étrangère, exerçant une profession, même artisanale, non comprise dans les exemptions prévues par le Code général des Impôts directs, doit être assujettie à la contribution des patentes.

111. — Notre étude se limitant aux professions artisanales, recherchons dans quels cas les artisans sont exempts de patente.

112. — L'article 264 du Code général nous apporte la réponse en disant :

« Ne sont pas assujettis à la patente : Les ouvriers travaillant chez eux, ou chez les particuliers, *sans compagnons ni apprentis*, soit qu'ils travaillent à façon, soit qu'ils travaillent pour leur compte et avec des matières à eux appartenant, qu'ils aient ou non une enseigne, ou une boutique ; les savetiers ; les ouvriers travaillant *en chambre avec un apprenti de moins de seize ans* ; la veuve qui continue avec l'aide d'un *seul ouvrier ou d'un seul apprenti* la profession précédemment exercée par son mari. »

113. — L'article 265 du même Code précise que :

« Ne sont pas considérés comme compagnons ou apprentis la femme travaillant avec son mari ni les enfants non mariés travaillant avec leurs père et mère, ni le simple manœuvre dont le concours est indispensable à l'exercice de la profession.

114. — L'emploi de la force motrice ne fait pas perdre, à l'artisan ou au façonnier, le bénéfice de ces exemptions. Il a été, en effet, jugé :

1° Qu'un ouvrier tailleur de pierres fines à façon, travaillant sans compagnon ni apprenti, est exempté de la patente, malgré l'utilisation d'une meule actionnée par la force motrice (arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 1924);

2° Qu'un tourneur sur bois à façon est exempté de la patente s'il travaille sans compagnon ni apprenti alors même qu'il utilise un outillage actionné par un moteur électrique, lorsqu'il travaille dans des conditions comparables à celles des ouvriers ordinaires (arrêt du Conseil d'Etat du 25-7-1934).

115. — La liste des exemptions prévues à l'article 264 précité comporte une exception et une omission.

116. — L'exception est fournie par le cas du photographe. Celui-ci est assujetti à la patente, même lorsqu'il travaille seul. La liste du Tarif général des Patentes indique d'une façon, très explicite, que le *photographe travaillant seul* est imposable à la patente d'après la 6^e classe du tableau A avec un droit proportionnel dont le taux varie du 30^e au 50^e, suivant la population de la commune où la profession est exercée.

117. — Quant à l'omission, elle concerne les fabricants à métiers, à savoir :

Les tisseurs de coton, chanvre et lin ;

Les tisseurs de laine ;

Les tisseurs de soie ;

Les tisseurs de coton ou de lin mélangé de laine ou de soie ;

Les tisseurs de rubans de fil (chanvre ou lin), de coton, de fil, de soie ;

Les tisseurs de bretelles, de ceintures, de jarrettières, etc... ;

Les fabricants de tricots et de bonneterie ;

Les fabricants de tapis et de tapisseries ;

Les fabricants de passementeries ;

Les fabricants de tulle et de dentelles d'imitation ;

Les fabricants de broderie mécanique ;

Les tisseurs, en général,

qui, suivant indication du tableau C, sont exempts de patente, lorsque travaillant exclusivement à métier à façon. le montant du droit fixe dont ils sont redevables conformément au tableau légal, n'excède pas 21 francs en principal.

118. — En dehors de ces exemptions légales qui sont de droit strict et ne peuvent être étendues par analogie, les artisans sont redevables de la patente quelle que soit la profession qu'ils exercent.

119. — Ainsi que nous l'avons déjà fait connaître, la patente comporte : un droit fixe réglé conformément aux tableaux A, B et C, annexés au Code général des impôts directs ; un droit proportionnel calculé d'après un taux déterminé par le tableau D, et portant sur la valeur locative des locaux servant à l'exercice des professions imposables. Ce droit est dû lors même que les locaux sont concédés à titre gratuit (art. 273 du Code général des impôts directs).

120. — « La valeur locative des magasins, boutiques, usines, ateliers, hangars, remises, chantiers et autres locaux servant à l'exercice des professions est déterminée soit au moyen de baux authentiques ou de déclarations de locations verbales dûment enregistrées, soit par comparaison avec d'autres locaux dont le loyer aura été régulièrement constaté ou sera notoirement connu et, à défaut de ces bases, par voie d'appréciations directes. Pour les établissements industriels, le droit proportionnel est calculé sur la valeur locative de ces établissements pris dans leur ensemble et munis de tous leurs moyens de production » (art. 273).

120. — Dans les communes de 20.000 âmes et au-dessous, les patentables, dont les professions figurent dans

les 7^e et 8^e classes du tableau A, sont exempts de droit proportionnel.

121. — Les professions artisanales figurent toutes soit au tableau A, soit au tableau C. L'examen de ces tableaux fait apparaître de nombreuses dispositions prescrivant des réductions de patente en faveur des artisans.

122. — Tout d'abord, *les fabricants, fournissant, par marchés ou autrement, des objets provenant de leur fabrication*, sont imposables d'après les droits afférents à leurs opérations industrielles et non pas — ce qui leur imposerait une patente plus élevée — en qualité de « fournisseur d'objets concernant le grand et petit équipement, l'habillement, le harnachement, le campement, etc..., des troupes de terre et de mer », entrepreneur de fournitures pour les travaux publics, fournisseur en général.

123. — D'autre part, les fabricants dont la profession consiste en un travail de fabrication, de confection et de main-d'œuvre, pour le commerce, sont imposables d'après le tarif figurant au tableau C, en tenant compte du nombre d'ouvriers. S'ils travaillent à façon, les droits sont réduits de moitié. Il en est de même lorsqu'ils occupent moins de dix ouvriers. Dans ce dernier cas, la taxe variable qui, normalement, est de 3 fr. 60 par ouvrier est réduite à 1 fr. 80.

124. — La même mesure est appliquée aux fabricants de gants à façon. La taxe variable est réduite de 2 fr. 50 par ouvrier à 1 fr. 25 et de 8 fr. à 4 fr. par machine à coudre.

125. — Dans le même esprit, des réductions de droits sont prévues en faveur d'autres artisans. Nous pouvons citer : les imprimeurs typographes, lithographes, lithochromes, en taille douce ou par procédés phototypiques, dont les droits sont réduits de moitié lorsque les presses sont exclusivement actionnées par l'homme ;

Le lamier-rotier dont le droit fixe est réduit de moitié lorsque ses machines à lames ou à rots sont mues par la main de l'homme ;

Le fabricant de papiers peints pour tentures dont la peinture est faite, à la brosse, au pinceau, etc..., sans le secours de machines à imprimer ou à estamper, le droit fixe est calculé à raison de 4 fr. par ouvrier au lieu de 6 fr. par table.

Le tourneur sur bois au moyen de tours ordinaires actionnés par un moteur mécanique dont la taxe par ouvrier est réduite de 2 fr. 50 à 1 fr. 25, lorsqu'il occupe moins de dix ouvriers ;

L'imprimeur d'étoffes ou de fil dont le droit fixe afférent aux machines est réduit de moitié lorsqu'il travaille à façon.

126. — L'examen du tableau D permet de constater que :

Sont exempts du droit proportionnel, les fabricants à métiers et les mouliniers en soie, travaillant exclusivement à façon, dont le droit fixe calculé suivant le tarif légal, n'excède pas 150 francs en principal et que, pour les fabricants à métiers et les mouliniers en soie, travaillant exclusivement à façon le droit proportionnel est réduit de moitié lorsque le droit fixe dépasse 150 francs en principal, sans excéder 450 francs.

127. — Toutes ces dispositions font apparaître le souci constant du législateur désirant accorder un régime de faveur aux petits et moyens artisans. Pour en bénéficier, ils ne doivent utiliser qu'un matériel restreint et n'employer qu'un certain nombre de personnes.

128. — Il ne leur a pas concédé de privilège. Les mesures spéciales qui leur sont favorables négligent le côté politique des artisans. Elles ne leur accordent un avantage fiscal que lorsque l'exercice de leur profession a lieu dans des conditions qui en modifient la productivité

à leur détriment et les placent dans un état d'infériorité économique.

129. — La loi a voulu protéger l'artisan seul, celui travaillant en chambre, et surtout favoriser le travail en atelier familial. Sous la direction du chef de famille, les enfants et les apprentis apprennent les métiers qui feront d'eux les artisans de l'avenir qui, habitués au travail dans l'ordre et à l'épargne, contribueront, comme leurs devanciers, au relèvement économique de la France.

130. — A ce titre, il est évident que l'artisan doit être protégé. L'extension de l'artisanat dans les villes créera une foule de petits patrons et réduira les causes d'incidents que soulève la lutte entre ouvriers et maîtres d'usines. Dans les campagnes, la rénovation de l'artisanat rural permettra aux paysans de trouver auprès d'eux le spécialiste dont ils auront besoin et l'artisan, paysan lui-même, trouvera dans l'exercice de sa profession artisanale le moyen sûr de compléter ses ressources. La vie à la campagne en sera ainsi plus attrayante et l'installation de l'artisan rural, en s'accroissant, facilitera le retour à la terre de ceux qui, attirés par la vie des grandes villes, n'y ont souvent trouvé qu'une aisance illusoire et d'amères désillusions.

131. — Le législateur a voulu encourager l'artisanat. Il l'a fait de plusieurs façons, il lui a surtout accordé des réductions d'impôts.

132. — Nous avons montré les mesures prises par lui, en faveur des artisans, en ce qui concerne l'assiette de la patente. Pour achever l'étude de cet impôt, nous nous devons d'indiquer son mode de calcul, la période pendant laquelle elle est due et quelle est, en ce qui la concerne, la situation faite aux assujettis en cas de fermeture ou de cession de leur exploitation.

133. — CALCUL DE L'IMPOT. — L'application des droits fixés par les tableaux A, B, C et D, permet d'obtenir le montant de la patente, *en principal*. Ils correspondent au total obtenu en ajoutant le droit proportionnel au droit fixe. Il figure sur les avertissements adressés aux assujettis sous la rubrique « *Montant des anciens droits* ». Avant la loi du 31 juillet 1917, ces anciens droits constituaient la part de l'Etat. Depuis 1918, ils ne sont plus payés par les patentables mais servent à fixer le *principal fictif de la patente* auquel, pour obtenir le montant réel de l'impôt, il est fait application du taux *des centimes additionnels* perçus au profit des Départements et des Communes ainsi que *des centimes pour frais d'assiette, de perception ou de non valeurs* recouvrés pour le compte de l'Etat (art. 303 à 315 du Code général des Impôts directs).

134. — La fraction de la somme totale à recouvrer correspondant à un franc de principal s'appelle le *centime le franc*. Son montant est inscrit sur les avertissements distribués aux assujettis sur la même ligne que le montant des anciens droits. Le produit de la multiplication du montant des anciens droits par celui du centime le franc correspond à la somme que le contribuable devra verser comme droits de patente.

135. — *Période pendant laquelle est due la patente* : Aux termes des articles 287 et 288 du Code général des Impôts directs, « la patente est due pour l'année entière par tous les individus exerçant une profession imposable, au mois de janvier ».

« Ceux qui entreprennent, dans le cours de l'année une profession sujette à patente ne doivent la contribution qu'à partir du 1^{er} du mois dans lequel ils ont commencé d'exercer, à moins que, par sa nature, la profession ne puisse pas être exercée toute l'année. Dans ce cas, la contribution est due pour l'année entière, quelle que soit l'époque à laquelle la profession aura été entreprise ».

Cette dernière disposition trouvera son application pour

les professions exercées dans les stations thermales et balnéaires. La patente y est due pour l'année entière, même si l'exercice de la profession n'a duré que tout ou partie de la saison, par exemple, les casinos, les établissements de bains de mer, les loueurs de chambres meublées.

Elle interviendra également pour les professions qui, quel que soit le lieu de leur exercice, ne peuvent être assurées qu'une partie de l'année. Ce sera le cas des marchands d'huîtres ou coquillages qui ne peuvent vendre leurs marchandises qu'une partie de l'année, pendant les mois en R; et doivent fermer en mai, juin, juillet, août.

Les nouveaux patentables commençant en cours d'année ou ceux omis au rôle primitif, peuvent être imposés par voie de rôles supplémentaires mais les droits de patente ne peuvent s'étendre à une période antérieure au 1^{er} janvier de l'imposition. Un contribuable ayant débuté en octobre 1935 et omis sur le rôle de 1936, pourra être imposé dans un rôle supplémentaire de 1936, mais les droits ne seront dus qu'à partir du 1^{er} janvier 1936.

136. — CAS DE CESSIION OU DE FERMETURE D'ÉTABLISSEMENT: En cas de cession d'établissement, la patente peut être transférée du cédant au cessionnaire soit à la demande des parties, soit d'office (art. 289 et 290 du Code général des impôts directs).

Un décret-loi du 30 octobre 1935 précise que « lorsque dans le cas d'une cession antérieure au 1^{er} janvier, le cédant figure encore au rôle primitif pour les droits afférents à l'établissement cédé, la mutation de ces droits, ainsi que des taxes accessoires, au nom du cessionnaire peut être prononcé d'office par le Directeur des Contributions directes, soit d'office, soit sur la demande du contribuable ». Si le cessionnaire exploite l'établissement dans des conditions comportant des droits moins élevés, il peut, dans le mois suivant la notification de la mutation, présenter une demande en réduction qui est instruite et jugée d'après les règles tracées aux articles 368 à 377 du Code

général des Impôts directs. « S'il est passible de droits plus élevés, il peut être imposé supplémentairement ».

En cas de fermeture des établissements, magasins, boutiques et ateliers, *par suite de décès, de liquidation judiciaire ou de faillite déclarée ou pour cause d'expropriation ou d'expulsion*, les droits ne sont dus que pour le passé et le mois courant. Sur la réclamation des parties, il est accordé décharge du surplus de la taxe (art. 291 du Code général des Impôts directs).

En cas de fermeture provoqué par d'autres motifs que ceux prévus à l'article 291 ci-dessus exposé, les droits de patente restent dus pour toute l'année de l'imposition.

137. — En dehors de la patente, les artisans sont assujettis aux taxes pour frais de bourse et Chambre de Commerce, pour frais de Chambre de Métiers et, dans certains cas, à la taxe sur la valeur locative des locaux professionnels.

138. — La taxe pour frais de bourse et Chambre de Commerce a pour objet de faire contribuer les artisans aux dépenses de ces deux organismes. Sont imposables tous les contribuables soumis aux droits de patente, d'après un tableau du tarif des patentes autre que le tableau D, et n'exerçant pas des professions libérales. Le montant de la taxe due par chaque redevable est inscrit sur le même avertissement que le montant de sa patente. Toute réduction de la patente entraîne une diminution correspondante de la taxe, qui en est l'accessoire. Le calcul de la taxe est opéré par application au principal de la patente d'un centime le franc approprié.

139. — « Il est pourvu aux dépenses ordinaires des Chambres de Métiers au moyen d'une imposition additionnelle au principal de la contribution des patentes, acquittée par les artisans maîtres ressortant de la Chambre des Métiers ».

« Le nombre de ces centimes additionnels est fixé à 10 au maximum. Lorsque l'application au principal de la patente du nombre des centimes votés par la Chambre des Métiers fait ressortir un chiffre inférieur à 10 francs, la taxe minimum est fixée à 10 francs. *Une taxe de 10 francs est également due par les artisans maîtres qui sont exonérés de la patente* » (art. 315 du Code général des Impôts directs, décret-loi du 8 août 1935).

D'autre part, pour créer des caisses de secours aux artisans sans travail, les Chambres des Métiers « peuvent voter *des centimes additionnels spéciaux* au principal de la patente de maîtres artisans. Le minimum de cette imposition sera le même que celui de l'imposition pour les dépenses ordinaires dans le même rapport que le nombre des centimes votés pour l'un ou l'autre objet (décret-loi du 8 août 1935) ». L'état matriciel des assujettis est établi par chaque Chambre des Métiers. Le montant de la taxe due par chaque redevable figure sur un avertissement ne comprenant que celle-ci.

140. — La taxe sur la valeur locative des locaux professionnels est une taxe mise à la disposition des communes, soit en remplacement des droits d'octroi, soit par application des lois des 13 août 1926, 30 décembre 1928, et du décret-loi du 20 juillet 1934. Leur montant est établi en appliquant un pourcentage au montant de la valeur locative des locaux des assujettis, soumis aux droits de patente. En fait, cette taxe constitue une sorte de deuxième droit proportionnel de patente, mis à la disposition des communes. Son imposition est assurée par le Service des Contributions directes. Sa perception est réalisée soit par le percepteur soit par le receveur municipal de la commune où la taxe est exigible.

141. — Nous terminons ainsi l'exposé des caractéristiques des impôts qui ont été établis suivant les principes qui, depuis 1789, ont, en ce qui concerne les artisans, remplacé ceux de l'ancien régime.

142. — Les réformes successives dont la patente a fait l'objet n'ont toujours eu qu'un seul but : introduire plus de souplesse, plus d'élasticité dans l'assiette de la taxe, tout en suivant les fluctuations du commerce et de l'industrie, et en maintenant à la base le principe de la proportionnalité.

143. — Cependant, pour obtenir cette proportionnalité, on ne veut pas inquiéter les citoyens. On ne leur demande ni une déclaration de bénéfices ni la communication de leurs livres. *La patente est un impôt forfaitaire basé sur les signes extérieurs*, dont l'examen, suivant le Législateur de la Révolution, doit permettre d'arriver à une imposition moyenne en relation avec la productivité de l'établissement.

144. — Malgré ces efforts, le caractère d'improportionnalité de la patente s'accroît au fur et à mesure qu'apparaissent de nouveaux moyens de fabrication et que les transactions se multiplient.

La patente n'est plus un instrument fiscal suffisant. Elle est un forfait. De tous les impôts, elle est le plus lourd, le plus compliqué, le plus absolu, puisqu'on le paye même en période déficitaire.

145. — L'application des tarifs conduit à des inégalités choquantes. M. Jacques-Louis DUMESNIL, député, en a mis en lumière un grand nombre, dans son rapport présenté à la Chambre, au nom de la Commission de Législation fiscale, sur le projet qui, le 31 juillet 1917, devait devenir la loi créant les impôts cédulaires sur les revenus.

146. — Tout cela explique le mouvement d'opinion qui, dans la presse et au Parlement, a demandé la suppression de la patente et son remplacement par une taxe plus juste, plus en rapport avec les facultés des contribuables.

147. — La notion de Justice fiscale a parcouru une étape nouvelle. Sous l'impulsion d'idées plus modernes, la pa-

tente a été supprimée comme contribution au profit de l'Etat. Elle a été remplacée par l'impôt cédulaire, qui, en ce qui concerne les artisans, devait tout récemment être dénommé l'impôt sur les bénéfices des professions artisanales.

148. — Nous allons essayer de vous présenter les caractéristiques de cet impôt nouveau. Il nous permettra de connaître quelle est, vis-à-vis de l'Etat, la situation des artisans devant l'impôt direct à l'époque contemporaine. En ce qui concerne l'impôt perçu au profit des communes, des départements et des établissements publics, le présent chapitre renseignera nos lecteurs. Nous parviendrons ainsi à montrer l'ensemble des impôts dont les artisans sont redevables. Nous serions très honorés si nos explications permettaient aux artisans de mieux connaître leurs obligations vis-à-vis du Trésor et pouvaient contribuer à leur faciliter l'accomplissement de leur devoir fiscal.

L'ARTISAN DEVANT L'IMPOT DIRECT A L'EPOQUE CONTEMPORAINE

149. - - Succédant à de nombreux projets de réforme fiscale, celui que M. CAILLAUX présentait, le 7 février 1907, devait aboutir à la loi du 31 juillet 1917, qui, supprimant, *en tant qu'impôt d'Etat*, les contributions de la patente, des portes et fenêtres et de la personnelle mobilière, instituait en France divers impôts cédulaires sur les revenus dont, en particulier, l'impôt sur les traitements publics et privés, les indemnités et émoluments, les salaires, les pensions et les rentes viagères.

150. — La taxation directe des bénéfices était créée en France par la loi précitée, mais dès avant 1917, de nombreux pays étrangers l'avaient déjà adoptés soit au titre de l'impôt cédulaire, soit à celui de l'impôt global sur le revenu.

151. — A titre documentaire et d'une manière très succincte, nous croyons utile d'examiner dès à présent, à cet égard, les dispositions de certaines législations étrangères.

152. — ESPAGNE : Le système fiscal espagnol comprend, entre autres impôts, un impôt sur les revenus professionnels et mobiliers (loi du 27 mars 1900), qui comprend trois cédules :

- 1° Revenus du travail ;
- 2° Revenus du capital, y compris les dividendes ;
- 3° Bénéfices des sociétés anonymes.

L'application de ce système est tout à fait particulier. On doit, pour l'étudier rapidement, envisager d'abord la situation fiscale des Sociétés devant l'impôt.

L'imposition des Sociétés comporte plusieurs taxes. La part du produit net afférent aux intérêts des obligations est frappé de l'impôt spécial sur les intérêts ;

La part du produit net qui revient au directeur est visée par l'impôt sur les tantièmes ;

La part du produit net qui revient à l'entreprise elle-même est grevée de deux impôts différents dont l'un est prélevé sur les bénéfices de la Société et l'autre, sur la part de ce bénéfice distribué aux actionnaires sous forme de dividende. Ce dernier impôt est retenu par la Société au moment du paiement du coupon.

L'impôt sur les bénéfices de la Société ne doit, en aucun cas, être inférieur à l'impôt des patentes quand il s'agit de Sociétés en nom collectif ou par actions dont le capital ne dépasse pas un million de pesetas. S'il s'agit de Société par actions dont le capital est supérieur à un million de pesetas, le montant de l'impôt ne peut être inférieur à 3 % du capital versé, plus les réserves.

L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, applicable aux Sociétés seulement, n'est perçu que s'il excède la patente. L'impôt des patentes est dérivé du système français.

Le système espagnol, d'un rapport assez faible, fonctionne d'une manière satisfaisante. Il est traditionnel et empirique. Il s'explique par la situation économique de l'Espagne, pays essentiellement agricole, de petites exploitations et d'industrie peu évoluée.

153. — ITALIE : Les revenus industriels et commerciaux forment, avec les profits de l'exploitation agricole, la cédule des revenus mixtes du capital et du travail. Le taux de l'impôt est compris entre celui de l'impôt sur le revenu des capitaux et celui sur les revenus du travail. La taxe porte sur le revenu net, obligatoirement déclaré par le contribuable. La déclaration est annuelle pour les Sociétés par actions. En tout autre cas, les revenus, primitivement déclarés, sont réévalués périodiquement tous les quatre ans. A défaut de déclaration, le contribuable est taxé d'office par l'Administration. Les agents du fisc peuvent pénétrer dans tout établissement, convoquer les contribuables, se faire communiquer la comptabilité des sociétés en commandite. Un abattement à la base, exempt d'impôt, est déduit du revenu.

154. — BELGIQUE : La taxe professionnelle atteint les bénéfices de toutes exploitations lucratives de toutes sortes et les gains de toutes professions.

Les reports déficitaires des deux années antérieures à celle de l'imposition sont admis.

Les plus-values acquises, même non réalisées, et les profits accessoires, même exceptionnels, sont imposables. En cas de cession ou de cessation, les plus-values réalisées sont imposables, sauf en ce qui concerne les immeubles.

Les bénéfices, effectivement employés dans les douze mois à la construction de maisons ouvrières ne sont imposables que pour moitié de leur montant.

La valeur locative des immeubles investis est déductible du bénéfice brut.

Le contrôleur peut entendre une commission communale consultative siégeant au chef-lieu de chaque division de contrôle.

La taxe professionnelle progressive par tranches comporte des abattements à la base et des réductions pour charges de famille.

L'impôt éludé est triplé.

155. — JAPON : Les revenus provenant d'une industrie ou d'un commerce supportent un impôt spécial. Y sont assujettis :

a) Toutes les Sociétés à fins lucratives se livrant à des opérations industrielles ou commerciales ;

b) Tout particulier se livrant à des opérations industrielles ou commerciales.

L'impôt frappe le bénéfice net, déterminé, comme pour l'impôt sur le revenu, d'après les usages commerciaux. Il comprend, en particulier, toutes les augmentations d'actif, sauf les versements dus à des augmentations de capital. La perte n'est pas reportable, la prime d'émission des actions en portefeuille est comprise dans le bénéfice ;

Les plus-values d'éléments d'actif, comme les moins-values, sont imposables, de même que les bonis de liquidation ; l'amortissement « raisonnable » des créances irrécouvrables est déductible, mais les réserves et les impôts afférents à l'année en cours ne le sont pas. Par exception, l'impôt foncier des locaux servant à l'exploitant, peut être déduit.

Diverses exemptions d'impôts sont prévues pour la production du fer, pour la vente des timbres postaux et fiscaux, pour la fabrication et la vente des balances, des poids et des mesures.

Les particuliers sont exonérés jusqu'à 400 yens.

Le taux de l'impôt varie de 2,2 à 3,4 %. L'impôt est perçu directement. Il est établi sous le régime de la déclaration contrôlée, par un fonctionnaire, pour les Sociétés ;

par une commission d'enquête fiscale, pour les particuliers.

L'impôt éludé est triplé.

156. — ANGLETERRE : L'Income Tax (impôt sur le revenu) comporte une cédule dite D qui englobe tout ce qui concerne :

- a) Les bénéfices industriels et commerciaux ;
- b) Les bénéfices professionnels proprement dits ;
- c) Les revenus des valeurs mobilières, autres que les valeurs d'Etat ;
- d) Le revenu des fonds d'Etats étrangers et des Dominions ;
- e) Les revenus des biens situés à l'étranger ;
- f) Les revenus d'autres sources non atteints dans une autre cédule.

Pour ne pas sortir du cadre de notre étude, nous nous bornerons à indiquer les caractéristiques de la catégorie a.

Les revenus à considérer sont ceux acquis l'année précédente, sauf exceptions nécessitées par des cessions ou des cessations d'entreprises. Le bénéfice imposable est donné par le compte de Profits et Pertes.

On trouve au débit de ce compte :

Les créances irrécouvrables ;

L'impôt foncier ;

L'amortissement des locaux occupés par le commerçant ou industriel propriétaire à concurrence de 1/6 de la valeur locative de ces locaux. L'amortissement de l'outillage est, en principe, interdit, mais les commissaires compétents admettent « un abattement raisonnable, en raison de l'usure des machines et de l'outillage servant à l'activité commerciale » et « un abattement pour le remplacement du matériel désuet ».

La réduction des intérêts annuels et des redevances sur exploitation de brevets est refusée, mais le contri-

buable a la faculté, lorsqu'il paye cet intérêt ou cette redevance, d'en retenir l'impôt au « standard rate », c'est-à-dire au taux normal.

Ce taux est fixé pour une année d'imposition et est modifié par une série de mesures prévoyant des abattements à la base suivant l'origine des revenus.

Les assujettis sont tenus de produire au fisc une déclaration détaillée de leurs bénéfices.

Les bénéfices des Sociétés en nom collectif (partnerships) sont répartis entre les associés et imposés au nom de leurs bénéficiaires à l'impôt normal.

Les bénéfices des Sociétés de capitaux (Limited liabilities Cy) sont taxés au taux normal intégral sans qu'il soit tenu compte de la destination définitive de ces bénéfices. Toutefois, le stoppage à la source est pratiqué toutes les fois que la chose est possible. Les Sociétés par actions ne paient l'intérêt à l'obligataire ou le dividende à l'actionnaire que sous déduction du montant de l'impôt.

A titre de renseignement, indiquons qu'en Angleterre, l'impôt direct constitue la pièce maîtresse du système fiscal. En 1928-1929, il représente 97,80 % des charges fiscales du Royaume-Uni, se répartissant comme suit :

Income Tax et Super-Tax	42,80 %
Taxe foncière et droits de succession	55,00 %

157. — ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE : L'impôt fédéral sur les revenus est réglé par le « Revenu Act » de 1928. Il est perçu sur le revenu total net de toute provenance des ressortissants des Etats-Unis, résidant ou non, et même si le revenu est tiré entièrement de choses étrangères. En principe, l'impôt est basé sur le revenu net. Bien que ce terme exprime une conception fiscale, ses règles de détermination sont à peu près conformes aux usages commerciaux et les revenus commerciaux sont calculés ordinairement suivant la méthode régulièrement employée pour la tenue des livres du contribuable. La loi américaine en donne la définition suivante : « Gains et bénéfices ainsi que les revenus d'une source quelconque ».

Signalons qu'il comprend particulièrement : les gains provenant de la vente des biens immobiliers et des valeurs mobilières, même lorsque cette vente constitue une opération isolée et n'a aucun rapport avec le commerce et le métier du contribuable ; les gains tirés de la vente d'éléments d'actif (Cour suprême, affaire Merchants Loan and Trust Company) ; les revenus et droits tirés des biens venant des Etats-Unis ou d'un droit quelconque dans ces biens y compris les droits et redevances pour l'utilisation aux Etats-Unis, de brevets, de droits d'auteur, de méthodes ou de formules secrètes, d'achalandage, d'une marque ou d'une estampille de commerce ou d'autres biens de ce genre.

Les principales déductions admises sont les suivantes :

Dépenses. — Les dépenses ordinaires et nécessaires, faites ou encourues pendant l'année fiscale dans l'exercice d'un métier ou d'un commerce, y compris « une marge raisonnable » pour les traitements, les frais de voyage, occasionnés par les affaires industrielles ou professionnelles, et toutes les dépenses d'exploitation normales ;

Intérêts. — Les intérêts payés et échus pendant l'année fiscale et afférents aux dettes du contribuable, à l'exception des dettes contractées ou prolongées en vue d'acheter ou de reporter des obligations ou des titres dont les intérêts sont exemptés d'impôts ;

Impôts. — Les impôts payés ou dûs pendant l'année fiscale, à l'exception :

a) de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les bénéfices de guerre établis aux Etats-Unis ;

b) des taxes sur les avantages locaux de nature à provoquer une plus-value foncière (droits de succession) ;

c) des impôts avancés par une Société à ses actionnaires si elle s'est fait rembourser par eux.

Pertes et charges. — Les pertes constatées en cours d'année fiscale et non couvertes par une assurance :

1° Si ces pertes concernent le métier ou le commerce de l'intéressé ;

2° Si ces pertes sont éprouvées au cours d'une opération entreprise en vue d'un bénéfice, bien qu'elle n'ait pas de rapport avec le commerce et le métier de l'intéressé ;

3° Si ces pertes, non professionnelles, sont dues à l'incendie, à la tempête, à un cas fortuit ou à un vol ;

4° S'il s'agit de pertes subies par les sociétés, toutes les pertes non couvertes par une assurance ;

5° Les créances irrécouvrables, les amortissements, même ceux faits en raison de l'épuisement des ressources naturelles indispensables au fonctionnement de la Société ;

6° Les dividendes que les Sociétés ont reçus d'autres Sociétés américaines ou de Sociétés étrangères ayant justifié du paiement d'impôts américains.

Le contribuable est tenu d'établir une déclaration annuelle indiquant les postes des revenus, les déductions opérées sur ces postes, les abattements, ainsi que le calcul de l'impôt qu'il estime devoir payer. Les déclarations, faites sous serment, sont contrôlées soit au moyen de comptabilité, soit au moyen de renseignements fournis par des tiers.

158. — Nous allons maintenant revenir au système français. Toutefois, comme nous désirons nous occuper particulièrement de la situation faite aux artisans, recherchons, dans le système fiscal de l'Epoque contemporaine, la place réservée à l'impôt sur les bénéfices des professions artisanales.

159. — Cette dénomination n'apparaîtra qu'en 1934. Auparavant, les bénéfices réalisés par les artisans étaient confondus, jusqu'en 1923, avec les bénéfices commerciaux et, ensuite, avec les salaires. Malgré cette confusion, ils

n'en étaient pas moins retenus pour servir de base à l'impôt cédulaire. Examinons donc dans quelles conditions, l'assiette de ce dernier était assurée ?

160. — L'article 2 de la loi du 31 juillet 1917 dispose « qu'il est établi un impôt annuel sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales ». Y sont assujettis :

1° Les bénéfices des commerçants dont les opérations sont de nature commerciale proprement dite ou de caractère industriel ;

2° Les revenus mixtes provenant d'opérations qui, sans constituer juridiquement des actes de commerce, présentent un caractère industriel. Dans ce 2^e groupe, se trouvent les artisans : nous en avons précisé la définition dans un précédent chapitre. Recherchons, à présent, leur position devant la loi du 31 juillet 1917.

161. — L'article 13 de la dite loi indique que « ne sont imposables à l'impôt sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales, que sur la portion de ces bénéfices dépassant 1.500 francs, les ouvriers travaillant chez eux ou chez les particuliers, sans compagnons ni apprentis, soit qu'ils travaillent à façon, soit qu'ils travaillent pour leur compte avec des matières à eux appartenant, qu'ils aient ou non une enseigne ou une boutique ; les ouvriers travaillant en chambre avec un apprenti de moins de 16 ans ; la veuve qui continue, avec l'aide d'un seul ouvrier ou d'un seul apprenti, la profession exercée par son mari. Ne sont point considérés comme compagnons ou apprentis, ni la femme travaillant avec son mari, ni les enfants non mariés travaillant avec leur père et mère, ni le simple manœuvre dont le concours est nécessaire à l'exercice de la profession ».

Ces dispositions sont la reproduction partielle de l'article 17 de la loi du 15 juillet 1880 accordant l'exemption complète de la patente aux personnes qui y sont visées.

et formant l'article 264 du Code général des Impôts directs.

162. — Le législateur de 1917 semble avoir ignoré les Artisans. Cependant, si ceux-ci n'occupent plus une situation aussi considérable que les Corporations de l'Ancien Régime, leur place est encore très grande au sein de l'Economie moderne.

163. — En supprimant les Corporations, et en promulguant la loi des 2-17 mars 1791, la Révolution créa la Liberté du travail.

Ce nouveau régime devait amener la création de nombreux ateliers et voir apparaître la Grande Industrie.

Cependant, comme l'a dit M. André PUECH dans sa thèse de 1929 sur l'*Artisanat* : « Certaines professions artisanales ne pouvaient disparaître, malgré tous les avantages offerts par la Grande Industrie et la facilité des transports étendant les débouchés ; ces ateliers subsistent pour des raisons d'ordre économique ; la grande industrie ne peut pas, en effet, absorber à elle seule toute la production : ainsi les objets qui exigent de l'art et du goût ne se font pas en gros, ils sont le propre de la petite industrie ». « D'autre part, les travaux de réparation et d'entretien échappent également à la grande industrie et sont laissés à l'artisan, car s'il est possible de confectionner des objets dans de vastes manufactures, il est plus difficile de les réparer à l'usine. Ce travail ne peut se faire qu'au petit atelier local, d'autant plus qu'il faut réparer sur place.

» Enfin, il y a des fabrications pour lesquelles le travail artisanal ne peut être remplacé par la machine, non par raison de simple routine, mais bien par des nécessités d'ordre technique. C'est le cas, notamment, des articles de nouveautés qui ne peuvent être fabriqués en stocks, les changements trop fréquents qu'impose la mode seraient trop coûteux sur des métiers mécaniques et le chômage trop onéreux pour des usiniers chargés d'un grand outillage ».

Et le même auteur ajoutait :

« Tout d'abord, c'est la grande industrie qui a fourni à bon nombre de métiers artisanaux les machines (à coudre, à tricoter, à tisser, etc...) et les petits moteurs — d'un prix d'achat assez faible, grâce à la production en série, — qui ont permis à ces métiers de se maintenir et de se développer non seulement dans les villes, mais encore et surtout dans les campagnes ». « L'extension de plus en plus grande, dans les communes les plus lointaines, d'inventions ou de perfectionnements récents (diverses applications de l'électricité, T. S. F., tracteurs, machines agricoles, automobiles) vulgarisés par la fabrication en série, nécessitent la présence sur place, d'artisans installateurs ou réparateurs ».

Ainsi s'explique l'importance du rôle que les artisans remplissent dans l'économie nationale.

Les artisans en ont pris conscience. Gens paisibles, travaillant dans le calme, ils ne sont organisés qu'à une époque toute récente.

A la veille de 1914, ils formaient peu de groupements. « L'organisation la plus solide et la plus importante était certainement, à cette époque, la *Fédération des maréchaux-ferrants*. Il y avait aussi l'organisation périlante des *Compagnons des Devoirs unis*.

» Par l'intermédiaire du coopératisme (loi de 1917), la Fédération des maréchaux-ferrants et celle de « La Petite Chaussure » forment des coopératives entre leurs membres et sont imitées par quelques catégories d'artisans qui, pour se grouper, adoptent la forme du syndicat ouvrier ou celle de l'association prévue par la loi du 1^{er} juillet 1901 ».

Le mouvement artisanal s'étend « mais c'est principalement dans le Lyonnais et à la région de Vendôme qu'il s'étend en profondeur » (André PUECH, *l'Artisanat*, page 51, note 13).

Le 28 mars 1922, naquit à Paris « la Confédération nationale de l'Artisanat français » qui, le 26 novembre 1922,

réunissait en un Congrès, tenu à Strasbourg, sept cents délégués des artisans français.

Cette assemblée, organisée en l'honneur du retour de l'Artisanat alsacien et lorrain à la grande famille artisanale de France, fut nommée, par M. Peyrouton, ministre du Travail, qui présidait, « la Constituante de l'Artisanat français ».

Les desiderata des artisans y furent exposés. Les dirigeants de la « Confédération générale de l'Artisanat français » reçurent mission d'en poursuivre la réalisation.

En particulier, cet organisme eut à se préoccuper de faire accorder aux artisans un système fiscal spécial.

Leurs efforts ne devaient pas rester vains. Ils furent soutenus par le « Groupe parlementaire de Défense artisanale », présidé par M. Courtier, alors député.

Ce dernier, dès 1920, avait, en ce qui concerne les impôts directs, dans une proposition de résolution (n° 1835, séance de la Chambre des Députés du 15 décembre 1920) demandé au Gouvernement d'étendre aux artisans le bénéfice des avantages et des exemptions accordés aux salariés par la loi fiscale.

M. Courtier justifiait sa demande en disant :

« Pourquoi frapper un travail qui nous permet de lutter contre la dépopulation des campagnes, en maintenant par de faibles gains qu'il leur procure, tant d'ouvriers au pays ? Pourquoi brimer ce travail à domicile, si utile et si moralisateur, qui groupe les éléments de la famille, maintient au foyer le père et la mère et permet aux parents d'instruire eux-mêmes leurs enfants, de les former dès leur jeune âge à la pratique d'une profession que souvent les pères ont exercée et de préparer ainsi à la France les artistes, les maîtres ouvriers qui, par le fini de leur œuvre et la délicatesse de leur travail, assurent dans le monde, le renom de notre industrie nationale ».

« Comment concevoir, au surplus, une taxe qui, créant deux classes parmi les ouvriers, favorise les uns parce qu'ils fréquentent l'usine, frappe les autres parce qu'ils

sont coupables de ne pas travailler en atelier et atteint tous ces derniers sans distinguer entre eux (A. BALME, *La Fiscalité artisanale*, Edition de la C. G. A. F., Paris 1927).

De son côté, M. Lesaché, député, disait :

« Les petits ateliers si précieux et si utiles à propager et à maintenir l'avenir dans nos campagnes où l'homme conserve son indépendance, où la vie de famille est entretenue dans toute son intensité, sont littéralement traqués par le Fisc » (A. PUECH, *l'Artisanat*, page 172, note 2), et proposait le vote d'une loi « tendant à permettre des abattements à la base en faveur des artisans dans le cadre de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ».

163. — Le Parlement comprit alors la nécessité d'une législation fiscale spéciale. Poussé par des considérations d'ordre social et dans un but moralisateur, le législateur se montrera libéral. Les artisans se verront accorder l'exonération de l'impôt dans la même mesure que les personnes assujetties à l'impôt sur les traitements et salaires.

164. — Cette réforme sera effectuée par les dispositions de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923. Cet article complété par les articles 59 de la loi du 1 avril 1926, 17 de la loi du 30 mars 1929 et par la loi du 21 mars 1928, a modifié l'article 13 de la loi du 31 juillet 1917.

165. — Celui-ci est actuellement conçu ainsi qu'il suit :
« Ne sont pas soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, *et sont passibles de l'impôt sur les traitements et salaires* institué par le titre III de la présente loi :

» 1° Les ouvriers travaillant chez eux, soit à la main, soit à l'aide de la force motrice, que leurs instruments de travail soient ou non leur propriété, lorsqu'ils opèrent exclusivement à façon pour le compte d'industriels ou de commerçants avec des matières premières fournies par ces derniers et lorsqu'ils n'utilisent pas d'autre concours

que celui de leur femme, de leurs père et mère, de leurs enfants et petits-enfants, d'un apprenti, de moins de dix-huit ans, avec lequel un contrat régulier d'apprentissage aura été passé dans les conditions prévues par les articles 1, 2 et 3 du livre 1^{er} du Code du Travail, et d'un compagnon.

» Tout ouvrier qui, pensionné en vertu de la loi du 31 mars 1919 ou en vertu de la loi du 9 avril 1898 (mutilés de guerre ou accidentés du travail) aura été obligé de changer de profession en raison de l'incapacité résultant de la guerre ou d'un accident, pourra, quel que soit son âge, être employé comme apprenti, pendant une année, sans que cet emploi entraîne contre l'employeur la déchéance du bénéfice du présent article.

» Le nombre des compagnons est porté à trois pour l'ouvrier façonnier possesseur d'un atelier dans lequel chaque compagnon, exécutant séparément la façon de sa pièce ou le travail de sa spécialité, reçoit une quote part prélevée sur le prix de façon perçu par ce dernier et fixée conformément aux usages locaux de la corporation.

» 2° Les artisans travaillant chez eux ou au dehors, qui se livrent principalement à la vente du produit de leur travail et qui n'utilisent pas d'autre concours que celui des personnes énumérées au paragraphe précédent ;

» 3° La veuve de l'ouvrier ou celle de l'artisan travaillant dans les conditions prévues aux paragraphes 1^{er} et 2^e ci-dessus, lorsqu'elle continue la profession exercée par son mari.

» Les dispositions des paragraphes 1^{er}, 2^e et 3^e s'appliquent dans tous les cas prévus, sans qu'il y ait à distinguer suivant que l'ouvrier, l'artisan ou le façonnier travaille à titre individuel, en association ou en communauté d'intérêts avec les personnes dont le concours est autorisé ».

166. — Par une disposition explicite de la loi, le point de départ d'application de l'article 10 de la loi du 30 juin

1923 a été fixé, pour les façonniers (paragraphe 1^{er}), au 1^{er} janvier 1920, et pour les artisans (paragrapes 2 et 3), au 1^{er} janvier 1922.

167. — Depuis ces dates, les artisans sont assujettis à l'impôt sur les traitements et salaires et, par voie de conséquence, *sont exonérés de l'impôt indirect sur le chiffre d'affaires*. Pour la même raison, la loi du 13 juillet 1925, dans son article 25, *les a exonérés de la taxe d'apprentissage*.

168. — Ces dispositions légales sont restées en vigueur jusqu'au 31 décembre 1934. A partir du 1^{er} janvier 1935, elles ont été remplacées par les articles 1 et 23 du Code général des impôts directs, établi par le décret du 27 décembre 1934, en exécution des prescriptions de la loi du 6 juillet 1934 donnant mission au Gouvernement de réaliser la Réforme fiscale.

169. — En ce qui concerne les artisans, l'article 1 du Code général déclare : « Il est établi un impôt annuel sur les bénéfices des professions commerciales, industrielles et *artisanales* », et l'article 23 précise que « par dérogation aux dispositions de l'article précédent, sont taxés d'après le tarif applicable à la cédule des traitements et salaires, et en tenant compte des réductions pour charge de famille que comporte cette cédule :

1° « Les ouvriers travaillant chez eux soit à la main, soit à l'aide de la force motrice, que leurs instruments de travail soient ou non leur propriété, lorsqu'ils opèrent exclusivement pour le compte d'industriels ou de commerçants, avec des matières premières fournies par ces derniers et lorsqu'ils n'utilisent pas d'autres concours que celui de leur femme, de leurs père et mère, de leurs enfants et petits-enfants, d'un compagnon et d'un apprenti de moins de dix-huit ans avec lequel un contrat régulier d'apprentissage a été passé dans les conditions prévues par les articles 1, 2 et 3 du Livre 1^{er} du Code du Travail.

» Tout ouvrier qui, pensionné en vertu de la loi du 31 mars 1919 ou en vertu de la loi du 9 avril 1898, a été obligé de changer de profession en raison de l'incapacité de travail résultant de la guerre ou d'un accident, peu, quel que soit son âge, être employé comme apprenti pendant une année, sans que cet emploi entraîne, contre l'employeur la déchéance du bénéfice du présent article.

» Le nombre des compagnons est porté à trois pour l'ouvrier façonnier possesseur d'un atelier dans lequel chaque compagnon exécutant séparément la façon de sa spécialité, reçoit du chef d'atelier une quote part prélevée sur le prix de façon perçu par ce dernier et fixé conformément aux usages locaux de la corporation ;

» 2° Les artisans travaillant chez eux ou au dehors, qui se livrent principalement à la vente du produit de leur propre travail et qui n'utilisent pas d'autre concours que celui des personnes énumérées au paragraphe 1^{er}.

» 3° La veuve de l'ouvrier et celle de l'artisan travaillant dans les conditions prévues aux paragraphes 1^{er} et 2^e ci-dessus, lorsqu'elle continue la profession précédemment exercée par son mari.

» Les dispositions des paragraphes 1^{er}, 2^e et 3^e ci-dessus s'appliquent dans tous les cas prévus sans qu'il y ait à distinguer si le façonnier ou l'artisan travaille à titre individuel, en société en nom collectif ou en communauté d'intérêts avec les personnes dont le concours est autorisé ».

170. — Ce nouveau texte, applicable à partir du 1^{er} janvier 1935, comporte une dérogation en faveur des artisans. Ils seront taxés d'après le tarif applicable à la cédule des traitements et salaires et en tenant compte des réductions pour charges de famille que comporte cette cédule, lesquelles sont plus élevées que pour les autres impôts cédulaires.

171. — La situation fiscale des artisans n'est presque pas modifiée. Leur imposition sera calculée par application

du taux fixé pour les traitements et salaires. Toutefois, leurs bénéfices seront évalués suivant la procédure applicable aux bénéfices industriels et commerciaux, et leur imposition sera établie au siège de leur entreprise.

172. — Le texte de l'article 23 du Code général des impôts directs reproduit, en fait, celui de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923, mais, *in fine*, il y apporte une modification qu'il convient de préciser.

173. — Aux termes de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923, les artisans et faïonniers conservaient le bénéfice du régime fiscal spécial prévu en leur faveur, lorsqu'ils travaillaient « en association ou en communauté d'intérêts avec les personnes dont le concours est autorisé ».

Interprétant cette disposition, le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 28 octobre 1932, (R. O. n° 5908) avait jugé que les bénéfices d'une Société en responsabilité limitée constituée entre deux artisans, étaient passibles de l'impôt sur les traitements et salaires.

174. — Le nouveau texte infirme cette jurisprudence en substituant aux termes de « en association » ceux de « en société en nom collectif », ce qui, d'ailleurs, est conforme au texte suivant : « *Les sociétés par actions et les sociétés à responsabilité limitée* sont soumises à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, *quel que soit leur objet* » (Article 3 du Code général des impôts directs).

175. — Nous constatons ainsi que les artisans sont imposables à l'impôt cédulaire, par application de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 jusqu'en 1934 et d'après les dispositions des articles 1 et 23 du Code général des impôts directs, à compter du 1^{er} janvier 1935.

176. — Ce changement de texte ne modifie pas la nature du tarif applicable au calcul de l'impôt. Son influence ne se fait sentir que dans la désignation du lieu d'impo-

sition et du mode d'évaluation du bénéfice artisanal imposable.

177. — Nous allons donc poursuivre notre étude en précisant les trois points suivants :

Lieu d'imposition ;

Evaluation du bénéfice ;

Calcul de l'impôt,

pendant les périodes suivantes :

1° Années antérieures à 1935 ;

2° Année 1935 ;

3° Année 1936.

Nous indiquerons d'abord comment, au cours de chacune de ces périodes, les bénéfices artisanaux ont été évalués. Nous comparerons entre eux les divers modes d'évaluation. Enfin, nous indiquerons le mode de calcul de l'impôt et, au cours de chaque période, son lieu d'imposition.

178. — L'évaluation du bénéfice imposable des artisans ne s'est pas toujours effectuée de la même façon. De 1917 à 1923, les dispositions de la loi du 31 juillet 1917 en ont fixé le mode de calcul comme en matière d'impôt sur les bénéfices commerciaux.

179. — L'article 4 de la loi de 1917 précise qu'il s'agit d'un bénéfice net « après déduction de toutes charges, y compris la valeur locative des immeubles affectés à l'exploitation et les amortissements généralement admis d'après les usages de chaque nature de commerce ou d'industrie ».

Le législateur de 1917 se borne à cette seule indication. Le Code du Commerce et la loi du 24 juillet 1867 ne donnent pas davantage la définition du bénéfice.

180. — De celle fournie par l'article 4 de 1917, nous pouvons dégager les caractères du bénéfice imposable :

1° Il s'agit d'un *bénéfice net*. Toutes les charges grevant l'entreprise doivent être exclues des bases de la contribution. Toutefois, pour le contribuable exploitant seul son entreprise, les charges et dettes grevant les biens non engagés dans l'affaire ne doivent pas figurer parmi les éléments déductibles du bénéfice qui est le résultat des seules opérations commerciales ou industrielles de l'assujetti.

Si toutes les charges de l'exploitation doivent être déduites, sans exception, de même tous les produits de l'entreprise, ordinaires ou extraordinaires, principaux ou accessoires, doivent être retenus.

La différence entre le total de tous les gains et de toutes les dépenses professionnelles constituera le bénéfice net imposable.

2° Ce profit doit être un *bénéfice acquis*. Il sera formé, non seulement par les bénéfices encaissés, mais aussi par ceux résultant d'opérations accomplies, de valeurs ou créances réputées bonnes, en un mot, de bénéfices certains. Plus exactement, il s'agit « des biens constatés dont la réalisation, simplement différée, est certaine et prochaine et le fait de l'encaissement importe peu ».

3° Pour être imposable, le revenu doit revenir effectivement à l'exploitant. Il s'agit du bénéfice dont il peut disposer librement après paiement de toutes les dépenses professionnelles.

4° Le bénéfice est imposable dès qu'il est réalisé. Sa mise en réserve ne le dispense pas de l'impôt cédulaire. Sa réalisation importe seule. Toutes les affectations postérieures à la réalisation, sont sans influence sur l'assiette de notre impôt.

5° Pour être imposable, le bénéfice doit être réalisé en France. Pour les artisans, cette condition sera toujours réalisée.

181. — En tenant compte de ces principes, le bénéfice imposable des artisans a été, de 1917 à 1923, évalué par voie d'évaluation directe ou au moyen d'une appréciation indirecte.

182. — En effet, aux termes de l'article 4 de la loi du 31 juillet 1917, sont seuls obligatoirement imposés sur leur bénéfice net réel, après déduction de toutes charges, d'une part « les Sociétés dont les bilans sont obligatoirement communiqués à l'Administration de l'Enregistrement », et, d'autre part, pendant la durée de l'application de la contribution sur les bénéfices de guerre, les contribuables passibles de cette taxe.

183. — Toutes autres personnes ou sociétés passibles de notre impôt cédulaire peuvent être cotisées suivant les mêmes règles, mais ce n'est pas, pour elles, une obligation ; si telle est leur volonté, leur base d'imposition peut être évaluée indirectement, par application d'un coefficient de bénéfice approprié au chiffre d'affaires réalisé par elles au cours de l'année précédant celle de l'imposition (loi du 31 juillet 1917, art. 6, paragraphe I).

184. — Les coefficients ont été fixés par une Commission instituée par les décrets des 3 août et 24 septembre 1917. Présidée par un Président de section au Conseil d'Etat, un Conseiller-maître à la Cour des Comptes, deux Inspecteurs des Finances, le Directeur général et un Administrateur des Contributions directes, le Directeur général de l'Enregistrement, le Directeur des Affaires commerciales au ministère du Commerce, et six membres présentés par les organisations syndicales. En outre, elle était assistée dans ses travaux par un rapporteur général pris parmi les Conseillers référendaires à la Cour des Comptes et, par vingt et un rapporteurs spéciaux choisis dans les différentes branches du Commerce et de l'Industrie.

185. — Les travaux de la Commission furent condensés en un tableau qui servit à la fixation des bénéfices pris

pour base de l'impôt pendant les années 1918, 1919 et 1920. En conformité de l'article 6 de la loi de 1917, prescrivant une révision triennale, la Commission a dressé un nouveau tableau au début de 1921. Ce dernier, inséré au *Journal Officiel* du 13 mars 1921, pages 3137 et suivantes, comprend les coefficients applicables au calcul de l'impôt des années 1921, 1922 et 1923, en ce qui concerne 809 professions, réparties en 16 groupes.

186. — Le groupe « Industries et Commerces divers », comprenait les Artisans et les faconniers, pour lesquels les coefficients étaient fixés comme suit :

Artisans, de 10 % à 30 %.

Faconniers, de 15 % à 50 %

et, c'est par leur application au chiffre d'affaires que l'impôt des Artisans et Faconniers fut, en général, calculé jusqu'en 1923.

186 bis. — A ce moment, l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 rendit ces contribuables passibles de l'impôt sur les traitements et salaires.

187. — Ils furent, dès lors, assujettis à l'impôt, d'après leur bénéfice net réel, qui constitue le salaire des Artisans. Il est formé par la différence existant entre les recettes et les dépenses de leur exploitation.

188. — Les recettes comprennent toutes les sommes encaissées par les artisans en échange de leur activité professionnelle. Il n'y a pas lieu de séparer le prix de la fourniture de main-d'œuvre de celle du remboursement du coût des matières premières. L'Artisan doit tenir compte de toutes les créances qui lui sont acquises définitivement au cours de l'exercice envisagé.

189. — Pour évaluer son « salaire » ou bénéfice net imposable, l'Artisan doit déduire de ses recettes le montant de ses dépenses professionnelles.

190. — Celles-ci comprennent :

1° Le montant des achats de matières premières. On le déterminera en ajoutant au prix d'achat proprement dit de ces matières premières, les frais de transport, d'octroi, de régie, que l'Artisan devra exposer pour apporter les fournitures qui lui sont nécessaires jusqu'à son atelier ou jusqu'au lieu d'exercice de son occupation artisanale. Il devra, par contre, en déduire le montant des escomptes, rabais et ristournes dont il a bénéficié sur le prix d'achat de ses fournitures, à moins que ces « profits divers » n'aient été compris dans ses recettes.

2° Les salaires que l'Artisan a payés, effectivement, aux personnes dont il peut utiliser le concours.

3° Les frais généraux comprenant :

a) Le loyer des locaux à usage professionnel ;

b) Le prix du chauffage, de l'éclairage et de l'entretien des locaux professionnels. En particulier, lorsque les locaux où s'exerce la profession sont chauffés au gaz et éclairés à l'électricité, il faut, si les compteurs servent aussi pour les locaux d'habitation, faire une ventilation des frais de gaz et d'électricité, pour ne déduire des recettes que la part incombant à la profession. La même précaution devra être prise en ce qui concerne les fournitures d'eau et de combustible (coke, charbon, bois).

c) Les droits de patente, l'impôt sur les traitements et salaires, l'impôt sur le chiffre d'affaires (ventes accessoires), dues au cours de l'exercice. Bien entendu, l'impôt sur le revenu, l'impôt foncier et la contribution mobilière du redevable ne doivent pas figurer dans les Frais généraux.

d) Les frais de transport de l'Artisan, les dépenses de nourriture et d'habillement ne sont déductibles que lorsque l'exercice de la profession les a motivés.

Notamment, les frais d'automobile devront être soigneusement répartis. Seule, la part de ces frais nécessités par l'exploitation sera déductible. (Par frais d'auto, il faut

entendre les dépenses d'essence, d'huile, de pneumatiques, d'entretien et d'amortissement du véhicule, des droits de circulation, de garage et de réparations).

e) Les primes d'assurances ne sont déductibles que pour la part concernant les risques professionnels tels que : Bris de vitres, incendie des locaux servant à l'exercice de la profession, accidents du travail pouvant survenir aux personnes dont le concours est autorisé, accidents causés aux tiers par les moteurs ou l'outillage professionnel. Les primes d'assurances sur la vie souscrites par l'Artisan à son profit ou pour garantir les membres de sa famille ne sont pas déductibles.

f) Les versements effectués aux Assurances sociales, en tant qu'employeur, doivent être compris dans les frais généraux.

g) Les cadeaux, étrennes, dons gratuits, ne sont pas, en principe, déductibles. Toutefois, s'ils sont de minime importance, eu égard au montant des affaires, ils pourront être compris dans les frais de l'entreprise.

4° Les amortissements. Ils portent principalement sur l'outillage. Dans certains cas, ils portent aussi sur le matériel roulant (autos, camions, voitures). Les taux admis généralement sont de 10 % pour l'outillage et 20 % pour le matériel roulant. L'amortissement peut être calculé de deux façons, soit sur le prix d'achat des immobilisations, soit sur leur valeur au 1^{er} janvier de chaque année, après déduction de l'amortissement effectué l'année précédente.

Exemple : Soit un outillage acheté 10.000 francs en 1933. Il pourra être amorti, au taux de 10 %, à raison de 1.000 francs par an, ou bien de la façon suivante :

1933	-	Valeur	10.000	frs.	-	Amortissement	1.000	frs
1934	-	Valeur	9.000	frs	-	Amortissement	900	frs
1935	-	Valeur	8.100	frs	-	Amortissement	810	frs
1936	-	Valeur	7.290	frs	-	Amortissement	729	frs

5° Les frais divers, tels qu'intérêts de Banque, agios, frais de Poste, qui, ne figurant pas dans l'énumération qui précède, n'en ont pas moins été exposés pour les besoins de l'exploitation.

191. — En résumé, le bénéfice net de l'Artisan pourra être déterminé, en utilisant le schéma suivant :

1° Recettes

2° Dépenses à déduire :

a) Matières premières :

b) Salaires

c) Frais généraux

d) Amortissements

e) Frais divers

Total des dépenses

Bénéfice net

192. — Le bénéfice net de l'Artisan ainsi fixé par la méthode de l'évaluation directe sera retenu, de 1923 à 1934, comme base de l'impôt cédulaire.

193. — Pour l'assiette de cet impôt, l'Artisan n'est tenu de souscrire aucune déclaration spéciale. Son bénéfice ne sera connu de l'Administration que par la déclaration que l'assujetti devra rédiger pour l'impôt général sur le revenu et sur laquelle il en indiquera le montant sous la rubrique « Traitements et salaires publics et privés ». Toutefois, pour éviter une correspondance inutile, il était de pratique courante pour l'Artisan de joindre à sa déclaration de revenu un relevé faisant connaître le mode d'évaluation de son bénéfice.

194. — De 1917 à 1923, les Artisans imposés à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux étaient cotisés au siège de leur exploitation.

195. — De 1923 à 1934, ils étaient assujettis à l'impôt sur les traitements et salaires. De ce fait, leur imposition était assurée au lieu de leur habitation.

196. — Depuis 1935, leur situation a fait l'objet d'un nouveau texte légal modifiant à nouveau le mode d'évaluation de leur bénéfice et le lieu de leur imposition.

197. — Remarquons cependant, qu'en 1935, 1936 et 1937, les Artisans pourront être imposés pour les droits omis au titre des années 1932, 1933 ou 1934 (bénéfices réalisés en 1931, 1932 et 1933), mais que, dans ce cas, les bénéfices devront être évalués et imposés ainsi qu'il est prescrit par la législation antérieure à 1935.

198. — A partir du 1^{er} janvier 1935, les Artisans sont, à nouveau, assujettis à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux (article 1 du Code général des Impôts directs), mais le montant de leur impôt est calculé d'après le tarif applicable à la cédule des traitements et salaires (article 23, du Code général des Impôts directs).

199. — Ainsi qu'il était prévu par la loi de 1917, leur bénéfice est évalué, comme pour les professions commerciales et industrielles, soit par voie d'évaluation directe, soit au moyen d'une appréciation indirecte.

200. — L'article 13 du Code général des Impôts directs comporte le texte primitif suivant, dont les dispositions ont été appliquées, en 1935 :

« Pour les contribuables autres que les Sociétés soumises au droit de communication des Agents de l'Enregistrement, le bénéfice imposable est fixé forfaitairement lorsque leur chiffre d'affaires annuel n'excède pas de 300.000 francs s'il s'agit de redevables dont le commerce prin-

pipal est de vendre des objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place ou de fournir le logement, ou 40.000 francs s'il s'agit d'autres redevables ».

201. — En conséquence, les Artisans *associés en Société à responsabilité limitée* avec les personnes dont le concours est autorisé, seront imposés d'après leur bénéfice réel et nous avons vu que le montant de leur impôt sera calculé d'après le tarif de la cédule commerciale.

202. — Le bénéfice des autres Artisans sera fixé d'après leur comptabilité, lorsque leur chiffre d'affaires annuel dépassera, suivant le cas, soit 300.000 frs, soit 40.000 frs.

203. — Les artisans faisant commerce des produits de leur fabrication sont classés parmi les vendeurs et lorsqu'ils réalisent moins de 300.000 francs de chiffres d'affaires annuel, leur bénéfice est fixé forfaitairement.

204. — Au contraire, les Artisans qui fournissent des travaux manuels (coiffeurs) ou qui travaillent à façon, rentrent dans la catégorie des prestataires de services. Leur bénéfice est établi forfaitairement lorsque le montant de leur chiffre d'affaires annuel est inférieur à 40.000 francs.

205. — Comment fixera-t-on ce forfait ? L'article 14 du Code général des Impôts directs nous indique, dans son texte primitif, applicable pour 1935, que :

« Le montant du bénéfice forfaitaire est évalué par l'Administration des Contributions directes. L'évaluation (faite par le Contrôleur), est notifiée au contribuable qui dispose d'un délai de vingt jours à partir de la réception de cette notification pour faire parvenir son acceptation ou formuler ses observations en indiquant le chiffre qu'il serait disposé à accepter.

» Si le contribuable n'accepte pas le chiffre qui lui est notifié et si, de son côté, le Contrôleur n'accepte pas celui

qui est proposé par l'intéressé dans ses observations, l'évaluation est faite par la Commission départementale compétente pour la fixation des forfaits en matière de taxe sur le chiffre d'affaires ».

« Le chiffre arrêté par cette Commission sert de base à l'imposition. Toutefois, le contribuable peut demander, par la voie contentieuse, après la mise en recouvrement du rôle, une réduction du forfait qui lui a été assigné, à la condition de prouver que ce forfait est supérieur au bénéfice que son entreprise peut produire normalement. La réclamation est instruite et jugée comme en matière d'impôts sur les revenus, mais elle est soumise, avec les justifications produites par l'intéressé, à la Commission visée ci-dessus qui formule un avis motivé ».

206. — L'article 15 du même Code ajoute que « le forfait est établi pour une période de deux années. Il est renouvelé par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'Administration ou par le contribuable dans les deux derniers mois de chaque période biennale. Toutefois, il peut être révisé dans les deux premiers mois de chaque année en cas de changement notoire dans la mesure ou les conditions de l'exploitation.

» Dans le cas de début d'exploitation, en cours d'année, le forfait est pour l'établissement de l'impôt dû au titre de l'année suivante, réduit au prorata du nombre de mois entiers écoulés depuis l'ouverture de l'établissement ou de l'installation du nouvel exploitant jusqu'au 31 décembre.

» En vue de l'application de ces dispositions, les contribuables sont tenus de faire connaître au Contrôleur dans les vingt jours de la demande qui leur est adressée, le montant de leur chiffre d'affaires de l'année précédente ».

207. — Le bénéfice forfaitaire doit être l'expression du bénéfice annuel que l'entreprise peut produire normalement.

Pour la fixation de ce forfait, le Contrôleur des Contributions directes s'attachera à réunir tous les éléments d'appréciation qui lui paraîtront constituer, dans chaque cas particulier, les meilleurs indices du rendement de l'entreprise. Il pourra rechercher un premier élément d'appréciation dans l'application au chiffre d'affaires des intéressés du pourcentage moyen de bénéfice brut communément réalisé dans l'industrie qu'ils exercent.

Par une évaluation raisonnable, il retranchera de ce produit brut les charges apparentes de chaque exploitation. Il obtiendra ainsi le bénéfice net qu'il recherche.

Le Contrôleur pourra, d'autre part, tenir compte du montant des bénéfices déclarés par l'exploitant sous le régime en vigueur, jusqu'en 1934, sauf à corriger l'évaluation qui en résulterait pour l'adopter à la situation actuelle de l'entreprise. S'il est avéré que la productivité a diminué, il devra retenir une évaluation inférieure aux résultats précédemment constatés. S'il apparaît que l'entreprise se trouve en période déficitaire, aucune base d'impôt ne devra lui être assignée.

En tous cas, à l'occasion de la fixation des forfaits, les impositions antérieures ne devront pas être remises en question.

Le forfait ne doit pas être fixé, en général, d'après les résultats d'un seul exercice, mais d'après ceux d'une période assez longue pour que la base arrêtée puisse être considérée comme l'expression de résultats moyens. En un mot, le Contrôleur fixera le montant du forfait en rapprochant, dans chaque cas particulier, les estimations basées sur les divers indices dont il dispose, de façon à retenir un chiffre de bénéfice qui soit en concordance avec l'ensemble des éléments d'après lesquels on peut normalement évaluer le rendement d'une affaire.

208. — Lorsqu'il aura ainsi arrêté son évaluation, le Contrôleur la notifiera au contribuable qui disposera d'un délai de vingt jours, à partir de la réception de cette noti-

fication, pour faire parvenir son acceptation ou ses observations.

209. -- Si l'intéressé accepte le chiffre proposé par le Contrôleur ou si, n'ayant pas produit d'observations dans le délai ci-dessus, il est censé l'avoir accepté tacitement, ce chiffre servira de base à l'imposition.

Toutefois, le contribuable conservera le droit de réclamer une réduction du forfait après la mise en recouvrement du *premier rôle* dans lequel il en sera fait application, mais il lui appartiendra de prouver que ce forfait est exagéré.

210. — Si, au contraire, l'intéressé produit des observations dans le délai légal en indiquant le chiffre qu'il serait disposé à accepter, le Contrôleur examine ces observations et, s'il y a lieu, discute avec le contribuable en vue de rechercher un accord sur un chiffre transactionnel.

211. — Si cet accord ne peut être obtenu, le bénéfice forfaitaire sera arrêté par la Commission départementale compétente pour la fixation des forfaits en matière de taxe sur le chiffre d'affaires.

212. — Cette Commission a été instituée et organisée par l'article 5 de la loi du 16 avril 1924 et par les articles 7 à 11 du règlement d'administration publique du 9 novembre 1924.

213. — Il est institué une Commission par département. Son siège est à la Direction départementale des Contributions Indirectes (à Paris, au Service de la Taxe sur le chiffre d'affaires), ou, en cas d'impossibilité, dans un local désigné par le Préfet.

214. — Dans les Départements où se trouve un Conseil de Préfecture, la Commission est présidée par un Conseiller désigné par le Préfet. Dans les autres départements,

par un fonctionnaire placé sous les ordres du Préfet et désigné par ce dernier.

815. — La Commission comprend : trois chefs de Services financiers désignés par le Ministre des Finances ou leurs délégués ;

Trois membres désignés par les Chambres de Commerce ou, à défaut, par le Ministre du Commerce. Ces trois derniers membres peuvent, en cas d'empêchement, être remplacés par des membres suppléants désignés en même temps et dans les mêmes conditions.

EN CAS DE DÉSACCORD AVEC UN ARTISAN, CES MÊMES TROIS MEMBRES SONT REMPLACÉS PAR TROIS REPRÉSENTANTS DES ARTISANS DU DÉPARTEMENT, DÉSIGNÉ, AU DÉBUT DE CHAQUE ANNÉE AINSI QUE LEURS SUPPLÉANTS, PAR LES CHAMBRES DE MÉTIERS, OU, A DÉFAUT, PAR LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

A l'heure actuelle, les Directeurs des Contributions directes, des Contributions indirectes et de l'Enregistrement, ou leurs délégués, sont désignés par le Ministre des Finances comme membres de la Commission.

216. — Lorsque cette Commission fonctionne pour l'établissement des forfaits en matière de bénéfices industriels et commerciaux, les fonctions de secrétaire rapporteur sont remplies par un Agent de l'Administration des Contributions directes désigné par le Directeur départemental, avec l'agrément du Président de la Commission.

217. — La Commission est réunie sur la convocation de son Président.

218. — Les affaires à examiner sont signalées au secrétaire rapporteur par le Contrôleur du lieu de l'imposition. Après les avoir étudiées et s'être mis en mesure de formuler son avis sur les désaccords à trancher, le secrétaire rapporteur les porte au rôle de la Commission.

219. — Les contribuables sont avisés, au moins dix jours avant la réunion, et, invités à présenter des observations orales en séance ou à faire parvenir leurs observations écrites ainsi que les justifications qu'ils entendent fournir à la Commission à l'appui de ces observations.

220. — Ils peuvent se faire représenter par les personnes de leur choix ou par des mandataires.

Toutefois, SI LE REDEVABLE EXERCE UNE PROFESSION ARTISANALE, LE MANDATAIRE NE PEUT ÊTRE QU'UN MEMBRE DU BUREAU D'UN SYNDICAT PROFESSIONNEL D'ARTISANS OU D'UNE ASSOCIATION D'ARTISANS RÉGULIÈREMENT DÉCLARÉE, OU BIEN UN OFFICIER MINISTÉRIEL OU UN AVOCAT RÉGULIÈREMENT INSCRIT A UN BARREAU.

221. — Les comptables, même experts diplômés, et les agents d'affaires, ne peuvent pas représenter les contribuables devant la Commission chargée de fixer les forfaits.

Cette exclusion fixée par les dispositions de l'article 23, paragraphe 6 du Code de l'Impôt sur le chiffre d'affaires et de l'article 2 du décret du 18 décembre 1934, est de droit strict et ne comporte aucune exception.

222. — La Commission délibère valablement à la condition qu'il y ait, au moins, quatre membres présents, y compris le Président. En cas d'empêchement du Président, celui-ci est remplacé par le plus ancien des Chefs de service présents à la séance.

223. — Après avoir entendu, s'il y a lieu, les explications du contribuable ou de son mandataire, elle fixe le montant du bénéfice forfaitaire. Les décisions sont prises à la majorité. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

224. — Les décisions mentionnent les noms des membres ayant délibéré. Elles contiennent les nom, prénoms et qualités des parties, leurs conclusions et le visa des piè-

ces principales. Aucun texte ne prévoit qu'elles doivent être motivées. Elles sont signées par le Président et par le secrétaire rapporteur.

225. — En vertu de l'article 3 du décret du 18 décembre 1934, les décisions sont communiquées par le secrétaire rapporteur au Contrôleur des Contributions directes dont relève le lieu de l'imposition. Cet agent les notifie aux intéressés.

226. — Le chiffre, arrêté par la Commission, sert de base à l'imposition des redevables. Toutefois, comme le bénéfice forfaitaire fixé par la Commission correspond toujours à une année entière, il y aura lieu de le réduire au prorata du temps pendant lequel l'intéressé aura effectivement exploité son entreprise, s'il n'a commencé son exploitation qu'au cours de l'année précédant celle de l'imposition ou, en cas de cession, de cessation d'entreprise ou de décès de l'exploitant en cours d'année.

227. — Après la mise en recouvrement du premier rôle dans lequel il sera fait état de la décision de la Commission, le contribuable pourra la contester devant la juridiction contentieuse. Toutefois, il ne pourra obtenir une réduction de son forfait qu'à condition de prouver que celui-ci est supérieur au bénéfice que peut normalement produire son exploitation.

228. — Le forfait est valable pour une période de deux années consécutives. Les forfaits, fixés en 1935, serviront de base, en principe, à l'impôt établi au titre de 1935 et de 1936.

229. — Cependant, en cas de changement d'exploitation au cours de la période biennale, un nouveau forfait devra être établi. Il servira de base à l'impôt établi au titre des deux années suivant celle du changement.

230. — Le forfait est renouvelé par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'Administration dans les deux derniers mois de la période biennale.

La dénonciation du forfait se traduit par la fixation d'un nouveau forfait pour la période biennale suivante, si le redevable remplit toujours les conditions, le rendant imposable suivant le mode forfaitaire.

231. — Si, au cours de la période biennale, un contribuable imposé d'après le forfait, dépasse le maximum de chiffre d'affaires afférent à sa catégorie, il se trouvera placé sous le régime de l'imposition du bénéfice réel.

Il devra donc souscrire la déclaration de ce bénéfice au début de l'année suivant celle de la réalisation de ce dernier. S'il omet de faire cette déclaration, il sera taxé d'office, en conformité de l'article 24 du Code général des impôts directs.

232. — D'autre part, le forfait peut être révisé, dans les deux premiers mois de chaque année, en cas de changement notoire dans la nature ou les conditions de l'exploitation. Cette disposition sera appliquée dans le cas d'un contribuable ayant, après la fixation de son forfait biennal, soit changé de profession, soit abandonné une branche de son activité, soit fermé un de ses établissements, soit, au contraire, ouvert un nouvel établissement ou adjoind à son entreprise une nouvelle exploitation.

233. — Dans le premier cas, la révision sera demandée par le contribuable, dans le deuxième, au contraire, elle sera demandée par l'Administration. Cette demande qui ne comporte aucune forme spéciale, pourra être formulée dans le délai prescrit, même si le forfait n'a pas été dénoncé dans les deux derniers mois précédant l'expiration d'une période biennale.

234. — La procédure de fixation du nouveau forfait est identique à celle de la fixation du forfait primitif. Toutefois, les motifs invoqués à l'appui de la proposition de

révision soit par le contrôleur, soit par le redevable, devront être expressément indiqués, ainsi que la date à laquelle les nouvelles conditions d'exploitation sont devenues effectives.

235. — Le nouveau chiffre de bénéfice forfaitaire sera substitué au forfait primitif, mais seulement jusqu'à l'expiration de la période biennale pendant laquelle ce dernier avait été concédé. A l'expiration de cette période, le forfait ainsi révisé pourra, par voie de tacite reconduction, être maintenu, pour une nouvelle période, de deux années. Tels sont, pour 1935, les dispositions légales fixant le mode d'évaluation indirecte des bénéfices artisanaux.

236. — La loi des Finances du 31 décembre 1935 a modifié les articles 13 et 14 du Code général des Impôts directs, comme suit :

« Article 13. — Pour les contribuables, autres que les Sociétés soumises au droit de communication des agents de l'enregistrement, le bénéfice imposable est fixé forfaitairement lorsque leur chiffre d'affaires annuel n'excède pas 300.000 francs, s'il s'agit de redevables dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place, ou de fournir le logement, et 40.000 francs s'il s'agit d'autres redevables.

» Toutefois, ceux de ces redevables qui seront en mesure de satisfaire aux prescriptions des articles 16 et 17 du Code général des Impôts directs, auront la faculté d'être soumis au régime de l'imposition d'après le bénéfice réel.

» A cet effet, ils doivent notifier leur choix au Contrôleur des Contributions directes avant le 31 janvier de chaque année et, pour l'année 1935, avant le trentième jour qui suivra la promulgation de la présente loi ».

« Article 14. -- Le montant du bénéfice forfaitaire est évalué par l'Administration des Contributions directes.

» L'évaluation faite par le Contrôleur est notifiée au contribuable qui dispose d'un délai de vingt jours à par-

tir de la réception de cette notification pour faire parvenir son acceptation ou formuler des observations en indiquant le chiffre qu'il serait disposé à accepter.

» Si le contribuable n'accepte pas le chiffre qui lui a été notifié et si, de son côté, le contrôleur n'admet pas celui qui est proposé par l'intéressé dans ses observations, l'évaluation est faite par la Commission consultative siégeant au chef-lieu d'arrondissement.

» Le chiffre arrêté par cette Commission est notifié par le contrôleur au contribuable ; celui-ci, dans les huit jours, doit indiquer s'il accepte ou s'il refuse le forfait ».

La loi des Finances du 31 décembre 1935 précise que « dans le dernier alinéa de l'article 13 nouveau du Code général des impôts directs, les mots « pour l'année 1935 » s'entendent des revenus de 1935, imposables en 1936 ».

237. — L'article 16 du Code général des impôts directs, visé dans ce qui précède, indique que :

« Les contribuables dont le chiffre d'affaires dépasse 300.000 francs ou 40.000 francs, suivant la distinction indiquée à l'article 13 ci-dessus, ainsi que les sociétés soumises au droit de communication des agents de l'Enregistrement sont tenus de remettre au contrôleur des Contributions directes, avant le 1^{er} mars de chaque année, une déclaration du montant du bénéfice net de l'année ou de l'exercice précédent.

» Le délai fixé à l'alinéa ci-dessus est étendu au 31 mars pour les personnes ou sociétés qui, au cours de l'année antérieure à celle de l'imposition, ont clos leur exercice comptable pendant le mois de décembre.

» Si l'entreprise a été déficitaire, la déclaration du montant du déficit est produite dans les mêmes délais ».

238. — A son tour, l'article 17 du même Code, prescrit ce qui suit : « Les contribuables visés à l'article précédent sont tenus de fournir, en même temps que la déclaration, un résumé de leur compte de profits et pertes, une copie de leur bilan et un relevé de leurs amortissements et des

provisions constituées par prélèvements sur les bénéfices avec l'indication précise de l'objet de ces amortissements et provisions.

» Les sociétés soumises aux dispositions de l'article 2 de la loi du 29 juin 1872 y joignent une copie des documents qu'elles déposent, à l'Enregistrement, pour la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

» Les entreprises d'assurance ou de réassurance, de capitalisation ou d'épargne remettent, en outre, un double du compte rendu détaillé et des tableaux annexes par elles fournis au Ministère du Travail.

» Le déclarant est tenu de représenter à toute réquisition du contrôleur, tous documents, comptables, inventaires, copies de lettres, pièces de recettes et de dépenses de nature à justifier l'exactitude des résultats indiqués dans sa déclaration.

» Si la comptabilité est tenue en langue étrangère, une traduction certifiée par un traducteur juré doit être représentée à toute réquisition du contrôleur ».

239. — L'article 18 du même Code complète les deux précédents en disant que :

« Le contrôleur vérifie les déclarations. Il entend les intéressés lorsque leur audition lui paraît utile ou lorsqu'ils demandent à fournir des explications orales. Il peut rectifier les déclarations. Mais il fait alors connaître, au contribuable, la rectification qu'il envisage et lui en indique les motifs. Il invite, en même temps, l'intéressé à faire parvenir son acceptation ou ses observations dans un délai de vingt jours. A défaut de réponse dans ce délai, le contrôleur fixe la base de l'imposition, sous réserve du droit de réclamation de l'intéressé après l'établissement du rôle.

» Si des observations ayant été présentées dans le même délai, le désaccord persiste, il peut être soumis à l'appréciation d'une Commission consultative siégeant au chef-lieu d'arrondissement et composée de cinq commerçants ou industriels dans les conditions qui sont fixées par un décret.

» L'avis de la Commission est notifié au contribuable par le Contrôleur, qui l'informe, en même temps, du chiffre d'après lequel il se propose de le taxer.

» Si cette taxation est conforme à l'appréciation de la Commission, le contribuable ne peut obtenir de réduction par voie de réclamation devant la juridiction contentieuse qu'en apportant la preuve du chiffre exact de ses bénéfices.

» Dans le cas contraire, la charge de la preuve incombe à l'Administration, en tant que le bénéfice retenu pour l'assiette de l'impôt excède l'appréciation de la Commission.

» Les déclarations des contribuables visés à l'article 16 ci-dessus qui ne fournissent pas, à l'appui, les renseignements prévus à l'article 17, peuvent faire l'objet de rectifications d'office ».

240. — La constitution et le fonctionnement de la Commission consultative sont réglés par le décret du 16 novembre 1935, inséré au *Journal Officiel* du 20 novembre 1935. Ce texte indique que :

Article premier. — Les membres de la Commission instituée au chef-lieu de chaque arrondissement par l'article 18 du Code général des Impôts directs sont désignés par la Chambre de Commerce dont relève l'arrondissement.

» Lorsque l'arrondissement se trouve divisé entre plusieurs Chambres de Commerce, les désignations sont concertées entre les Chambres de Commerce intéressées ;

Art. 2. — L'un des membres de la Commission est choisi, pour en exercer la présidence, parmi les membres de la Chambre de Commerce ayant dans sa circonscription le chef-lieu de l'arrondissement.

» Le président ainsi désigné peut être maintenu dans cette fonction après l'expiration de son mandat comme membre de la Chambre de Commerce.

» Les quatre autres membres de la Commission, ainsi que cinq membres suppléants, sont pris parmi les commerçants et industriels de l'arrondissement.

Art. 3. — Si, dans les arrondissements qui dépendent d'une Chambre de Métiers, le désaccord prévu au 3^e alinéa de l'article 18 du Code général des impôts directs, existe avec un contribuable inscrit au registre spécial des Artisans institué par la loi du 27 mars 1934, deux des membres prévus à l'article 1^{er} du présent décret sont remplacés par deux représentants des artisans du département, choisis ainsi que leurs deux suppléants, par la Chambre de Commerce dont relève l'arrondissement sur une liste de présentation établie par la Chambre de Métiers. (En attendant que le registre spécial des Artisans prévu par la loi du 27 mars 1934 ait été effectivement constitué dans chaque circonscription, on considère comme ayant cette qualité les contribuables assujettis à la taxe pour frais de Chambre de Métiers).

Art. 4. — Les membres de la Commission sont nommés pour un an et leur mandat est renouvelable. Ils sont soumis aux obligations du secret professionnel dans les termes de l'article 378 du Code pénal.

Art. 5. — La Commission se réunit à la demande du Directeur des Contributions directes, sur la convocation de son Président.

» En cas d'empêchement du Président, la séance est présidée par le plus âgé des membres titulaires présents à la réunion.

» Le secrétariat est assuré par un Agent des Contributions directes désigné par le Directeur. Le secrétaire assiste aux séances avec voix consultative.

» Le contribuable intéressé peut fournir à la Commission des explications écrites ou orales.

» Les avis de la Commission sont émis à la majorité des voix ; en cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

» La présence de trois membres au moins est nécessaire à la validité des avis émis par la Commission ».

241. — Il résulte de ces textes, qu'à condition d'en faire la déclaration avant le 31 janvier de chaque année, les redevables qui, en 1935, étaient *obligatoirement* imposés d'après leur bénéfice forfaitaire, *peuvent, à partir de 1936*, renoncer au forfait et demander que leur imposition soit établie d'après leur bénéfice réel. Toutefois, pour pouvoir exercer ce choix, les redevables doivent être en mesure de produire les documents comptables prescrits par les dispositions des articles 16 et 17 du Code général des impôts directs, dont nous avons cité les textes ci-dessus.

241 bis. — Le caractère obligatoire de la taxation forfaitaire est ainsi supprimé. Le soin de déterminer le bénéfice devant servir de base à l'impôt, est attribué à la Commission consultative d'arrondissement.

Aux termes de l'article 13 précité, le contribuable qui désire être imposé d'après son bénéfice réel, doit notifier son choix *avant le 31 janvier de chaque année*. Son option *n'est donc valable que pour un an*. Le contribuable qui, ayant opté, pour l'imposition d'après le bénéfice réel en ce qui concerne une année déterminée, désire être imposé dans les mêmes conditions au titre de l'année suivante, doit renouveler son option avant le 31 janvier de ladite année.

Au cas où il ne le ferait pas, il serait taxé d'après le bénéfice forfaitaire qui lui était précédemment assigné, si ce dernier forfait n'a pas été dénoncé régulièrement ou si, à son sujet, une révision n'a pas été proposée par application de l'article 15 du Code général. Si aucun forfait n'a été fixé, il y sera pourvu en suivant la procédure de l'article 14 du Code général, dès l'expiration du délai d'option.

Le contribuable qui a opté pour l'imposition d'après son bénéfice réel devra fournir les justifications prévues à l'article 16 (voir n° 237). A défaut de ces dernières, le bé-

néfice pourra être évalué d'office en vertu de l'article 18 du Code général. Il en sera de même, si, malgré son option, le contribuable s'est abstenu de déclarer son bénéfice réel. Dans ce cas, la cotisation sera majorée de 25 % (Code général, art. 24).

En ce qui concerne l'évaluation du bénéfice forfaitaire, aucun changement n'est apporté aux règles fixant son évaluation.

Toutefois, lorsque l'accord n'a pu être réalisé entre le représentant de l'Administration et le contribuable, le soin d'évaluer le forfait est confié, non plus à la Commission départementale compétente pour fixer les forfaits en matière de taxe sur le chiffre d'affaires, mais à la Commission consultative d'arrondissement prévue à l'article 18 du Code général.

Le chiffre fixé par la Commission constitue en tout état de cause le bénéfice forfaitaire susceptible de se renouveler par tacite reconduction.

Le texte légal (article 14 nouveau du Code général) laisse au contribuable l'alternative ci-après :

Ou bien il accepte expressément ou tacitement le forfait qui lui est notifié ;

Ou bien il le refuse et il est alors censé se réserver la faculté d'être imposé, au titre de la première année pour laquelle ce forfait a été fixé, d'après le bénéfice réel de l'exercice précédent, à condition d'apporter les justifications nécessaires. Cependant, comme il n'est ouvert à l'intéressé aucun délai pour souscrire la déclaration de son bénéfice réel, il faut considérer que le contribuable ne peut se prévaloir de cette faculté qu'en présentant une réclamation contre son imposition après la mise en recouvrement du rôle.

En un mot, *dans tous les cas, l'imposition doit être établie d'après le montant du bénéfice forfaitaire arrêté par la Commission*, mais les contribuables ainsi taxés conservent le droit de réclamer, dans les trois mois suivant celui de la mise en recouvrement du rôle afférent à la première

re année de la période biennale pour laquelle le forfait est fixé, contre l'exagération de ce dernier s'ils sont en mesure de justifier qu'il excède le produit normal de leur entreprise.

Le refus du forfait, dans les huit jours de sa notification (article 14 nouveau du Code général) assure au contribuable, le droit de demander, par une réclamation, également présentée après la mise en recouvrement du rôle, que la base de son imposition soit ramenée au montant de son bénéfice réel, à charge par lui d'en justifier dans les mêmes conditions que les contribuables ayant opté pour ce régime de taxation dans le courant de janvier.

Ce droit nouveau ne peut s'exercer que l'année même du refus, première année de la période biennale. Par suite, si l'intéressé n'opte pas expressément, au cours du mois de janvier de l'année suivante, il sera impossible, au titre de cette année, sur le bénéfice forfaitaire de l'année précédente, sauf dénonciation ou revision dans les conditions ordinaires.

Si, par la même réclamation, le contribuable a demandé à la fois, la réduction du forfait et l'imposition d'après le bénéfice réel, la décision intervenant sur le chef de demande concernant la réduction du forfait vaudra, le cas échéant, pour la seconde année.

242. — *Nous avons ainsi fini d'exposer les divers modes d'évaluation du bénéfice en cas d'exploitation continue. Pour être complet, examinons le cas de cession, de cessation d'entreprise ou de décès de l'exploitant.

Dans ce cas, l'article 26 du Code général précise que « l'imposition sur les bénéfices industriels et commerciaux dû en raison des bénéfices qui n'ont pas été taxés, est immédiatement établi.

» Pour les contribuables soumis au régime du forfait, le bénéfice imposable est le montant du bénéfice forfaitaire réduit au prorata du temps écoulé du 1^{er} jusqu'au jour où la cession ou la cessation est devenue effective, tout mois commencé étant compté pour un mois entier.

» Les redevables de cette catégorie doivent, dans un délai de dix jours déterminé comme il est indiqué ci-après, aviser le contrôleur de la cession, de la cessation et lui faire connaître la date à laquelle elle a été ou sera effective, ainsi que, s'il y a lieu, les nom, prénoms et adresse du concessionnaire.

» Les contribuables non assujettis au forfait sont tenus de faire parvenir au contrôleur, dans les mêmes délais, outre les renseignements ci-dessus, la déclaration de leur bénéfice réel, accompagnée d'un résumé de leur compte de profits et pertes.

» Le délai de dix jours dont il est question commence à courir :

Lorsqu'il s'agit de la vente ou de la cession d'un fonds de commerce, du jour où la vente ou la cession a été publiée dans un journal d'annonces légales ;

Lorsqu'il s'agit de la vente ou de la cession d'autres entreprises, du jour où l'acquéreur ou le cessionnaire a pris effectivement la direction des exploitations ; lorsqu'il s'agit de la cessation d'entreprise, du jour de la fermeture définitive des établissements ».

Le même article stipule qu'à défaut de déclaration dans le délai prescrit, les bases d'imposition sont arrêtées d'office, avec majoration de 25 % des droits.

En cas de décès de l'exploitant, les dispositions de l'article 26 sont applicables, mais les ayants droit du défunt disposent d'un délai de six mois, pour fournir les renseignements nécessaires pour l'établissement de l'impôt.

242 bis. — Dans ce qui précède, nous avons présenté les caractéristiques des divers modes d'évaluation des bénéfices artisanaux.

L'idée de savoir si l'impôt cédulaire doit être basé sur le bénéfice réel de chaque assujetti ou bien, si le bénéfice imposable doit être évalué d'une façon indirecte a motivé toutes les recherches en vue de trouver les divers systèmes d'évaluation.

243. — Imposer un artisan, un industriel ou un commerçant, d'après les résultats effectifs de son entreprise apparaît, de prime abord, le moyen le plus rationnel.

Théoriquement, cela ne fait aucun doute. Dans la pratique, la généralisation du système apparaît plus complexe.

244. — L'imposition, d'après le bénéfice réel, implique une déclaration du redevable. Comme on ne peut songer à admettre cette déclaration purement et simplement, il faut pour l'Administration, prévoir un certain droit de contrôle.

245. — Immédiatement, les adversaires du système d'impôts directs actuel parlent d'inquisition fiscale. Il ne faut pas exagérer et prendre cette expression trop à la lettre.

Les contribuables de bonne foi ne craindront pas de communiquer leurs livres. Le secret professionnel imposé aux agents vérificateurs constitue une sérieuse garantie contre toute indiscrétion susceptible de nuire aux assujettis.

D'autre part, il importe que les agents du Fisc aient la manière. Par leur compétence et leur savoir faire, ils inspireront toute confiance aux contribuables. Ils ne doivent rien négliger en vue de faciliter aux assujettis l'accomplissement régulier de leur devoir fiscal. Lorsqu'ils auront obtenu des résultats tangibles, les vérifications ne seront plus considérées comme des tracasseries. Les redevables de l'impôt s'y soumettront de bonne grâce. L'inquisition fiscale ne sera plus, alors, qu'un souvenir.

246. — Plus difficile à résoudre est le problème de la tenue des livres comptables. Beaucoup de petits commerçants ou d'artisans ignorent jusqu'à l'existence des livres indispensables, prévus par le Code de Commerce : livre journal, livre d'inventaires et copie de lettres. Depuis 1920, ils possèdent un livre sur lequel toutes les recettes sont inscrites en fin de journée, le plus souvent par évaluation

mentale. Pour les dépenses, ils s'en tiennent au calcul, quotidien, du tiroir-caisse.

Exiger d'eux une déclaration de bénéfice réel et vouloir la contrôler serait, évidemment, peu sérieux et illusoire.

247. — Certains législateurs ont eu l'idée de rendre obligatoire la tenue d'une comptabilité. D'autres proposaient de la soumettre à des règles strictes, identiques pour tous, qui faciliteraient la tâche de la Justice en cas de faillite, et celle du Fisc, lors de l'établissement des taxations.

248. — M. Joseph Caillaux, lors de la discussion de la loi du 31 juillet 1917, exposait qu'il fallait prévoir :

1° Pour les entreprises de quelque importance, l'obligation de tenir une comptabilité en partie double ;

2° Pour les petits commerçants et industriels, un système analogue à la comptabilité des agents financiers : livre de caisse, livre récapitulatif, etc...

249. — Ces suggestions doivent être repoussées. Le commerce français éprouve, déjà, par ailleurs, assez de difficultés pour qu'on ne vienne pas, au nom de préoccupations purement fiscales, apporter de nouvelles entraves à son exercice. Ce n'est ni pour le Fisc, ni en prévision d'une faillite, qu'un commerçant, un industriel ou un artisan tient une comptabilité. Il doit être maître chez lui. Dès l'instant qu'il en tient une, il en comprend la nécessité pour suivre la marche de son entreprise. Il doit rester seul juge pour en choisir la méthode et pour la présenter de façon que cette comptabilité réponde aux besoins de son entreprise.

250. — Cette liberté, toutefois, comporte une limitation. Lorsque la loi fiscale retient, comme base de l'impôt, le bénéfice réel des redevables, il y a lieu de prévoir la tenue obligatoire des documents dont l'absence rendrait impossible l'assiette des impôts frappant le commerce et l'industrie.

251. — Ces considérations expliquent le choix des systèmes d'évaluation du bénéfice imposable des assujettis, depuis 1917.

252. — En ce qui concerne les Artisans, le bénéfice a été, suivant les périodes, évalué directement ou par la voie forfaitaire.

253. — Ainsi que nous l'avons déjà exposé :

De 1917 à 1923, le bénéfice est, au choix du redevable, évalué soit d'après les résultats de la comptabilité soit en appliquant au chiffre d'affaires du contribuable un coefficient fixé par une Commission spéciale ;

De 1923 à 1934, les Artisans imposés à la cédule des traitements et salaires, sont imposés d'après leur bénéfice réel ;

En 1935, ils sont *obligatoirement* imposés d'après un bénéfice forfaitaire si, suivant le cas, il réalise un chiffre d'affaires inférieur à 40.000 francs ou à 300.000 francs. Lorsque leurs recettes dépassent ces minima, leur imposition est basée sur leur bénéfice réel ;

En 1936, ils peuvent, à leur gré, soit bénéficier du système de 1935, soit demander, quel que soit leur chiffre d'affaires annuel, que leur imposition soit basée sur leur bénéfice réel. Le forfait obligatoire en 1935, est devenu *facultatif* en 1936.

254. — Qu'il soit obligatoire ou laissé au libre choix du redevable, il est hors de doute que le forfait ne doit pas être complètement écarté.

Les Artisans, en particulier, pourront y trouver un allègement de leurs obligations. L'acceptation d'un forfait leur évitera la tenue d'une comptabilité. Ce sera là un avantage dont ils ne manqueront pas de profiter.

255. — Pour montrer que, de bonne foi, ils méritent la sollicitude du Législateur et n'ont nullement l'intention, en dépit des avantages qui leur sont concédés, d'essayer

d'échapper à l'impôt, les Artisans doivent, avant tout, battre en brèche l'hostilité implacable dont le Fisc a été l'objet de tout temps. Lors de la fixation de leur forfait, ils tâcheront de faciliter les travaux de l'Administration, en acceptant une évaluation équitable de leur bénéfice forfaitaire.

256. — En essayant de se soustraire à leurs obligations fiscales, les Artisans s'exposeraient, d'abord, à de graves pénalités déjà prévues par la loi. D'autre part, ils veraient, peut-être, supprimer à leur détriment, le mode de calcul du montant de leur impôt.

257. — Le mode de calcul de l'impôt sur les bénéfices des professions artisanales est celui appliqué à la cédule commerciale de 1917 à 1923, et depuis lors le même que pour l'impôt sur les traitements et salaires.

258. — Le taux de l'impôt a varié plusieurs fois. Cette variation n'a qu'un intérêt documentaire. Comme le Trésor ne peut réparer les omissions de taxation que pour les impositions dues au titre de l'année courante et des trois années précédentes, nous limiterons notre étude au mode de calcul de l'impôt du au titre des années 1933, 1934, 1935 et 1936 (revenus réalisés en 1932, 1933, 1934 et 1935).

259. — Afin de montrer les avantages concédés aux Artisans, nous indiquerons quels ont été, au cours des mêmes années, le taux et le mode de calcul de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

260. — Depuis la loi du 30 juin 1923, les Artisans furent, jusqu'en 1934 (impôts établis sur les bénéfices de 1933), soumis à la cédule des Traitements et Salaires.

261. — Pour le calcul de l'impôt, le bénéfice net des Artisans faisait tout d'abord l'objet des abattements suivants : 3.000 francs pour la femme des Artisans mariés,

2.000 francs pour chacun des deux premiers enfants mineurs ou pour chacun des ascendants, à charge de l'Artisan ; 1.000 francs pour chacun des enfants à charge, à partir du troisième enfant ; 1.000 francs en cas de mutilation causée par blessures de guerre ou par accidents du travail.

262. — Sont considérés comme personnes à charge, les enfants âgés de moins de 21 ans ou infirmes, les ascendants ou les parents en ligne collatérale ayant élevé le contribuable, âgés de 70 ans ou infirmes.

Lorsque les enfants mineurs sont âgés de moins de 18 ans, l'abattement prévu pour chacun des deux premiers enfants est porté à 3.000 francs.

263. — Pour obtenir le montant de l'impôt brut, il est fait application au bénéfice imposable, obtenu comme il a été expliqué ci-dessus, des taux suivants :

Fraction du bénéfice inférieure à 10.000 frs	Exemption
Fraction du bénéfice comprise entre 10.010 frs et 20.000 frs	5 %
Fraction du bénéfice comprise entre 20.010 frs et 40.000 frs	7,50 %
Bénéfice supérieur à 40.000 frs.....	10,00 %

264. — Du montant de l'impôt brut obtenu par application de ces taux, il pouvait être réduit, soit 10 % pour les deux premières personnes à charge du contribuable, et 20 % pour chaque personne à sa charge à compter de la troisième, lorsque le redevable ne disposait que d'un revenu global inférieur à 30.000 frs,

Soit :

5 % pour les trois premières personnes à charge,
et 15 % pour chaque personne à charge à compter de la quatrième, lorsque le contribuable avait à sa disposition un revenu global supérieur à 30.000 frs.

265. — Pendant cette période, les Artisans étaient imposables à l'adresse de leur habitation principale.

266. — Pendant la même période, les commerçants et les industriels étaient assujettis à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux.

267. — Pour le calcul du bénéfice imposable des industriels et des commerçants, il n'est fait aucun abattement à la base.

268. — Pour le dit calcul, pour les impôts dus au titre de 1933 et 1934, il est fait application du barème suivant :

269. — Lorsque le bénéfice annuel des redevables est inférieur à 50.000 francs, le montant de l'impôt est fixé par le tarif ci-après :

Bénéfice compris entre :

0 et	800 frs	l'impôt est de	22.50 frs
801 et	1.500 frs	—	45.00 frs
1.501 et	3.000 frs	—	150.00 frs
3.001 et	5.000 frs	—	300.00 frs
5.001 et	7.000 frs	—	750.00 frs
7.001 et	10.000 frs	—	1.050.00 frs
10.001 et	15.000 frs	—	1.500.00 frs
15.001 et	20.000 frs	—	2.250.00 frs
20.001 et	25.000 frs	—	3.000.00 frs
25.001 et	30.000 frs	—	3.750.00 frs
30.001 et	35.000 frs	—	4.500.00 frs
35.001 et	40.000 frs	—	5.250.00 frs
40.001 et	45.000 frs	—	6.000.00 frs
45.001 et	50.000 frs	—	6.750.00 frs

270. — Les commerçants ou industriels exploitant leur entreprise sans autres concours que celui de leurs enfants non mariés et d'un seul employé, sont exonérés d'impôt si leur bénéfice annuel est inférieur à 5.000 frs.

Leur impôt est ramené à 375 frs, lorsque leur bénéfice est compris entre 5.001 et 7.000 frs. Quand ce dernier, supérieur à 7.001 frs ne dépasse pas 10.000 frs, le redevable exerçant dans les mêmes conditions, ne paye que 700 frs.

271. — Lorsque le bénéfice est supérieur à 50.000 frs, le montant de l'impôt est calculé par application au bénéfice imposable du taux de 15 %.

272. — Les contribuables ressortissants à la cédulaire des bénéfices industriels et commerciaux ont droit, sur le montant de leur impôt, aux mêmes déductions que ceux imposés sur les traitements et salaires.

273. — D'autre part, lorsque leur femme travaille exclusivement dans leur entreprise, ils ont droit à une réduction de 20 % de leur impôt, si le bénéfice imposable est inférieur à 20.000 frs.

274. — Quel que soit le montant de leur bénéfice, les commerçants et les industriels sont soumis à l'impôt cédulaire au siège de leur entreprise. S'ils en exploitent plusieurs, leur imposition est faite au siège de leur principal établissement.

275. — La comparaison de ces deux modes de calcul de l'impôt permet de constater quels étaient, avant 1935, les avantages fiscaux accordés aux Artisans. En premier lieu, leur bénéfice imposable n'est fixé qu'après déduction de la somme de 10.000 frs, non imposable, et, lorsqu'il y a lieu, des abattements prévus en tenant compte de la situation de famille des assujettis. En second lieu, le taux de l'impôt des Artisans fixé à 5 %, 7,50 % et 10 %, est inférieur à celui retenu pour la cédulaire commerciale qui varie de 10 % à 15 %.

276. Si nous considérons un contribuable célibataire, réalisant un bénéfice variant de 10.001 à 50.000 frs, le montant de son impôt cédulaire variera ;

S'il est artisan, de 0 fr. à 5.000 frs ;

S'il est industriel ou commerçant, de 1.500 frs à 6.750 frs.

277. — Si le redevable est marié, sans personne à sa charge, son impôt sera compris :

S'il est artisan, entre 0 fr. et 4.700 frs ;

S'il est industriel ou commerçant, entre 1.200 frs et 6.750 frs.

278. — Ainsi, l'Artisan sera toujours moins imposé que les industriels ou les commerçants.

279. — En 1935, l'article 23 du Code général des Impôts directs stipule que : « Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, les Artisans sont taxés d'après le tarif applicable à la cédule des traitements et salaires et en tenant compte des réductions pour charges de famille que comporte cette cédule ».

280. — Aux termes de l'article 65 du même Code :

« L'impôt ne porte que sur la fraction du bénéfice net annuel qui excède la somme de dix mille francs.

» Les mutilés titulaires d'une pension d'invalidité ont droit à une réduction supplémentaire de mille francs.

» La fraction comprise entre le minimum exempté et 20.000 frs n'est comptée que pour moitié.

» Il est fait application du taux réduit fixé à l'article 137 ci-après ».

281. — L'article 137 du même Code indique que :

« Les impôts cédulaires sont calculés par l'application du taux général prévu à l'article 2 de la loi du 6 juillet 1934. Ce taux général est réduit de moitié pour le calcul :

» 1° De l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû par les particuliers et associés en nom collectif lorsque leur bénéfice ne dépasse pas 10.000 frs, ainsi que pour les contribuables énumérés à l'article 23 du Code général des Impôts directs ;

» 2° De l'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères.

» Le taux de l'impôt général sur le revenu est égal au double du taux général fixé pour les impôts cédulaires ».

282. Pour 1935, l'article 3 de la loi du 6 juillet 1934 a fixé le taux général, prévu ci-dessus, à 12 %. Pour les années suivantes, il sera fixé par la loi des Finances, au cours de la discussion du Budget. Il en résulte, qu'en 1935, l'impôt des Artisans est calculé d'après le tarif suivant :

Bénéfice inférieur à 10.100 frs	Impôt néant
Bénéfice compris entre 10.000 frs et 20.000 frs	3 %
Bénéfice supérieur à 20.000 frs	6 %

283. — Sur le montant de l'impôt brut obtenu par l'application de ces taux, il est accordé aux Artisans des déductions pour charges de famille.

284. — L'article 66 du Code général des Impôts directs précise que :

« Sur le montant de l'impôt calculé comme il est dit à l'article 65, chaque contribuable a droit à une déduction réglée comme suit :

» 1° Pour tout contribuable dont le bénéfice net ne dépasse pas 20.000 frs :

20 % pour chacun des deux premiers enfants à sa charge et 60 % pour chaque enfant à sa charge, à compter du troisième.

» 2° Pour tout contribuable dont le bénéfice net est compris entre 20.100 frs et 40.000 frs :

15 % pour chacun des deux premiers enfants à sa charge, 45 % pour chaque enfant à sa charge, à compter du troisième ;

» 3° Pour tout contribuable dont le bénéfice net est supérieur à 40.000 frs :

10 % pour chacun des deux premiers enfants à sa charge et 20 % pour chaque enfant à sa charge à compter du troisième.

» Le montant total de la réduction accordée en exécution du présent article ne peut dépasser 800 francs par enfant à charge du contribuable.

» Sont considérés comme enfants à la charge du contribuable ceux qui sont désignés par l'article 116 du même Code relatif à l'Impôt général ».

285. — Cet article est ainsi conçu :

« Sont considérés comme étant à la charge du contribuable, à la condition de n'avoir pas de revenus distincts de ceux qui servent de base à l'imposition de ce dernier :

» 1° Ses enfants, s'ils sont âgés de moins de 21 ans ou s'ils sont infirmes ;

» 2° Sous la même condition, les enfants par lui recueillis à son propre foyer ».

286. — Depuis 1935, les Artisans sont assujettis à l'impôt cédulaire au siège de leur exploitation.

287. — Alors que les Artisans bénéficient de ces dispositions très libérales, les Commerçants et industriels sont assujettis à l'impôt cédulaire par application de l'article 137 précité et, d'après les articles 22 et 102 du Code général des Impôts directs.

288. — L'article 22 indique que :

« Pour le calcul de l'impôt, toute fraction de bénéfice inférieure à 100 francs est négligée.

» Il est fait application du taux général fixé par l'article 137 du même Code. Ce taux est réduit de moitié pour les particuliers et associés en nom collectif lorsque leur bénéfice imposable ne dépasse pas 10.000 francs.

» Pour ces mêmes contribuables, le bénéfice imposable n'est taxé que pour moitié lorsqu'il ne dépasse pas 5.000 frs.

» L'impôt calculé comme il est dit ci-dessus, est réduit, s'il y a lieu, en raison des charges de famille du contribuable dans les conditions prévues à l'article 102 ci-après » :

289. — Il résulte de ces textes, qu'en 1935, le montant de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, est calculé, par application des taux suivants :

Bénéfice inférieur à 5.000 frs	3 %
Bénéfice compris entre 5.100 frs et 10.000 frs	6 %
Bénéfice supérieur à 10.000 frs	12 %

290. — Aux termes de l'article 102 du Code général des Impôts directs :

« Les réductions pour charges de famille applicables à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, à l'impôt sur les bénéfices des exploitations agricoles et, à l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales sont réglées comme suit :

» 10 % pour chacun des deux premiers enfants à charge du contribuable ;

» 30 % pour chaque enfant à sa charge à partir du troisième.

» Le montant des réductions sur chaque enfant ne peut excéder 800 par enfant à charge.

» Sont considérés comme enfants à la charge du contribuable ceux qui sont désignés à l'article 116 du présent Code » (voir n° 285 ci-dessus).

291. — Comme avant 1935, les contribuables soumis à la cédule commerciale sont imposables au siège de leur entreprise ou, s'ils en exploitent plusieurs, au siège de leur principal établissement.

292. — La comparaison des deux modes de calcul permet de constater que, tout comme avant 1935, il est accordé de gros avantages aux Artisans.

En premier lieu, nous retrouvons en faveur des Artisans un abattement à la base de dix mille francs alors que les commerçants sont imposables dès que leur bénéfice dépasse cent francs.

En second lieu, le taux retenu pour le calcul des bénéfices artisanaux varie de 3 % à 6 % alors que celui fixé pour l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est compris entre 3 % et 12 % et, est, en particulier, de 12 % pour les bénéfices supérieurs à 10.000 francs. D'autre part, sur le montant de leur impôt, les Artisans ont droit à des réductions pour charges de famille, allant de 10 % à 60 % par enfant à charge, alors que, pour les autres contribuables (sauf ceux redevables de la cédule des traitements, salaires, pensions et rentes viagères), le taux des mêmes réductions ne varie que de 10 % à 30 % par enfant à charge.

293. — Si nous considérons un contribuable, célibataire ou marié sans enfant, réalisant un bénéfice compris entre 10.100 et 20.000 frs, le montant de son impôt variera s'il est artisan, de 3 frs à 300 frs, s'il est industriel ou commerçant de 1.212 frs à 2.400 frs.

294. — Si le redevable est marié, avec trois enfants, pour un bénéfice compris entre 10.100 et 20.000 frs, son impôt sera fixé de 606 frs à 1200 frs s'il est industriel ou commerçant, alors que s'il est Artisan, il en sera totalement exonéré.

295. — Pour 1936, le taux de l'impôt des professions artisanales est le même que celui de 1935. L'article 3 de la loi des Finances du 31 décembre 1935, a fixé à 12 % le taux général des impôts directs, pour l'exercice 1936. Par application des articles 23, 65 et 137 du Code

général des impôts directs, le montant de l'impôt cédulaire des Artisans sera calculé d'après le tarif suivant :

Bénéfice intérieur à 10.000 frs	Exonération
Bénéfice compris entre 10.100 et 20.000	3 %
Bénéfice supérieur à 20.000 frs	6 %

296. — Toutefois, à partir du 1^{er} janvier 1936, par application de l'article 1^{er} d'un décret-loi du 16 juillet 1935, les mutilés titulaires d'une pension d'invalidité n'ont plus droit à la réduction spéciale de 1.000 frs, prévue à l'alinéa 3 de l'article 65 du Code général des Impôts directs. (Circulaire de la Direction générale des Contributions directes, N° 2095, du 29 janvier 1936, page 21).

297. — En ajoutant que, par une disposition explicite du décret-loi du 8 août 1935, les artisans sont exonérés de l'impôt spécial sur les bénéfices provenant de l'exécution de marchés passés avec diverses collectivités publiques, nous terminerons l'exposé des avantages que les lois fiscales de l'Epoque contemporaine ont accordés aux Artisans.

298. — Le législateur n'a pas perdu de vue le caractère prolétarien de l'Artisan.

L'Artisan n'est pas un commerçant. C'est un ouvrier qui travaille pour son compte, qui œuvre de ses mains et garde pour lui le profit de cette œuvre.

299. — En le protégeant, la loi fiscale a voulu contribuer à la restauration du travail manuel libre, en vue de faciliter le développement d'œuvres sortant de la banalité de la fabrication en série et permettre l'épanouissement des initiatives ingénieuses dans les arts de la décoration et dans le goût des choses bien faites parce que personnelles.

300. — Elle a voulu donner conscience aux Artisans de leur valeur économique et rehausser leur prestige.

301. — Le Législateur a, par la loi du 26 juillet 1925, créé un organisme dénommé « Chambre des Métiers » qui leur est particulier, et constitue, pour les Artisans, un centre d'étude et d'intérêts.

302. — En même temps, la loi fiscale a concédé, aux Artisans, de grands avantages fiscaux qui ont, sans contre-dit, contribué à leur essor. Tel qui ne se souciait pas d'être, ou de ne pas être, Artisan, s'est alors senti en possession des aptitudes nécessaires et a reconnu que cette transformation était susceptible de le faire bénéficier d'une réduction d'impôt appréciable.

303. — L'étude de cette situation de faveur accordée aux Artisans par la législation fiscale de l'Epoque contemporaine, nous a permis de constater, qu'au cours de cette période l'idée d'une meilleure Justice fiscale n'a fait que poursuivre son évolution.

304. — Alors que, sous l'Ancien Régime, les Artisans n'étaient soumis à l'impôt qu'en raison du caractère politique des corporations, ils n'y sont plus, à l'époque révolutionnaire, soumis qu'à la suite de l'utilisation de certaines choses et si, la Patente constitue, alors, leur imposition principale, celle-ci ne leur est appliquée que comme une taxe payée en échange de la Liberté du Travail, du Commerce et de l'Industrie. A l'Epoque contemporaine, l'Etat ne les assujettit à l'impôt qu'en raison du rôle économique que les Artisans occupent dans la vie nationale et il socialise leur contribution en les faisant bénéficier de réductions pour charges de famille ou d'abattements à la base justifiées par le caractère de leur bénéfice imposable.

305. — Ainsi apparaît à travers l'Histoire, l'évolution de l'interprétation de l'Idée de Justice fiscale. Nous avons

essayé, dans notre première partie, d'en montrer les diverses étapes, en ce qui concerne les Impôts directs, en général. Dans notre seconde partie, nous nous sommes efforcés de la suivre en exposant la situation des Artisans devant les Impôts directs.

306. — En même temps, pour tâcher de faire œuvre de vulgarisation, nous nous sommes attachés à faire connaître aux Artisans les divers impôts directs auxquels ils sont assujettis, en indiquant les avantages qui leur sont concédés par la loi fiscale.

307. — Ces avantages, déjà appréciables, ne semblent pas avoir donné satisfaction entière aux Artisans. La « Fiscalité artisanale » occupe toutes leurs réunions corporatives et a donné lieu à de nombreux vœux dont certains sont déjà proposés à la sanction législative.

309. — A la suite de l'examen de ces pétitions, de nouvelles lois viendront, sans doute, modifier la situation fiscale des Artisans.

310. — Il nous semble utile d'indiquer, dans une troisième partie de cet ouvrage, les vœux émis par ces derniers, par leurs Congrès ou par des organismes auxquels ils appartiennent et, à titre de conclusion, de faire connaître le genre de réformes qui nous semblent devoir rendre plus rationnelle et plus équitable l'assiette des Impôts directs frappant l'Artisanat français.

TROISIEME PARTIE

VŒUX ET RÉFORMES

311. — M. le Président de la Chambre de Commerce de Montpellier disait dans un rapport, en date du 6 décembre 1933 que :

« Les Artisans sortis du néant législatif où ils étaient autrefois ont acquis le sentiment de leur existence et sont devenus conscients de leur état.

» La loi du 26 juillet 1925 a porté au plus haut point cet état d'esprit en reconnaissant l'existence d'une catégorie de producteurs, à savoir *les Artisans*, et en lui donnant un organe représentatif spécial destiné à la défense de ses droits particuliers.

« Alors qu'autrefois ces droits étaient défendus, comme ceux de tous les commerçants et de tous les industriels par les Chambres de Commerce, pour la raison que ces droits ne différaient point par leur nature, aujourd'hui les Chambres de Métiers jouent pour les Artisans le rôle que les Chambres de Commerce remplissaient naguère à

leur égard. La loi du 26 juillet 1925 a créé les Chambres de Métiers et a appelé à l'élection « les travailleurs exerçant un métier manuel à condition qu'ils accomplissent leur travail par eux-mêmes, seuls ou avec le concours des membres de leur famille ou de compagnons ou apprentis, et à condition, d'autre part, qu'ils l'exécutent sans se trouver sous la direction d'un patron ».

« Faut-il considérer comme Artisans tous ceux répondant à la définition vague et incomplète de la loi de 1925 et, par conséquent, admettre comme tels tous les travailleurs qui mettent effectivement la main à l'ouvrage *quel que soit le nombre de leurs auxiliaires* ?

« Faut-il s'en tenir à la définition beaucoup plus étroite de la loi fiscale de 1923 ?

« Les artisans devenus électeurs aux Chambres de Métiers, doivent-ils rester électeurs aux Chambres de Commerce ? »

Il posait ainsi le problème artisanal.

312. — Le 12^e Congrès national de l'Artisanat français tenu à Roanne les 21, 22, 23 et 24 juin 1935, a décidé de soumettre à la sanction législative, la proposition de loi suivante :

« ARTICLE PREMIER

» Il est inscrit dans le Code général des Impôts directs et taxes assimilées : un titre III A comprenant sous un chapitre III A nouveau, les articles 77a à 77b.

» ARTICLE 2

» Titre III A, Chapitre III A, Article 77a. — Il est établi un impôt annuel sur le revenu des professions exercées par les Artisans maîtres ou par les façonniers répondant à la définition donnée par l'article unique de la loi du

27 mars 1931 modifiant, en le complétant, l'article premier de la loi du 26 juillet 1925.

» Sont réputées professions artisanales, au sens de la présente loi, celles exercées par les Artisans maîtres, faconniers, ou artisans, répondant à la définition indiquée plus haut, dont les entreprises sont immatriculées au *Registre spécial des Métiers*, institué par la loi du 27 mars 1931.

» Sont abrogés les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 23 ci-dessus.

» Article 77b. Par membres de la famille travaillant avec l'Artisan-maître ou le faconnier, il y a lieu d'entendre ses ascendants et descendants, ceux du conjoint, le conjoint, ses gendres et belles-filles, ses frères et sœurs.

» Le nombre de compagnons, apprentis ou personnes diverss employées par l'Artisan maître ou le faconnier dans son entreprise artisanale ne devra pas dépasser le nombre d'unités fixé, par métier ou groupe de métiers, par les arrêtés du Ministre du Travail rendus en vertu du dernier alinéa de l'article unique de la loi du 27 mars 1931.

» Les dispositions de la présente loi s'appliquent dans tous les cas prévus sans qu'il y ait à distinguer suivant que le faconnier ou l'artisan-maître travaille à titre individuel, en société en nom collectif ou en communauté d'intérêts avec les personnes dont le concours est autorisé selon les deux alinéas précédents. Le concours autorisé s'applique à la Société, les membres de la famille occupés ne seront que ceux d'un seul associé et le nombre d'unités employées, y compris les associés moins un, sera celui fixé en conformité avec les dispositions de l'alinéa qui précède pour bénéficier du statut fiscal artisanal.

» Article 77c. — Du revenu imposable. — L'impôt est établi chaque année sur le revenu obtenu l'année précé-

dente ou dans la période ayant précédé le 1^{er} janvier de l'année en cours de la déclaration.

» Le revenu imposable est le bénéfice net déterminé d'après les résultats d'ensemble des opérations de l'entreprise, sous déduction de toutes charges, notamment :

1°) du loyer des immeubles dont l'entreprise est locataire et du revenu net d'après lequel ceux dont elle est propriétaire, et qui font partie de son actif, sont soumis à l'impôt foncier ;

2° des amortissements réellement effectués par l'entreprise dans la limite de ceux qui sont généralement admis d'après les usages de chaque nature d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

3° des intérêts servis aux associés à raison des sommes versées par eux dans la caisse sociale, en sus de leur part de capital, quelle que soit la forme de la Société ;

4° les impôts à la charge de l'entreprise mis en recouvrement au cours de l'exercice, y compris l'impôt foncier. Si les dégrèvements sont ultérieurement accordés sur ces impôts, leur montant entre dans les recettes de l'exercice au cours duquel l'exploitant est avisé de leur ordonnancement ;

5° des provisions constituées en vue de faire face à des pertes ou charges nettement précisées et que les événements en cours rendent probables. Celles qui, en tout ou partie, reçoivent un emploi non conforme à leur destination ou deviennent sans objet au cours d'un exercice ultérieur sont rapportées aux recettes du dit exercice.

» En cas de déficit subi pendant un exercice, ce déficit sera considéré comme une charge de l'exercice suivant et déduit du bénéfice réalisé pendant le dit exercice.

» Si ce bénéfice n'est pas suffisant pour que la déduction puisse être intégralement opérée, l'excédent du déficit est

déduit du bénéfice réalisé pendant le deuxième exercice qui suit l'exercice déficitaire; s'il existe un reliquat, il peut être reporté sur le troisième exercice.

» En cas de cession ou de cessation d'entreprise, il est fait application de l'article 26 du présent Code ».

» Tout redevable est tenu de fournir dans le premier trimestre de chaque année, au contrôleur du siège de l'entreprise, en même temps que la déclaration annuelle, une situation d'exploitation de l'entreprise comprenant :

» 1° le montant brut du revenu professionnel avec indications des objets, marchandises ou fournitures n'ayant pas été utilisés à l'occasion des prestations de travail ou de service, et livrés sous forme d'accessoires ;

» 2° les dépenses professionnelles avec indication des charges de l'entreprise ;

» 3° le montant du revenu imposé l'année précédente.

» Il sera joint à la déclaration un certificat analogue à celui prévu par l'article 6 de la loi du 27 mars 1934.

» Toutefois, ce certificat sera obligatoirement établi par une organisation syndicale artisanale habilitée par le Ministre des Finances et visé soit par la Chambre des Métiers du ressort du siège de l'entreprise, soit par le Maire de la commune où se trouve située l'entreprise. En cas d'établissement injustifié du certificat, l'organisation syndicale sera tenu pécuniairement responsable vis-à-vis de l'Administration du préjudice causé.

» Article 77d. — Calcul de l'impôt. — Pour le calcul de l'impôt, toute fraction du revenu imposable n'excédant pas 100 francs est négligée. L'impôt ne porte que sur la fraction du revenu net annuel qui excède la somme de dix mille francs.

» Les mutilés titulaires d'une pension d'invalidité ont droit à une déduction supplémentaire de mille francs.

» Pour les redevables dont le revenu net annuel ne dépasse pas 25.000 francs, la fraction comprise entre le minimum exempté et 20.000 francs ne compte que pour moitié. Il sera fait application du taux réduit fixé par l'article 137 ci-après.

» Pour les redevables dont le revenu net annuel est compris entre 25.001 et 35.000 francs, il sera fait application du taux de 10 p. 100.

» Pour les redevables dont le revenu net annuel est compris entre 35.001 et 50.000 francs, il sera fait application du taux général fixé par l'article 137 ci-après.

» Les redevables dont le revenu net annuel dépasserait 50.001 francs, ne pourront pas bénéficier des dispositions du présent article. (Bénéfices industriels et commerciaux.)

» Sur l'impôt calculé comme il est dit ci-dessus, chaque contribuable a droit, le cas échéant, à une réduction en conformité avec l'article 66 précédent.

» Lorsque les conjoints exerceront chacun séparément une profession artisanale, un seul pourra bénéficier des exonérations et réductions ci-dessus déterminées.

» L'impôt est établi au nom des bénéficiaires des revenus imposables et dans la commune où ils sont domiciliés.

» Article 77e. — Pénalités. Contentieux. — Sous réserves des dispositions qui précèdent, les dispositions des articles 24 et 25 du Titre I, 100 et 101 du Titre V, 139 à 156 du Titre VII sont applicables à l'impôt sur le revenu des professions exercées par les Artisans maîtres ou façonniers.

» Toutefois, en cas de contestations entre un redevable et l'Administration, le différend, avant d'être porté devant le Conseil de Préfecture, sera obligatoirement soumis à la Commission départementale instituée par l'article 23 de la loi sur la taxe sur le Chiffre d'Affaires. Le Contribuable pourra, dans un délai d'un mois, à compter de la

notification de la décision de la Commission, porter le litige devant le Conseil de Préfecture.

» Le livre III ci-après est applicable au présent chapitre ».

312. — Le même Congrès proposait, en ce qui concerne la Patente, le texte suivant :

» Le 15^e alinéa de l'article 264 du Code général des impôts directs est complété comme suit :

» Les contribuables relevant du Titre III A du présent Code lorsque le montant du revenu net annuel imposable n'excède pas 20.000 francs.

» Les dispositions de l'article 265 ne sont pas applicables au présent alinéa ».

Le Congrès de l'Artisanat français sollicitait ainsi l'exonération de la Patente des Artisans maîtres ou façonniers, réalisant un bénéfice net annuel inférieur à 20.000 fr. sans limitation du nombre de personnes employées.

313. — De son côté, le *Comité d'Entente et d'Action artisanales* a examiné le problème qui nous occupe au cours de son 2^e Congrès national, tenu à Toulouse, les 19, 20 et 21 juillet 1935.

314. — Comme le Congrès de Roanne, celui de Toulouse préconise la création d'une cédule des professions artisanales.

Le rapporteur de ce 2^e Congrès, M. Hubert Ley, secrétaire du Comité d'Entente et d'Action artisanales (C.E.A.A.) déclare que « la cédule des bénéfices artisanaux doit être un impôt équitable, simple, supportable et social ».

Il demande pour réaliser cela que le bénéfice artisanal soit évalué comme le désirait le Congrès de Roanne.

Il admet que le montant de l'impôt pourrait être calculé, d'après le barème suivant :

Pour les tranches de bénéfice imposable :

de 0 à 10.000 francs, un droit fixe de 100 francs.	
de 10.001 à 20.00 fr.....	4 %
de 20.001 à 30.000 fr.....	8 %
de 30.001 à 40.000.....	10 %
au-dessus de 40.000.....	12 %

avec bénéfice des réductions pour charges de famille qui, sauf pour le droit fixe, devraient être les suivantes :

- 10 % pour les artisans mariés, sans enfants ;
- 15 % pour chacun des enfants à charge ;
- 20 % pour chacun des enfants à charge à partir du 3^e ;
- 10 % pour chaque autre personne à charge.

315. — En ce qui concerne la Patente, le Congrès de Toulouse a émis un vœu qui tend à :

1^o Remplacer la Patente par un impôt superposé aux impôts cédulaires perçus par l'Etat ;

2^o En attendant, calculer le droit fixe selon la profession et en se basant sur l'importance du personnel occupé ;

3^o Exonérer de la Patente l'Artisan qui n'occupe qu'un seul apprenti.

316. — La Chambre des Métiers de l'Hérault, dans une annexe au rapport moral présenté à son Assemblée générale du 7 octobre 1934, a exprimé le désir d'obtenir l'exonération de la Patente pour les Artisans qui forment ou emploient un ou plusieurs apprentis.

317. — La Chambre de Commerce de Montpellier a, dès le 6 décembre 1933, demandé :

1^o Que la proposition de loi Courtier, demandant que le nombre des personnes, dont le concours est autorisé,

sans que les Artisans perdent leur qualité, puisse être fixé à dix soit repoussée par le Parlement, et que, la définition suivante de l'Artisanat soit consacrée par une loi :

« Sont artisans, et bénéficient comme tels des avantages fiscaux à ce titre, les travailleurs manuels qui exercent leur métier en accomplissant leur travail par eux-mêmes, seuls ou avec le concours d'un compagnon et d'un apprenti de moins de 18 ans, et qui ne travaillent pas pour le compte d'un patron ;

» 2° Que les artisans ainsi définis ne soient plus ni électeurs ni éligibles aux Chambres de Commerce, lorsqu'une Chambre des Métiers est créée dans le Département, et qu'ils soient, en même temps, rayés des rôles de la contribution aux centimes afférents aux Chambres de Commerce.

3° Qu'ils continuent à être électeurs et éligibles aux Tribunaux de Commerce.

318. — Ces propositions, ces vœux et ces textes déterminent, en ce qui concerne les impôts directs, la question artisanale. Elles en posent nettement le problème. Comment faudrait-il le résoudre ?

319. — Par leur définition, *les Artisans ne sont pas des commerçants*. Tout acte de commerce, s'il n'est pas accidentel, leur est interdit. Les Artisans doivent réaliser la valeur de leur art. Au lieu de spéculer sur les objets qu'ils vendent, qu'ils réparent ou qu'ils entretiennent, ils ne font payer que leur travail. *Comme ils doivent travailler pour leur propre compte, sans être sous la dépendance d'un patron, les Artisans ne peuvent pas être considérés comme des salariés*. Leur bénéfice, s'il n'est pas un salaire, constitue la rétribution d'une opération lucrative dont l'imposition ne rentre ni dans la cédule commerciale, ni dans

celle des traitements ou salaires, ni dans celle des bénéfices de l'exploitation agricole.

Le bénéfice artisanal doit normalement ressortir à la cédula des bénéfices non commerciaux. Toutefois, comme il est déjà prévu pour l'imposition des bénéfices des charges et des offices, une dérogation devra être prescrite en faveur des Artisans.

320. — Dans ce but, le législateur devrait modifier les articles 78 et 83 du Code général des Impôts directs comme suit :

« Article 78. — Ajouter, *in fine*, le produit des exploitations artisanales.

» Article 83. — Ajouter, *in fine*, par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'impôt est calculé pour les exploitations artisanales visées à l'article 78, dans les conditions fixés à l'article 23 ci-dessus »,

et, du texte de l'article premier du même Code, supprimer les deux mots « et artisanales ».

321. — Ces modifications consacreront le caractère non commercial du bénéfice artisanal. Les Artisans seront soumis à l'impôt cédulaire, d'après leur bénéfice réel, ainsi qu'ils en expriment le désir dans toutes leurs réunions corporatives, et le montant de leur impôt sera calculé avec bénéfice du taux réduit et des réductions pour charges de famille, prévus pour le calcul de l'impôt sur les traitements et salaires.

322. — Ayant ainsi reconnu le caractère non commercial du bénéfice artisanal, le législateur n'aura aucune peine à constater que les Artisans ne sont pas des commerçants.

Cependant, s'il n'y a pas de doute en ce qui concerne les « petits artisans », de ceux qui, dès à présent, bénéficient des exonérations fiscales, la question sera plus complexe pour les « grands et moyens artisans ». Lorsqu'un artisan, outre les membres de sa famille, occupe de nombreux compagnons, il perd sa qualité d'ouvrier manuel « pour revenir une sorte de contremaître, un patron, un industriel, petit si l'on veut, mais un industriel tout de même doublé d'un commerçant.

« Un atelier composé de dix compagnons (proposition de loi Courtier), sans compter les apprentis, exige une surveillance, un travail de direction, une visite des chantiers ou des ateliers, une recherche de la clientèle qui contraignent le soi-disant artisan à faire autre chose qu'un travail manuel. (Rapport du Président de la Chambre de Commerce, 6 décembre 1933.)

Cependant, si certains travaux ne nécessitent que l'aide d'une personne ou quelquefois d'aucune, il en est qui ne sauraient s'accomplir qu'avec la collaboration d'un plus grand nombre de compagnons, sans pour cela cesser d'être des travaux d'Artisans, des travaux auxquels participe réellement et manuellement l'Artisan.

Dans ce cas, la limitation prévue par l'article 10 de la loi du 20 juin 1923 nous apparaît être trop stricte. A notre avis, le caractère artisanal devrait être reconnu aux artisans n'utilisant le concours que des personnes dont le nombre et la qualité seront fixés, par métier ou groupe de métiers, par arrêtés du ministre du Travail pris en conformité du dernier alinéa de la loi du 27 mars 1934 portant création du *Registre spécial des Métiers*.

323. — L'adoption de notre point de vue serait un grand progrès dans la législation artisanale. Elle consacrerait législativement la définition de l'Artisan. Lorsque celui-ci

remplirait les conditions requises pour figurer sur le Registre des Métiers, il serait admis à bénéficier des avantages fiscaux et, son caractère non commercial étant ainsi reconnu, il cesserait de faire partie des Chambres de Commerce, pour être admis à la Chambre des Métiers. Bien entendu, dans ce cas, il ne serait plus assujéti à la taxe pour Frais de Bourse et Chambre de Commerce et, se verrait imposer à celle pour Chambre des Métiers.

Les ressortissants de ce dernier organisme ne seront plus alors que des Artisans, au sens légal des mots, et cette situation nouvelle fera enfin disparaître la dualité existant actuellement entre les « petits » et les « grands ou moyens » artisans. Leurs intérêts, leurs aspirations deviendront alors vraiment communs. Les Chambres des Métiers pourront jouer, enfin, le rôle que le législateur a voulu leur voir remplir en les créant.

324. — Créées par la loi du 25 juillet 1925, complétée par un règlement d'Administration publique du 14 avril 1928, les Chambres des Métiers, « organes des artisans maîtres et des compagnons », ont pour objet la représentation des Artisans dont les intérêts particuliers ne trouvent pas une protection suffisante dans l'activité des Chambres de Commerce.

325. — Leurs attributions sont nombreuses. Les Chambres des Métiers émettent des vœux et donnent des avis sur les questions intéressant les métiers qui y sont représentés. Elles désignent les quatre artisans qui, obligatoirement, font partie du Comité départemental de l'Enseignement technique, chargé de l'organisation de l'apprentissage. Elles choisissent les trois membres représentant les Artisans à la Commission déterminant les forfaits relatifs au Chiffre d'Affaires. En vertu de l'article 3 du Décret du 16 novembre 1935, elle établit la liste de présentation

des Artisans sur laquelle sont choisis les deux membres titulaires et les deux suppléants qui représentent les Artisans à la Commission consultative en matière de bénéfices artisanaux. Enfin, à vertu du décret-loi du 8 août 1935, les Chambres de Métiers sont autorisées à « créer et à gérer des caisses en vue de servir des indemnités à ceux des Artisans maîtres qui sont privés complètement du travail dont ils tiraient leurs moyens d'existence. Il est hors de doute que les Chambres de Métiers rempliront leur mission sociale. Lorsqu'elles ne comprendront plus qu'une seule catégorie de travailleurs, les Artisans, dont le caractère aura été fixé, une fois pour toutes, pour la totalité d'entre eux, leur tâche n'en sera que plus aisée. Les Chambres de Métiers pourront alors s'occuper vraiment de la rénovation artisanale.

326. — Reconnu non commerçant, ayant obtenu des précisions légales de son caractère, l'Artisan n'en devra pas moins être assujéti à la Patente. Comme le disait au Congrès de Roanne, le 22 juin 1935, M. Grandadam, secrétaire général de la Confédération générale de l'Artisanat Français: « La patente est un vieux droit établi au cours de la Grande Révolution, une sorte de prime qui devait être versée pour s'établir à son compte ». Il rappelait ainsi le sens si ce n'est la lettre de l'article 7 de la loi des 2-17 mars 1791 qui, proclamant la liberté du travail, imposait aux industriels aux commerçants et aux artisans le paiement d'une Patente comme prix de leur émancipation. Comme leurs devanciers, les Artisans modernes doivent avoir à cœur de s'y soumettre de bon gré.

327. — Le calcul de leurs droits de Patente ne devrait pas, cependant, continuer à être établi suivant les errements actuels.

328. — Toutefois, il ne peut être question de la modifier dans le sens proposé par les Congrès de Roanne et de Toulouse. La Patente est un impôt basé sur les signes extérieurs, sans tenir compte de la productivité des entreprises. Vouloir en modifier l'assiette en faisant intervenir la notion de bénéfice équivaldrait à faire de la Patente *un second impôt cédulaire* sur les bénéfices industriels, commerciaux ou artisanaux. Ainsi transformée, son maintien ne s'expliquerait plus, son caractère actuel doit donc être maintenu.

329. — Cependant, dans un but d'unification, il semble utile de cesser d'imposer les Artisans à la Patente d'une façon différente suivant leur genre d'activité.

330. — A l'heure actuelle, un barbier, un bâtonnier, un bottier ou cordonnier à façon, un cerclier, un encadreur d'estampes, est imposé d'après le Tableau A, 8^e classe, avec droit proportionnel au 100^e ; un fabricant d'archets, un armurier à façon, un badigeonneur, un bandagiste à façon, un carreleur, un fabricant de chapelets, un chapelier à façon, un ferblantier en chambre, un galochier, un maçon à façon, un manoeuvre, un pédicure, un perruquier, un scieur de long, un sellier à façon, un tailleur de pierres, un faiseur ou ajusteur de vitraux, est imposé à la Patente d'après la 7^e classe du Tableau A avec droit proportionnel au 100^e ; un artificier, un boyaudier, un charpentier, un charron, un ciseleur, un maître couvreur, un doreur sur bois, un fumiste, un layetier, un maréchal ferrant, un paveur, un plâtrier, un tapissier à façon, un maître tonnelier, un vitrier, est imposé d'après la 6^e classe du Tableau A avec droit proportionnel, au taux variant du 30^e au 50^e, suivant le nombre d'habitants de la commune où se trouve l'entreprise ; un chaudronnier, un miroitier, une modiste, un photographe, un plombier, un taillandier,

est imposé d'après la 5^e classe du tableau A avec droit proportionnel au même taux que la 6^e classe; un mécanicien, un fourreur, un voilier pour son compte, est imposé d'après la 1^{re} classe du Tableau A avec droit proportionnel au 30^e; un horloger, un luthier fabricant pour son compte, est imposé d'après la 3^e classe du Tableau A avec droit proportionnel au 20^e. En un mot, selon la profession qu'il exerce, chaque artisan est soumis à la Patente d'après un tarif spécial à son activité. Il en résulte des inégalités flagrantes et tel artisan dont l'entreprise est très productive ne se voit parfois imposé à la Patente que d'après un taux identique à celui d'un Artisan dont l'activité est de beaucoup moins rémunératrice.

331. — A notre avis, tous les redevables rentrant dans la catégorie artisanale devraient être assujettis à la Patente sous la dénomination générale « d'Artisan ».

332. — D'autre part, pour que l'apprentissage ne soit pas seulement *théorique*, dans les écoles professionnelles, mais pour en favoriser l'extension *pratique* dans les ateliers artisanaux, le législateur devrait prévoir l'exonération de la Patente, en faveur des Artisans, employant « un apprenti âgé de moins de dix-huit ans, avec lequel un contrat d'apprentissage aura été passé dans les conditions prévues par les articles 1, 2 et 3 du Livre 1^{er} du Code du Travail ».

333. — A cet effet, le paragraphe 15^e de l'article 264 du Code général devrait être remplacé par le texte suivant:

« 15^e Les artisans, ouvriers ou façonniers travaillant chez eux ou chez les particuliers, *avec le concours d'un seul apprenti*, soit qu'ils travaillent à façon, soit qu'ils travaillent pour leur compte et avec des matières à eux appartenant qu'ils aient ou non une boutique.

» La veuve qui continue avec un seul ouvrier ou un seul apprenti la profession précédemment exercée par son mari. »

334. En même temps, le Tarif général des Patentes, devraient être complété, par l'adjonction à sa liste, des indications suivantes :

ARTISAN n'occupant pas plus de 2 apprentis. Droit fixé d'après la 8^e Classe du Tableau A. Droit proportionnel au 100^e.

ARTISAN n'occupant qu'un ouvrier, ou bien, occupant à la fois un ouvrier et un apprenti. Droit fixé d'après la 7^e classe du Tableau A. Droit proportionnel au 100^e.

ARTISAN ne rentrant pas dans les deux catégories précédentes. Droit fixe, d'après la 6^e classe du Tableau A. Droit proportionnel :

au 30^e dans les communes de plus de 20.000 âmes ;
au 40^e dans les communes de 2.001 à 20.000 âmes ;
au 50^e dans les communes de 20.000 âmes et au-dessous.

335. En échange de cet avantage fiscal, les Artisans, ainsi qu'ils en faisaient la demande au cours du Congrès de Roanne, devraient être assujettis à la taxe d'apprentissage. Les Artisans contribueraient ainsi au Budget de l'Enseignement technique. En renonçant à l'exonération totale ou partielle de la taxe d'apprentissage, les Maîtres Artisans apporteraient ainsi à la collectivité, l'Etat, le concours nécessaire pour lui permettre d'attribuer des bourses et des primes d'apprentissage à tous les apprentis placés dans les ateliers artisanaux du ressort des Chambres de Métiers, ainsi qu'à tous les Maîtres Artisans for-

mant des apprentis et étant inscrits sur la liste électorale de la Chambr des Métiers.

De cette façon, se trouvera réglée la question du financement de l'apprentissage artisanal. Son organisation permettra la formation d'artisans connaissant parfaitement leur métier. Ce renouveau de l'Artisanat ne fera qu'en accroître le prestige et lui apportera le moyen de concourir mieux encore à un nouvel essor de l'Economie nationale.

336. -- Nous achevons ainsi l'examen des aspiratins artisanales relatives aux Impôts directs. L'indication de la suite à donner à leurs vœux nous semble devoir permettre une rédaction plus rationnelle de leur statut fiscal. Les Artisans aideront les pouvoirs publics à le réaliser. Ils concourront ainsi à la rénovation artisanale et, travaillant dans l'ordre, comme les paysans, contribueront au relèvement rapide de notre beau Pays.

CONCLUSION

337. — Au cours de cet ouvrage, nous avons essayé de montrer comment à travers l'Histoire, les Impôts directs, en général, et ceux des Artisans en particulier, ont été modifiés dans le but de réaliser d'une manière chaque fois plus parfaite, l'idée de Justice fiscale.

L'interprétation de celle-ci a évolué avec les idées, les faits politiques et économiques. Alors que sous l'Ancien Régime, le point de vue militaire ou politique justifiait seul la nécessité de l'impôt, les conceptions économiques en conditionnent l'assiette à l'époque contemporaine.

L'œuvre actuelle est le résultat d'un long cheminement. Nous avons essayé d'en présenter les caractéristiques. Comme notre titre le mentionne, nous nous sommes surtout attachés à montrer « les Artisans devant les Impôts directs ».

Expliquant chacun des impôts auxquels ils sont assujettis, nous avons tâché de leur en faciliter une exacte compréhension.

Nous avons groupés les textes légaux relatifs à chaque contribution; nous en avons parfois précisé le sens. Nous pensons ainsi avoir facilité les recherches des Artisans.

L'Artisanat français est appelé, sans nul doute à accomplir une grande œuvre. Nous souhaitons de tout cœur que ce soit dans un avenir prochain. Cependant, pour que le Législateur puisse y contribuer, il est nécessaire que l'Artisan accomplisse exactement son devoir fiscal.

Nous avons voulu faciliter la tâche de l'Artisan en rédigeant cet ouvrage. En même temps, nous avons essayé de montrer que le Législateur a poursuivi, à travers l'Histoire, la recherche d'une répartition plus équitable des charges publiques. En s'y employant, il n'aura pas failli à son devoir. Il continuera à le bien remplir, et un jour peut-être l'Égalité de tous devant l'impôt, qui n'est pour l'instant, qu'un idéal lointain, sera une réalité.

L'impôt atteindra alors son véritable but. Tous les Français contribueront aux charges de la Nation, d'une façon équitable, et tous en partageront les bienfaits. Ils accompliront régulièrement leur devoir fiscal, et la France pourra, enfin, avec sérénité, poursuivre sa route vers son merveilleux Destin.

338. — Les organisations artisanales (Confédération générale de l'Artisanat français, Comité d'Entente et d'Action artisanales), ont, dès à présent, recherché le moyen de s'acheminer vers ce but.

La fiscalité artisanale fut leur premier objectif. Elle conserve pour elles une grande importance, mais, malgré cela, n'occupe pas toute leur activité.

Les Artisans ont compris que la question fiscale ne devait pas être le seul objet de leur préoccupation.

Ils ont étendu leur point de vue. Désirant aider l'Artisanat, ils se sont occupés du « Crédit artisanal » afin d'obtenir en sa faveur l'organisation d'un crédit semblable à celui déjà accordé à d'autres catégories sociales (agriculteurs, petits commerçants, etc...) La « loi Peyronnet » du

27 décembre 1923, complétée par le règlement d'administration publique inséré à l'*Officiel* du 27 juillet 1924, leur a donné satisfaction sur ce point (voir sur ce sujet : « L'Artisanat », par A. Puech, 1929, imprimerie Bosc et Rion, 42, Quai Gailleton, à Lyon. — « Le régime des petits Artisans au point de vue Crédit et Fisc », thèse de M. Frémont, Paris, 1926).

Tout récemment, ils ont obtenu, par décrets-lois, des 8 août et 31 octobre 1935, la création par les Chambres de Métiers, de *caisses de secours de chômage aux Artisans* et un *règlement protégeant l'artisanat national*.

Leurs revendications sont nombreuses. Les artisans demandent, en particulier :

- 1° La répression de la concurrence déloyale (proposition de loi n° 4170) ;
- 2° Le vote d'une loi fixant un privilège garantissant, en cas de faillite, le paiement des créances artisanales dans les mêmes conditions que les émoluments des salariés ;
- 3° La création d'une marque artisanale, facultative, pour protéger leur travail.

D'autre part, comprenant que l'Artisanat ne peut vraiment atteindre son but qu'en inspirant confiance à ceux recourant à ses services, les Artisans songent à se placer sous le régime de la capacité professionnelle.

Leurs associations désirent obtenir du Législateur le perfectionnement de l'Apprentissage. Elles envisagent la création d'un *Brevet de Maître-Artisan* dont la possession serait requise pour pouvoir ouvrir un atelier, et d'un *Brevet de Maîtrise* qui, seul, permettrait d'employer des apprentis. (Conférence de M. Peter, Président du Comité d'Entente et d'Action artisanales, au Congrès national tenu à Toulouse en 1935, et ayant comme sujet : « L'organisation corporative de l'Artisanat. »)

L'adoption de ces suggestions ferait de l'Artisan français moderne, le digne descendant de ceux de l'Ancien Régime, de ceux de Corporations.

Le retour au régime de capacité professionnelle rendrait au travail manuel la dignité qu'il n'aurait jamais dû perdre. Elle redonnerait confiance en l'Artisan qui, voyant revenir à lui la clientèle, aimant les choses belles et bien faites, reprendrait sa place dans l'Economie nationale.

Les Artisans sont un heureux élément d'équilibre réalisant l'union du capital et du travail. Ils doivent être protégés.

« Encourager l'artisanat, c'est au point de vue économique, redonner la vie à une production essentiellement française, c'est relever le prestige et l'activité de nos métiers d'art; c'est réorganiser dans nos villes les corps de métiers qu'on abandonne; c'est réagir contre l'exode rural, en donnant à nos agriculteurs les ouvriers spécialistes dont ils ont besoin chaque jour ».

« Défendre nos Artisans, c'est au point de vue social, travailler à l'apaisement des esprits; c'est favoriser l'essor d'une de ces classes moyennes qui peuvent tant contribuer au maintien de l'ordre et au développement de la prospérité de la nation. (Proposition de loi Courtier, Chambre des Députés, Procès-verbal de la séance du 15 décembre 1920. — Thèse de M. A. Puech, « L'Artisanat », page 205).

En un mot, le Législateur doit s'intéresser à l'Artisanat, au point de vue social, financier et économique. Il participera ainsi à une belle œuvre et, contribuant à mieux réaliser l'idée de Justice fiscale, permettra la Renaissance des Artisans qui, par leur intelligence et leur bon goût, feront connaître même au delà des frontières, la renommée des Arts et de l'Industrie de la France.

BIBLIOGRAPHIE

- BERTHÉLÉMY (H.). — Traité élémentaire de Droit administratif. 12^e édition, 1930. Librairie Arthur Rousseau, 14, rue Soufflot et 13, rue Toullier, Paris (5^e).
- BONNEAU. — Cours sur les Anciennes Contributions au Centre d'instruction des surnuméraires des Contributions directes, à Lyon (Rhône).
- BOUDE. — Précis d'histoire du Droit français, 1 volume, 1927. Librairie Dalloz, 11, rue Soufflot, Paris.
- Comité d'entente et de défense artisanales*, 34, 36, avenue des Vosges, à Strasbourg. Compte rendu du 2^e Congrès artisanal national, tenu à Toulouse, les 19, 20 et 21 juillet 1935. Edition août 1935, imprimerie l'Alsacien, Strasbourg.
- CAPITANT (H.) et CUCHE. — Précis de législation industrielle, 1 volume, 2^e édition 1930. Librairie Dalloz, 11, rue Soufflot, Paris.
- CASTAGNEZ (J.). — La fusion des Contributions directes et de l'Enregistrement. Thèse, Droit Paris 1928, 1 volume. Edition A. Pedone, 13, rue Soufflot, Paris.
- Confédération Générale de l'Artisanat français*, 30, rue des Vinaigriers, à Paris (10^e).
- 1^o La Rénovation artisanale française, 1 brochure, éditée en 1930, par *Le Petit Parisien*, 18, rue d'Enghien, Paris.
- 2^o Compte rendu (*in extenso*) du 12^e Congrès national de l'Artisanat français, tenu à Roanne, les 21, 22, 23 et 24 juin 1935. Imprimerie J.-J. Durand, 132, rue Montmartre, Paris.
- LECERCLE (M.). — L'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux, 1 volume 1922. Imprimerie Nationale, Paris.

MARTINOT (A.). — Guide pratique du contribuable. Impôts cédulaires et impôt sur le revenu, 1930, 1 volume. Imprimerie Renaud et Labrosse, 38, rue des Maronites, à Paris.

MICHEL (J.-E.). — « Le Guide » des Sous-Officiers candidats, percepteurs et des débutants dans la perception, 1 volume, 1912. Imprimerie Charles Javauzelle, 10, rue Danton, Paris.

Ministère des Finances. - Direction générale des Contributions directes.

— 1^o Notions élémentaires sur les impôts directs, 2 volumes, 1922 et 1926. Imprimerie Nationale, Paris.

2^o Impôts cédulaires et impôts général sur le revenu. Instruction générale du 31 janvier 1928, 1 volume. Imprimerie Nationale, Paris.

3^o Recueil officiel des Lois et Règlements, imprimerie nationale, Paris.

A. — Ancienne série :

28^e volume, 1928.

Circulaire n° 1404 du 23 août 1923.

» n° 1419 du 24 juin 1924.

29^e volume, 1930.

Circulaire n° 1472 du 25 sept. 1926.

B. — Nouvelle série :

1^{er} volume, 1933:

Circulaire N° 2008 du 17 décembre 1927.

» N° 2021 du 9 août 1928.

» N° 2027 du 23 mars 1929.

» N° 2030 du 10 juin 1929.

» N° 2039 du 19 septemb. 1930.

» N° 2069 du 15 juin 1933.

2^e volume, non relié.

Circulaire N° 2080 du 28 décembre 1934.

» N° 2097 du 28 février 1936.

4^o Recueil officiel des Arrêts du Conseil d'Etat, Paris. Imprimerie Nationale.

14^e volume 1930. (Le 2^e numéro est celui du Recueil officiel).

Arrêt du 24 juin 1927. Requête N° 90.248. N° 5.148.

» du 25 juil. 1929. » N° 90.735 N° 5.399.

» du 2 nov. 1928. » N° 90.405. N° 5.250.

» du 2 nov. 1928. » N° 91.614. N° 5.250.

» du 27 juil. 1928. » N° 96.744. N° 5.240.

»	du 1 mars 1929.	»	N° 91.550. N° 5.240.
»	du 4 mars 1928.	»	N° 91.078. N° 5.250.
»	du 10 mai 1929.	»	N° 95.024. N° 5.223.

15^e volume 1933.

Arrêt du 5 mai 1927.	Requête.	N° 80.199.	N° 5.836.
» du 31 oct. 1930.	»	N° 82.520.	N° 5.836.
» du 6 févr. 1931.	»	N° 13.617.	N° 5.558.
» du 27 févr. 1931.	»	N° 17.382.	N° 5.558.
» du 27 mars 1931.	»	N° 15.733.	N° 5.558.
» du 13 mars 1931	»	N° 11.428.	N° 5.580.
» du 20 mars 1931.	»	N° 7.810.	N° 5.610.
» du 17 juil. 1931.	»	N° 15.294	N° 5.670.
» du 20 juil. 1932.	»	N° 23.128	N° 5.896.
» du 13 mai 1932.	»	N° 10.274.	N° 5.845.
» du 20 juill. 1932.	»	N° 22.734.	N° 5.883.
» du 20 juill. 1932.	»	N° 23.128.	N° 5.896.
» du 20 mars 1932.	»	N° 20.342.	N° 5.786.

MOYE (M.). — Précis élémentaire de législation financière, 1 volume 1921.
Librairie du Recueil Sirey, 22, rue Soufflot, Paris.

Publications Francis Lefebvre, 15, rue de Viète, Paris.

1^o Feuilles de documentation pratique des Impôts directs,
2 volumes. Mis à jour périodiquement.

2^o Bulletin de documentation pratique des Impôts directs,
bi-mensuel.

PUECH (André). — L'Artisanat, son évolution, son organisation actuelle
en France. Thèse Montpellier, 1929. 1 volume. Imprimerie Bosc
Frères et Rion, 42, Quai Gailletin, Lyon.

Syndicat des Membres de l'Administration des Contributions directes. —
1^o Bulletin mensuel.

2^o La Réforme fiscale, 5 fascicules.

Maison des Fonctionnaires, 94, rue de l'Université, Paris.

TROTABAE. — Précis de Science et de Législation financière, 2^e édition,
1931. Librairie Dalloz, 11, rue Soufflot, Paris.

LISTE DES PROFESSIONS ARTISANALES

Abat-jour pour lampes (Fabricant d').
Abatage de bois (Entrepreneur d'). Bûcheron.
Afficheur.
Agencement de magasins, de bureaux (Entrepreneurs d').
Agrafes, aiguilles, alènes, épingles, anneaux, boucles, fermoirs et articles similaires (Fabricant d').
Ajusteur. Balancier.
Ameublement (Fabricant d'objets d').
Apprêteur de tissus, de plumes, de poils.
Armes (Réparateur d').
Articles de Paris, jouets (Fabricant d').
Articles et objets d'aluminium, articles de ménage et de cuisine (Fabricant d').
Bâches (Fabricant ou Réparateur de).
Balais (Fabricant de).
Bandagiste. Orthopédiste.
Barques (Constructeur ou réparateur de).
Bijoux (Monteur ou réparateur de).
Billards et accessoires (Fabricant ou réparateur de).
Blanchisseur.
Bonnetier. Tricots (Fabricant de).
Bottier.
Bouchons et objets en liège (Fabricant de).
Bouilleur d'eau-de-vie, n'exploitant qu'un alambic de capacité restreinte et de faible rendement.
Bourrelier. Sellier.
Boutonnir en métal, os ou autres matières.

Bretelles, ceintures, jaretelles ou jarretières (Confectionneur de).
Broderies, dentelles (Confectionneur de).
Bronzes d'art, d'éclairage, bronzes d'imitation (Fabricant de).
Bronzeur.
Brosserie fine ou commune (Fabricant de).
Cannes (Fabricant de).
Caoutchouc ou celluloïd (Fabricant d'objets en).
Carreleur en faïence, mosaïque, etc...
Carrière. (Exploitant de).
Carrossier, capotes de voitures (Fabricant de).
Cartons, cartonnages, enveloppes, sacs de papier (Fabricant de).
Céramiste.
Chaises (Fabricant ou réparateur de).
Chapelier.
Charpentier en bois ou en fer.
Charron.
Chaudronnier.
Chaussures (Réparateur de).
Chemisier.
Cimentier.
Cirier.
Ciseleur.
Coiffeur pour hommes et pour dames.
Cordier.
Cordonnier.
Corroyeur.
Corsetière.
Couronnes et articles funéraires (Fabricant de).
Coutelier.
Couturière.
Couvreur.
Curage de fossés, établissements de drains (Entrepreneur de).
Débroussaillage (Entrepreneur de).
Décorateur en bijoux.
Décorateur sur bois, faïence, porcelaine ou verre.
Dessinateur, illustrateur.
Dessinateur, créateur de modèles.
Dessins pour étoffes, papiers peints, etc... (Entrepreneur ou liseur de).
Doreur sur tranche et sur cuir, sur bois et sur métaux.
Ebéniste.
Emailleur.
Emballleur-Layetier.
Encadreur-Cadres (Fabricant de).
Etameur.
Faïence, Porcelaine (Raccomodeur de).

Ferblantier. Ferblantier lampiste.
Ferraillier d'art.
Fil de fer et d'acier (Fabricant d'objets en).
Filateur.
Filets (Fabricant de).
Fleurs en papier, tissu, métal, perles, celluloïd, porcelaine (Fabricant de).
Fondeur en cuivre, laiton, bronze.
Forgeron.
Fouets et cravaches (Fabricant de).
Fourreur.
Fumiste. Poêlier.
Galochier.
Gantier en peau et en tissus.
Graveur sur bois, sur métaux, sur verre, sur bijoux.
Guêtres (Fabricant de).
Graveur lithographe.
Horloger.
Imprimeur typographe, lithographe, phototypieur.
Imprimeur en taille douce.
Imprimeur sur étoffes.
Installations électriques (Entrepreneur d').
» (Fabricant de fournitures pour).
Instruments de chirurgie (Fabricant d').
Instrument de musique et accessoires (Fabricant d').
Instruments d'optique et de précision (Fabricant d'). Souffleur de verre.
Joaillier. Lapidaire. Sertisseur.
Lames (Affuteur de), (Emouleur de), (Repasseur de).
Laqueur.
Limes (Tailleur de).
Lingerie et trousseaux (Confectionneur de).
Luthier. Accordeur de pianos.
Maçon.
Malletier.
Marbrier. Tailleur de pierre.
Maréchal ferrant.
Maroquinier. Gainier. Colliers et muselières (Fabricant de).
Marqueteur.
Matelassier.
Mécanicien.
Menuisier.
Miroitier. Biseauteur de glaces et de verres.
Modèles (créateur de).
Modelleur.
Modes et formes pour modes (Confectionneur de).

Modiste.

Mouleur statuaire. Figuriste en plâtre ou en cire.

Numéroteur et dateurs (Fabricants de).

Objets d'art, tableaux, tapis et tapisserie (Réparateur ou restaurateur d').

Objets de piété (Fabricant d').

Orfèvre, batteur d'or.

Outilleur.

Pantoufles, chaussons, sandales (Fabricant de).

Parapluies (Fabricant de), (Réparateur de).

Passementier.

Peintre en bâtiment. Peintre décorateur.

Peintre d'enseignes, peintre en voitures.

Photographe.

Plâtrier.

Plisseur de tissus.

Plombier. Appareils sanitaires (Entrepreneur d'installations).

Plumassier.

Pneumatiques (Réparateur de).

Polisseur.

Potier.

Pressoir à bras. (Exploitant de).

Prothèse dentaire (Fabricant d'appareils de).

Ramoneur.

Rejointoyeur.

Relieur. Brocheur. Satineur. Assembleur.

Registres, albums pour cartes postales, dessins, photographies (Fabricant de).

Remouleur ambulat.

Repasseuse.

Robinettier.

Rocailleux.

Sabotier.

Sculpteur sur bois. Sculpteur statuaire.

Serrurier. Charnières, crémones, cuivrerie (Fabricant de).

Soudeur autogène.

Soufflets (Fabricant de).

Stoppeurs, remailleuse de bas.

Stores (Fabricant de).

Stucateur.

Tabletier.

Taillandier.

Tailleur.

Talons, Tiges de chaussures (Fabricant de).

Tanneur, Mégissier.

Tapissier en sièges.

Teinturier. Dégraisseur.

Tisserand.

Tolier.

Tonnellier.

Tourneur sur bois, métaux, galalith, ivoire.

Tourneur décolleteur. Découpeur sur métaux. Emboutisseur, estampeur,
reperceur.

Tournèur. Repousseur.

Tuiles (Fabricant de).

Tulliste.

Vannier. Rotier.

Vernisseur.

Vitrier.

Zingueur.

Vu: *Le Président de la thèse.*

Montpellier, le 11 mai 1936

M. MOYE.

Vu: *Le doyen,*

Montpellier, le 12 mai 1936

G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 12 mai 1936.

Le Recteur :

FAILLIART.

TABLE DES MATIERES

(Les numéros indiquent les paragraphes de l'ouvrage)

INTRODUCTION.	1
-----------------------	---

PREMIERE PARTIE

LES IMPOTS DIRECTS EN FRANCE ET L'ÉVOLUTION DE L'IDÉE DE JUSTICE FISCALE *(Aperçu historique)*

L'ANCIEN REGIME.	2
La Taille.	4
La Capitation.	11
Le Dixième.	12
Fin du système fiscal de l'Ancien Régime.	13
LA REVOLUTION DE 1789.	14
L'impôt foncier.	14
Les « Quatre vieilles » contributions.	19
L'Impôt sur les Portes et Fenêtres.	24
La Contribution personnelle et mobilière.	25
La Patente, en général.	26
Les taxes assimilées.	27
Défauts du système. — Projets de réforme.	28
L'EPOQUE CONTEMPORAINE.	37
L'Impôt foncier, au point de vue cédulaire.	38

L'Impôt sur les revenus des valeurs mobilières.....	39
L'Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux....	40
L'Impôt sur les bénéfices de l'Exploitation agricole.....	41
L'Impôt sur les Traitements publics et privés, les indemnités et émoluments, les salaires, les pensions et les rentes viagères.....	42
L'Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales.	43
L'Impôt général sur le Revenu.....	45
Avantages des Impôts actuels.....	47

DEUXIEME PARTIE

LES ARTISANS DEVANT L'IMPOT DIRECT

INTRODUCTION à la deuxième Partie.....	57
LA DEFINITION DE L'ARTISAN.....	62
Caractéristiques générales.....	65
Classement des Artisans. (Producteurs, Réparateurs ou Façonniers).....	74
Grand, moyens et petits Artisans.....	75
L'ARTISAN SOUS L'ANCIEN REGIME.....	78
Les Corporations.....	79
Les Corporations et le Pouvoir public.....	86
Abolition des Corporations.....	91
L'ARTISAN DEVANT L'IMPOT DIRECT DE 1789 A NOS JOURS.	
La Liberté du Travail.....	93
Création de la Patente.....	94
Historique de la Patente.....	96
La Patente actuelle.....	107
Exemptions et réductions de la Patente en faveur des Artisans.	112
Assiette de la Patente.....	133
Période pendant laquelle la Patente est exigible.....	135
Cession, cessation de commerce, fermeture d'établissement.	136
Taxe pour frais de Chambre de Commerce..... 137 et	138
Taxe pour frais de Chambre des Métiers..... 137 et	139
Taxe sur la valeur locative des locaux professionnels....	140
L'ARTISAN DEVANT L'IMPOT DIRECT A L'EPOQUE CONTEMPORAINE.	149
L'impôt sur les bénéfices commerciaux ou artisanaux en Législation comparée.....	151

L'Impôt sur les bénéfices artisanaux en France :	
de 1917 à 1922.....	161
de 1923 à 1934.....	164
à partir de 1935.....	168
Evaluation et lieu d'imposition du bénéfice artisanal :	
de 1917 à 1922.....	178
de 1923 à 1934.....	186 bis
en 1935	198
en 1936	236
Cession, cessation de commerce, décès de l'exploitant....	242
Taux et mode de calcul de l'impôt sur les bénéfices artisanaux, en 1933 et en 1934.....	261
en 1935	282
en 1936	295
Avantages accordés aux Artisans par la loi fiscale.....	298

TROISIEME PARTIE

VŒUX ET RÉFORMES PROJETS ET VŒUX POSANT LE PROBLEME ARTISANAL AU POINT DE VUE FISCAL

Rapport du Président de la Chambre de Commerce de Montpellier, en date du 6 décembre 1933.....	311
Projet de réforme proposé au Congrès national des Artisans tenu à Roanne, les 21, 22, 23 et 24 juin 1935.	312
Projet de réforme proposé au Congrès des Artisans tenu à Toulouse, les 19, 20 et 21 juillet 1935.....	313
Vœu de la Chambre des Métiers de l'Hérault le 7 octobre 1934.....	316
Vœu de la Chambre de Commerce de Montpellier du 6 décembre 1933.....	317
LES REFORMES A ENVISAGER.....	319
CONCLUSION.	337
BIBLIOGRAPHIE.	
LISTE DES PROFESSIONS ARTISANALES.	
TABLE DES MATIÈRES.	

